



Imaginer le futur de la mobilisation des connaissances

Perspectives des Chaires de recherche UNESCO



Table des matières

Préface	3
Imaginer le futur de la mobilisation des connaissances : perspectives des Chaires de recherche UNESCO	5
01 L'avenir de la mobilisation des connaissances : au-delà de l'axe Chercheurs-Décideurs-Praticiens	19
02 Principes généraux de la recherche interculturelle et internationale sur les peuples autochtones ou ruraux et arrimage à la mobilisation des connaissances.....	35
03 Le rôle de l'éducation ouverte dans la production et la transmission des connaissances.....	59
04 La puissance de la créativité, du savoir et de l'action dans la mobilisation des connaissances : réflexions inspirées par des travaux internationaux	77
05 Connaissances insulaires : Construire une communauté d'îles par la mobilisation des connaissances.....	91
06 L'avenir de la mobilisation des connaissances : éliminer les obstacles pour assurer des échanges productifs avec des publics différents	109
07 La mobilisation des connaissances comme vecteur de profonds changements sociaux	127

► Préface

La Commission canadienne pour l'UNESCO (CCUNESCO) et le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) partagent un engagement profond envers le soutien à la production et l'accès à un savoir diversifié et inclusif au profit des générations actuelles et futures. Nous reconnaissons l'importance de lier la recherche aux problèmes mondiaux urgents. Nous avons l'occasion de travailler ensemble pour s'assurer que les résultats de la recherche aient un maximum d'impact, tout en tenant compte des divers systèmes de pensées. Assurer une mobilisation efficace des connaissances est incontournable pour répondre aux défis auxquels notre monde est confronté.

Au moyen de ses programmes et activités de mobilisation des intervenants, le CRSH établit des relations entre les chercheurs, les étudiants, le public et les secteurs privé, à but non lucratif et communautaire, afin de tirer le maximum des retombées positives des sciences sociales, des sciences humaines et de la recherche interdisciplinaire au Canada et ailleurs.

Les présents articles émanent d'un effort conjoint de la CCUNESCO et du CRSH pour alimenter un dialogue continu édifié autour de l'excellent travail entrepris par le réseau des 28 Chaires UNESCO du Canada. Ce recueil, qui comprend six articles de Chaires UNESCO du Canada et un article d'une Chaire UNESCO de l'Allemagne, fait valoir le rôle essentiel de ces Chaires en tant qu'incubateurs de l'excellence universitaire dans différents domaines. Véritables laboratoires d'idées au sein de l'écosystème onusien, les Chaires s'intéressent aux problèmes les plus urgents du monde en menant des recherches, et en favorisant le renforcement des capacités ainsi que la collaboration internationale.

Les stratégies de mobilisation des connaissances vont des techniques de cocréation, d'échange de connaissances et de diffusion créative à la décolonisation des savoirs, en passant par la science ouverte. Ce recueil d'articles pousse certaines de ces idées encore plus loin, et montre comment la mobilisation des connaissances peut nous aider à aborder d'énormes défis contemporains, comme la crise du climat, les inégalités socioéconomiques, la pandémie, et la menace grandissante du scepticisme à l'égard du savoir.

Ces articles ne se limitent pas à pousser plus loin les concepts essentiels de la mobilisation des connaissances. Ils reconnaissent aussi précisément l'importance de la cocréation du savoir avec les communautés – une approche qui sera particulièrement cruciale pour mettre en œuvre les principes de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Ensemble, nos organisations ont le plaisir de vous présenter ce travail de pointe accompli par les Chaires UNESCO, alors que nous continuons de reconnaître et de mobiliser diverses expertises dans le but de créer un monde plus durable où personne n'est laissé pour compte.



Ted Hewitt
Président
Conseil de recherches en sciences humaines



Sébastien Goupil
Secrétaire général
Commission canadienne pour l'UNESCO

Dick Bourgeois-Doyle

Ancien secrétaire général du Conseil national
de la recherche du Canada

► Imaginer le futur de la mobilisation des connaissances : perspectives des Chaires de recherche UNESCO

Ces articles cherchent également à inspirer en présentant des exemples d'innovation, de dévouement et de réussite.

La collaboration, la créativité et le travail acharné.

Voilà les thèmes qui tissent la trame d'un nouvel ensemble de documents de réflexion sur la mobilisation des connaissances (MC) rédigés par sept membres (un Allemand et six Canadiens) du Réseau des Chaires UNESCO. La MC est définie par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) comme un processus qui « englobe un large éventail d'activités liées à la production et à l'utilisation des résultats de la recherche, notamment : la synthèse; la diffusion; le transfert; les échanges de connaissances; la création et la production conjointes par les chercheurs et les utilisateurs des connaissances »¹. Ces activités, comme d'autres dont on fait mention dans les textes écrits par sept membres (six Canadiens et un Allemand) du réseau des Chaires UNESCO, visent à combler le fossé parfois important qui existe entre la création de nouvelles connaissances et leur application dans l'intérêt de la société. Comme plusieurs de ces documents l'indiquent, les initiatives liées à la MC ont pris une grande importance dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et de plusieurs autres enjeux mondiaux. Or, l'intérêt pour le sujet ne date pas d'hier, et nous pouvons déjà compter sur l'expérience pour guider notre processus d'apprentissage et de perfectionnement.

Par le passé, les approches de MC privilégiaient surtout la transmission de l'information et de l'analyse directement de la source au destinataire à la fin d'un projet de recherche, ou encore

la transmission à un vaste public dans l'hypothèse d'éveiller les consciences et de favoriser des gestes concrets. Or, les sept titulaires de chaires UNESCO affirment que ces stratégies sont précaires et de moins en moins pertinentes devant des enjeux de taille, comme les changements climatiques, les inégalités et la santé, tels qu'ils sont définis dans les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Dans le but d'améliorer nos compétences collectives en matière de MC, les auteurs présentent des principes directeurs, des études de cas et des questions particulières à prendre en considération.

Ces articles cherchent également à inspirer en présentant des exemples d'innovation, de dévouement et de réussite.

Les documents ont été réunis en un tout cohérent par la Commission canadienne pour l'UNESCO (CCUNESCO) dont les publications offrent un espace de réflexion sur des sujets d'intérêt pour les Canadiens et ouvrent de nouvelles perspectives afin d'encourager le dialogue interdisciplinaire. Le CRSH s'intéresse depuis longtemps aux questions entourant la MC, et encourage l'application de connaissances empiriques dans les politiques, les pratiques et les programmes des gouvernements et des établissements. Grâce à cette nouvelle initiative, le CRSH souhaite tirer parti du travail antérieur non seulement en puisant dans l'expertise des chaires UNESCO, mais aussi en développant ses réseaux et ses partenariats.

Participation précoce et continue de l'utilisateur

Les approches collaboratives occupent une place prépondérante dans les articles sur la MC. Plusieurs des auteurs préconisent une relation et une

coopération étroites avec les utilisateurs potentiels, en appuyant leur argumentaire sur des données récoltées lors de consultations tenues dans le cadre du projet, et sur leurs propres recherches dans leurs champs d'expertise respectifs.

Tant en recherche industrielle qu'en sciences naturelles et en génie appliqués, on reconnaît souvent l'importance d'utiliser des stratégies ciblant les utilisateurs au moment de créer un produit ou un service misant sur la technologie. C'est ce qu'on présente dans ces domaines comme des stratégies de croissance et de mobilisation des clients axées sur le marché. Bien que les sciences sociales et humaines aient des objectifs et des approches différentes en ce qui a trait à la recherche, elles ont aussi des groupes dynamiques de clients et d'acteurs pouvant contribuer à l'élaboration de modèles efficaces de recherche et de MC.

Les auteurs traitent abondamment de la nécessité d'avoir des interactions respectueuses avec les détenteurs de connaissances et avec ceux qui seront les plus touchés par la recherche. Beaucoup de chercheurs prônent de telles interactions dès les premières étapes de planification et de conception de la recherche.

Collectivement, les chaires UNESCO ont la conviction que :

- *la mobilisation précoce des utilisateurs devrait avoir lieu par défaut dans la majorité des recherches;*
- *les sciences sociales et humaines ont beaucoup à offrir en matière d'approches créatives de MC, telles que l'utilisation du récit et des arts visuels;*
- *la recherche visant la mobilisation efficace des connaissances doit intégrer des stratégies qui permettent de surmonter les barrières mentales ou autres posées par les différents modes de pensée et les diverses formes de connaissances.*

Acteurs non universitaires – mobilisation et collaboration

Chaire UNESCO en diversité bioculturelle, durabilité, réconciliation et renouveau

L'article *Principes généraux de la recherche interculturelle et internationale sur les peuples autochtones ou ruraux et arrimage à la mobilisation des connaissances*, rédigé par la Chaire UNESCO en diversité bioculturelle, durabilité, réconciliation et renouveau, de l'Université de la Saskatchewan, argumente de façon convaincante en faveur d'une mobilisation en amont qui respecte les utilisateurs². En ce qui concerne le travail de la Chaire en matière de diversité bioculturelle, les auteurs décrivent un processus de MC guidé par la participation active tant des utilisateurs potentiels que des titulaires de responsabilités, et ce, de la phase de conception jusqu'à la recherche et plus loin encore. Cette mobilisation rassemble « des acteurs issus des milieux universitaires, autochtones, communautaires, gouvernementaux et privés » dans un partenariat de recherche qui envisage la coproduction et la transmission organique de nouvelles connaissances à mesure qu'elles sont générées. On compare cette approche collaborative et continue aux tentatives passées de transmission des connaissances faisant appel à un processus rudimentaire et unidirectionnel, et qui « même avec des pratiques scientifiques optimales, [...] n'a pas su inspirer de changement chez les utilisateurs. »

L'approche présentée remet en question les notions coloniales de ce qu'est la mobilisation et recommande l'attribution d'un rôle plus influent aux partenaires communautaires ainsi que la création de nouveaux processus pour déterminer à quel moment et de quelle manière impliquer les participants à chacune des étapes de la recherche. Ceux-ci

devraient notamment avoir leur mot à dire dans « l'établissement du plan de recherche, le choix des méthodes de collecte et d'analyse de données », ainsi que la diffusion de celles-ci. En vertu des processus d'éthique actuels, des communautés entières et des individus auraient le droit non seulement de refuser de participer à des projets de recherche, mais aussi de suspendre cette participation ou d'y mettre fin en raison de facteurs d'ordre communautaire. Les auteurs citent les périodes de grandes célébrations, de crise ou de deuil parmi les occasions où il serait possible et nécessaire de suspendre des activités de recherche.

L'article contribue plus précisément à la réflexion sur la MC en énonçant cinq principes directeurs. L'application de ces principes faciliterait la prise en considération de la recherche par des intermédiaires comme des décideurs, des gestionnaires de programmes et des fournisseurs de services, ainsi que son acceptation par les détenteurs de connaissances autochtones et les autres groupes concernés.

Cela contribuerait, selon les auteurs, à « générer des bienfaits plus intéressants et plus durables » pour toutes les parties. Ces principes, de même que la philosophie globale qui les entoure, sont aussi illustrés par un « entrelacement », un outil visuel accessible et pratique qui pourrait être utilisé dans le cadre de recherches avec une grande diversité de communautés géographiques ainsi que des peuples autochtones et traditionnels.

Voici les cinq principes proposés pour la recherche avec des peuples autochtones et ruraux :

1. **Honorer l'autodétermination et l'autonomie nationale** en considérant que les peuples autochtones et traditionnels – ainsi que de nombreux autres peuples locaux et ruraux – sont des titulaires de droits.

2. ***S'investir dans la réciprocité des relations*** et *s'assurer que celles-ci restent enracinées dans la collaboration et le partage des pouvoirs.*
3. ***Co-crée les plans de recherche***, et *privilégier les voix, les idées et la réalité des Autochtones et autres communautés locales.*
4. ***Adopter une bonne approche de recherche*** avec *une bonne connaissance de soi et beaucoup de sens critique et d'introspection*
5. ***Générer des bénéfices pour les communautés*** et *redonner à ceux qui ont aidé à faire avancer les travaux et les aspirations de recherche.*

Chaire UNESCO sur la viabilité des communautés

L'article *L'avenir de la mobilisation des connaissances : éliminer les obstacles pour assurer des échanges productifs avec des publics différents*, de la Chaire UNESCO sur la viabilité des communautés : du local au global³ de l'Université Brock, explore des enjeux pertinents pour plusieurs domaines. Il examine le défi récurrent de la transposition de concepts de recherche complexes dans un format facilement compréhensible par le grand public. Y sont étudiées les interactions entre les chercheurs, les professionnels de la communication et les médias.

Selon l'article, ces interactions nécessitent une attention particulière dans le contexte de la MC en raison de la puissante influence des médias et des communications publiques sur des acteurs clés des secteurs gouvernemental, privé, à but non lucratif et communautaire ainsi que sur la promotion de la mobilisation intersectorielle nécessaire pour accentuer les retombées de la recherche, particulièrement dans les sciences sociales et humaines. Les considérations concernant les obstacles et les perspectives à ce sujet sont basées sur des entrevues et des tables rondes auxquelles ont pris part des chercheurs, des administrateurs, des

professionnels de la communication, des spécialistes des relations publiques et du marketing ainsi que des membres de médias locaux et nationaux (presse, Web, radio et télévision).

Les participants à ces discussions s'entendaient sur le fait que la communication publique de la recherche était un élément incontournable d'une MC efficace, mais avaient des points de vue différents sur ses inconvénients.

Les chercheurs ont cité le temps que cela enlevait à la recherche et le manque de reconnaissance officielle, de formation et de soutien accordés aux activités de rayonnement. Les professionnels des communications ont parlé de la difficulté de maintenir l'attention sur les activités de recherche dans leur établissement et de se défaire de la perception selon laquelle elles constituent une autre couche de bureaucratie, ou même un obstacle au rayonnement. Les membres des médias ont souligné la pression causée par des échéanciers serrés, un personnel réduit et une baisse de la spécialisation dans leur milieu, le tout ayant créé un besoin d'accès à des experts et à de l'information présentée sous forme de récits qui touchent directement les communautés concernées.

Beaucoup de ces problèmes minent la communication des résultats de recherche depuis des décennies, mais certains ont été aggravés par de récentes tendances comme, paradoxalement, le passage vers la science ouverte et le libre accès, lequel a déclenché un raz de marée d'information brute et remplie de jargon que les journalistes doivent déchiffrer. L'article présente néanmoins de nombreux changements positifs, comme l'arrivée des balados et des médias interactifs, et l'essor du contenu de type journalistique reposant sur une méthode scientifique, comme le site Web [La Conversation](#).

Encore une fois, la notion de collaboration en amont et en aval s'invite dans l'analyse. S'ajoutant aux

contraintes de temps et de ressources, elle évoque le besoin inévitable de mettre l'épaule à la roue, tel que décrit à la fin de l'article dans les *Prochaines étapes* et les facteurs à considérer.

Voici les facteurs à considérer pour de meilleures communications publiques :

- *Précision des besoins des bailleurs de fonds en matière de MC*
- *Allocation de ressources à la MC pour favoriser la création de postes de liaison multidisciplinaire dans les universités*
- *Meilleure communication du rôle joué par les divers acteurs des communications publiques et des activités de relations avec les médias.*

Innovation, accès libre et arts

La nécessité de favoriser la communication et la mobilisation par le biais de récits et de textes imagés figure dans de nombreux articles. Certains illustrent même ces notions avec des exemples concrets faisant entrer en scène d'autres outils, de nouvelles technologies, un meilleur accès à l'information et diverses formes d'activités créatives.

Chaire UNESCO sur la recherche communautaire et la responsabilité sociale dans l'enseignement supérieur

L'article de la Chaire UNESCO sur la recherche communautaire et la responsabilité sociale dans l'enseignement supérieur (*La puissance de la créativité, du savoir et de l'action dans la mobilisation des connaissances : réflexions inspirées par des travaux internationaux*)⁴ renforce l'argument selon lequel la collaboration dans la phase de conception et les mesures prises au cours de la recherche sont à la source d'une MC efficace.

L'article réitère aussi l'importance d'interagir avec les utilisateurs finaux et les autres participants de la

recherche en concluant des partenariats étroits et respectueux, comme l'encouragent d'autres chaires UNESCO. Dans le cas présent, cette notion est promue par le cadre et les principes de la recherche participative communautaire, et illustrée par une expérience internationale.

L'article apporte également une contribution particulière au dialogue en décrivant, à renfort d'images et de métaphores, comment les arts créatifs sont utilisés dans l'acquisition et la mobilisation des connaissances. Cette pratique fait appel à un processus global et ouvert, qui est à la fois intrigant et encourageant. Les auteurs résument leur article en disant « qu'après plusieurs années de recherche transformatrice et de mobilisation, nous sommes convaincus de la puissance des arts; pour représenter les connaissances, pour partager les connaissances, pour lier les connaissances cognitives et affectives, pour le cœur et pour l'espoir ».

Les études de cas citées sont remarquables, pertinentes et émouvantes. Elles vont de l'expérience des *catadores*, les ramasseurs de déchets brésiliens qui ont participé à la scénarisation, au tournage et au montage d'une vidéo, aux consultations avec des employées de maison victimes de mauvais traitements en Inde qui ont illustré leur calvaire en assemblant des images et des mots sur un sari commun. L'article parle aussi de la difficulté d'accéder à des services essentiels pour des immigrantes à Toronto, à qui on a donné une formation en création orale pour qu'elles puissent s'exprimer.

La mobilisation des connaissances par l'art a le pouvoir de faire connaître les résultats de recherche à des auditoires et des intervenants concernés qui seraient autrement inaccessibles. Les méthodes conventionnelles, comme les entrevues et les groupes de discussion, permettent de récolter une grande diversité d'information, mais elles

n'illustrent pas toujours suffisamment l'ambiguïté et la complexité de l'expérience humaine et des modes d'acquisition du savoir. La recherche participative communautaire permet de nouer de nouveaux liens et met en lumière ces éléments ambigus, particulièrement lorsqu'ils sont combinés à des outils et à une vision artistiques. La recherche participative au moyen de vidéos a permis de présenter les *catadores* aux gouvernements locaux, aux ONG et au public tout en donnant aux protagonistes un accès inédit aux discussions en matière de politiques publiques.

Selon la recherche participative communautaire, la MC fait donc partie intégrante du cycle de recherche. Ce n'est pas une réflexion après coup ou un élément indépendant du processus. Lorsqu'on entreprend une recherche selon cette méthode, il est important de s'articuler autour d'un processus de démocratisation des connaissances, d'une part, et des changements proposés pour faciliter la recherche, les politiques et la pratique, d'autre part. Fort laborieux, ce processus illustre la notion toute simple du travail acharné comme élément essentiel d'une mobilisation réussie des connaissances.

L'article défend un processus qui :

- ***implique** une réflexion approfondie, une communication constante, une réévaluation continue par plusieurs parties et de multiples constructions de sens;*
- ***reconnaît** que le symbole, la métaphore, l'ironie et l'imagerie, tels qu'ils sont exprimés par les arts, jouent un rôle important dans le raisonnement, l'explication et la compréhension du monde.*

Chaire UNESCO en ressources éducatives libres (REL)

Alors que la recherche participative communautaire présente la poursuite de la MC comme un processus nécessitant beaucoup de travail, un autre article de

la série propose une manière de produire et d'utiliser les connaissances qui présente plusieurs avantages, notamment celui de gagner du temps. Il s'agit de l'article *L'avenir de la mobilisation des connaissances de la Chaire UNESCO en ressources éducatives libres*⁵.

Ce document de réflexion examine les possibilités de l'ère numérique et de l'interconnectivité pour promouvoir le libre accès (LA) et les ressources éducatives libres (REL), ce qui, en retour, pourrait stimuler la MC de manière inédite. L'article affirme que l'ouverture pourrait favoriser l'innovation, l'accès au savoir et la collaboration créative dans toutes les disciplines. Il mentionne aussi les nouveaux défis posés par le LA et les REL.

Y sont proposés des ressources utiles, la définition des concepts fondamentaux et un répertoire des initiatives canadiennes pertinentes, comme la *Politique des trois organismes sur le libre accès aux publications* et des programmes ciblant certains établissements. Il examine aussi la nature et les limites des paradigmes et des modèles de publication scientifique actuels, qui ont la réputation de limiter l'accès aux bourses d'études et entravent vraisemblablement leur mobilisation.

L'article a pour argument central le fait que la MC est facilitée par une transmission libre du savoir. On y explique aussi comment un accès gratuit favorise une plus grande participation à la recherche et une amélioration des capacités de production des connaissances, capacités qui peuvent à leur tour élargir le bassin potentiel d'utilisateurs des connaissances.

Pour comprendre ces avantages, l'auteur nous encourage à voir la transmission et l'éducation libres comme des pratiques sociales, et non simplement technologiques ou juridiques. Elles sont présentées comme des activités stimulées par la curiosité humaine, l'intérêt pour les grands défis et l'ambition de produire et de mobiliser de nouvelles

connaissances, indépendamment de la simple transmission d'information et de techniques.

Dans cette perspective, l'article fait le lien entre l'ouverture, la mobilisation des connaissances et les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies à l'horizon 2030, plus spécifiquement l'ODD n° 4, « Une éducation pour tous ».

L'article présente divers avantages découlant de la gratuité de l'enseignement et de l'apprentissage en ligne. Il démontre que les étudiants qui ont accès gratuitement à tous les documents pédagogiques ont moins tendance à abandonner leurs études, et qu'ils ont plus tendance à participer lorsqu'ils peuvent collaborer à la création de nouveaux contenus et à l'amélioration des ressources au fil du temps.

Tout en reconnaissant que les experts consultés – des adeptes de l'éducation libre – ont un parti pris, l'article présente un argument convaincant et objectif pour des modèles de financement qui tiennent compte de la réalité du monde numérique et des avantages de l'ouverture, dont l'importance a été démontrée par la pandémie. Les experts interrogés définissent aussi les défis complexes et les problèmes non résolus qui entourent les coûts, la mesure de l'efficacité et l'accès, lesquels compromettent l'exploitation du potentiel du libre accès et des ressources éducatives libres pour la MC.

La diffusion numérique des ressources permet de réduire les coûts en éducation, mais elle se répercute aussi sur certaines sources de revenus.

De plus, il est difficile de mesurer les coûts totaux du changement de culture institutionnelle qu'exige le principe d'ouverture. Par exemple, si le fait de monter un cours à partir de différentes ressources comporte de grands avantages, le processus de personnalisation et d'assemblage du contenu, qui n'est pas encore pratique courante en éducation, nécessite de nouvelles compétences.

Tout en reconnaissant l'existence de ces enjeux complexes, l'article se termine par une liste de suggestions pour y remédier, notamment :

- **investir** dans les infrastructures, par exemple pour constituer des référentiels fiables, conviviaux et conformes aux normes communes de métadonnées pour les REL, et les présenter dans un format consultable et facilement transférable entre systèmes;
- **encourager** des changements sociaux et organisationnels qui appuient le perfectionnement des compétences et la constitution de réseaux pour exploiter le plein potentiel de MC du LA et des REL au Canada.

Idéologie, valeurs et perspectives en matière de politiques

En plus de l'aspect technologique et technique, le processus de MC doit aussi aborder des questions de psychologie humaine, de valeurs et de systèmes de croyances. Parfois, les difficultés posées par ces enjeux sont les plus grands obstacles à la mobilisation des connaissances dans les politiques et les programmes gouvernementaux.

Chaire UNESCO de recherche appliquée pour l'éducation en prison

L'influence des valeurs et des idéologies sur la MC est présentée dans l'article *L'avenir de la mobilisation des connaissances : au-delà de l'axe Chercheurs-Décideurs-Praticiens* de la Chaire UNESCO de recherche appliquée pour l'éducation en prison⁶.

Enjeux souvent complexes et négligés, les systèmes de valeurs peuvent être le facteur déterminant de la mise en pratique des nouvelles connaissances, surtout lorsqu'une activité est au centre de l'intérêt public, de questions politiques, d'une controverse ou

de pressions opérationnelles conflictuelles causées par des idéologies divergentes. Un point de vue idéologique limite la capacité des récepteurs et des utilisateurs potentiels à accepter et à appliquer de nouvelles connaissances, même lorsque celles-ci sont appuyées par des preuves et des données probantes et empiriques.

Alors que certaines discussions entourant la MC sont axées sur la théorie générale et que d'autres présentent une sélection de cas pratiques, cet article examine plutôt l'expérience dans un domaine d'étude et d'application particulier. Il décrit le paradigme de l'éducation en prison, particulièrement les points de vue opposés de la prison comme lieu de réhabilitation ou de châtiment. Ces opinions divergentes sont bien en évidence dans le débat opposant la perception de l'éducation en prison comme un privilège qui doit être gagné et peut être retiré, et la croyance qu'il s'agit d'un droit inhérent à la dignité humaine et au cheminement personnel. En explorant ce paradigme, l'article met en lumière les problèmes auxquels font face les chercheurs au moment d'appliquer les connaissances au système carcéral.

Au-delà de la valeur de chacun des points de vue, il est évident que les résultats de recherche à appliquer aux systèmes d'éducation en prison seront perçus différemment par les différentes idéologies. Lorsqu'on considère l'éducation comme un élément central de la vocation du système pénal, on accorde forcément plus de poids aux résultats qui lui sont favorables. Même quand les recherches démontrent le côté économique d'une approche, cet argument aura uniquement une influence si les décideurs reconnaissent l'importance relative de l'activité par rapport à une myriade d'autres besoins. Ce défi devient encore plus complexe lorsque l'on prend conscience que les points de vue varient selon les différents échelons du système : les contribuables, les décideurs et le personnel de première ligne qui travaille dans des circonstances risquées et difficiles.

Ces points de vue n'influencent pas seulement la faculté de mettre en pratique et de mobiliser de nouvelles connaissances, mais restreignent aussi la récolte de données et la recherche.

L'article est truffé d'appels à la mobilisation des utilisateurs et d'autres acteurs. On y affirme qu'avec un peu de travail, les partisans de l'éducation en prison pourront trouver un terrain d'entente avec leurs opposants plus réfractaires, puisque ces derniers trouvent souvent un bien-fondé aux formations sur la gestion de la colère et le traitement des dépendances. De plus, la plupart des intervenants du milieu carcéral reconnaissent l'importance de la criminologie, un champ qui englobe différentes priorités et qui ouvre la porte aux discussions et à une compréhension mutuelle entourant les études.

Néanmoins, en soulignant l'influence des idéologies et de systèmes de valeurs différents, l'expérience de l'éducation carcérale apporte un nouvel angle fort pertinent à la réflexion sur le processus global de MC.

En ce sens, la recherche sur l'éducation en prison constitue un exemple exacerbé des défis auxquels de nombreuses disciplines sont confrontées sans nécessairement les reconnaître. Ces défis sont liés au rassemblement, à l'acceptation et à l'application de nouvelles connaissances. Ainsi, les idées présentées dans cet article ont probablement des parallèles dans d'autres champs de recherche et d'autres entreprises humaines qui sont confrontés à des barrières idéologiques. On reconnaît dans l'article que les obstacles posés par une idéologie divergente sont éprouvants, mais on y affirme aussi qu'il est possible de les surmonter avec de l'introspection et du travail.

Selon l'article, les praticiens doivent :

- *réfléchir et agir hors du cadre de ce que les auteurs appellent « l'axe Chercheurs-Décideurs-Praticiens » en vue d'une mobilisation des connaissances. Dans*

le contexte de l'éducation en prison, les intérêts et l'influence du grand public sont des enjeux particulièrement importants à aborder sur une base continue;

- *inviter les médias et les dirigeants politiques à assister aux cérémonies de remise des diplômes en prison, à faire la promotion d'histoires inspirantes et à définir les liens entre la théorie et la pratique;*
- *reconnaître la nécessité d'une communication nuancée et rigoureuse entre les groupes qui ont des visions du monde divergentes;*
- *considérer leur personne et leur travail comme des éléments d'un réseau de participants et d'activités contribuant à la construction concertée de connaissances.*

Chaire UNESCO en études insulaires et durabilité

L'article *Connaissances insulaires : Construire une communauté d'îles par la mobilisation des connaissances* de la Chaire UNESCO en études insulaires et durabilité⁷ traite aussi des défis posés par les biais et les points de vue divergents.

De plus, il fait écho à l'appréciation des connaissances traditionnelles et des modes d'acquisition du savoir découlant d'une association à un lieu géographique. L'article développe cette notion et souligne son importance pour le Canada au moyen d'une description détaillée des cultures insulaires : les traditions, les institutions et les pratiques de transmission des connaissances des collectivités qui vivent entourées d'eau.

L'article affirme que les connaissances sur les îles sont non seulement informelles, mais surtout, sous-évaluées. Par conséquent, l'importance des communautés insulaires est largement incomprise, et les dynamiques de mobilisation des connaissances sur les îles ne sont pas appréciées à leur juste valeur.

Dans certains cercles, les communautés insulaires sont parfois vues comme de simples microcosmes des entités politiques et géographiques plus importantes et sont même utilisées comme des laboratoires à petite échelle pour la recherche sociale. Or, les chefs de file en matière d'études insulaires notent que les personnes qui se définissent en tant qu'insulaires partagent une vision du monde basée sur une relation étroite avec l'eau et l'environnement naturel, font souvent preuve de sensibilités à l'égard des formes de savoirs autochtones et traditionnels, et valorisent les institutions et les services locaux. Ces liens se traduisent par un taux plus élevé de bénévolat et par des structures de mobilisation des connaissances reposant sur les rencontres fortuites, la communication individuelle des compétences, les tableaux d'affichage et les rassemblements communautaires.

Bien que la vie insulaire comporte certains défis et parfois une certaine méfiance envers les étrangers, ses caractéristiques particulières lui confèrent aussi une cohésion et des qualités qui créent une culture résiliente possédant la capacité unique de transposer le savoir dans des actions locales. La constitution et le maintien de ces forces sont primordiaux pour la préservation de communautés insulaires durables. Il y a aussi des leçons à tirer concernant l'étude des cultures insulaires et de leurs systèmes de MC qui ont une importance au Canada, puisque la vie insulaire est sans conteste une partie intégrante de la géographie, de l'histoire et de l'identité canadiennes. Comme l'article le mentionne, les frontières du Canada renferment plus d'îles que tout autre pays. On y trouve aussi la plus grande île en eau douce au monde et de grandes zones urbaines entourées d'eau, de même que des dizaines de milliers d'îles dans l'océan Arctique et au large des côtes Est et Ouest.

L'article se conclut par quelques propositions :

- *Favoriser l'étude et la compréhension en étendant et en renforçant les réseaux insulaires de partage des ressources, données et récits*
- *Établir des structures législatives et administratives pour garantir que les politiques et les programmes soient examinés selon une perspective insulaire avant d'être adoptés et appliqués dans les communautés*
- *Favoriser la cocréation de connaissances et la collaboration entre les institutions de savoir, les organismes communautaires, les décideurs et les autres acteurs de la MC.*

Mobilisation des connaissances et changement sociétal profond

Les documents de ce portfolio donnent une idée de la manière dont la mobilisation des connaissances dans des domaines particuliers peut nous aider à remédier aux principaux problèmes auxquels est confrontée la société. Ces grands problèmes, comme l'a montré la pandémie de COVID-19, sont sous-jacents à toutes les discussions et considérations, mais sont peut-être décrits plus clairement dans l'article qui provient d'Europe.

Chaire UNESCO pour la compréhension internationale de la durabilité

La somme des idées, des expériences et des leçons décrites dans les documents de réflexion sur la mobilisation des connaissances est adoptée par la présentation faite dans *La mobilisation des connaissances comme vecteur de profonds changements sociaux* de la Chaire UNESCO pour la compréhension internationale de la durabilité de l'Université Friedrich-Schiller de Jéna, en Allemagne⁸.

Ce dernier document reflète la quête de la Chaire, qui vise à comprendre le processus de création et de diffusion de nouvelles connaissances de manières qui touchent les environnements social, culturel et naturel. De plus, il aborde directement la raison pour laquelle les problèmes entourant la mobilisation des connaissances sont primordiaux et dignes de l'attention que leur accorde l'exercice collaboratif entre le CRSH et la CCUNESCO.

Le document décrit les grandes transitions en cours partout dans le monde, indiquant que bien qu'elles aient été amplifiées par la crise entourant la COVID-19, elles sont alimentées par d'autres forces, telles que l'évolution des dynamiques de la mondialisation, les répercussions du développement non durable et de l'Anthropocène, et la révolution numérique.

Ces pressions peuvent se manifester dans divers changements, comme une réduction dans la connectivité mondiale dans certains secteurs, par exemple le déplacement des biens, ou une augmentation de la mobilité des idées et de l'information. À propos de ce dernier point, il est suggéré dans l'article que toute entreprise humaine est de plus en plus influencée par les technologies numériques, ni neutres ni objectives, et souvent contrôlée par des régimes autocratiques bien financés et par des intérêts commerciaux sans contraintes. Il est aussi indiqué que les espoirs que la révolution numérique stimule la mobilisation des connaissances ont été minés par la fragmentation et les préjugés qui ont engendré des « chambres d'écho ». Ce phénomène a également rendu l'information moins fiable, car la valeur de cette dernière est maintenant mesurée par des processus douteux comptant abonnés, partages de gazouillis et mentions « j'aime » guidés par des motifs et des intelligences artificielles à l'étranger.

Maintenant que le paradigme postpandémique est imminent, d'autres variables et inconnus se sont

ajoutés au problème. La création et la diffusion de connaissances à distance, sans interactions en personne, requerront de nouvelles stratégies et de nouveaux moyens.

Non seulement ces tendances rendent plus criant le besoin d'une mobilisation efficace et efficiente des connaissances, mais elles encadrent et limitent aussi les activités en la matière.

Pour envisager les implications et les mesures possibles à prendre, les auteurs de cet article ont interviewé des spécialistes de manière bilatérale et par des consultations structurées. Les commentaires ainsi recueillis ont orienté un ensemble de considérations qui sont non seulement fondées sur des faits établis, mais aussi tirées de l'expérience sociale monumentale qui survient actuellement partout dans le monde.

Bien que certaines questions doivent encore être résolues, les commentaires et les considérations sont teintés d'un consensus selon lequel les problèmes auxquels fait face l'humanité nécessiteront des processus de mobilisation des connaissances qui mettront à l'épreuve notre connaissance même de la science et des relations entre la science et la société. La complexité des problèmes, de son côté, souligne la nécessité d'une collaboration solide entre les disciplines, en particulier entre les dénommées « sciences dures » et les sciences sociales et humaines et entre les centres de recherche et les intervenants sociétaux. Cette complexité, tout en reconnaissant les forces du mode de pensée disciplinaire dans le développement d'aptitudes analytiques et de connaissances spécialisées, met en garde contre les disciplines comme seules fondations pour concevoir les institutions et les programmes d'études.

D'autres forces peuvent nuire à la collaboration au sein de la communauté scientifique et entre les sciences et la société. Outre celles qui ont été mentionnées, la compétition parmi les chercheurs

est intense dans certains secteurs, ce qui engendre des conflits et incite des comportements contraires à l'éthique. Combinée aux conséquences destructrices de la politique « post-vérité », la corporatisation du milieu universitaire a tendance à éroder l'autorité scientifique et la confiance du public envers la science.

L'article soutient que les scientifiques devraient :

- **participer** davantage aux activités de rayonnement public, sachant que la compréhension du public du fonctionnement fondamental de la science est une condition essentielle pour régler les problèmes complexes d'aujourd'hui;
- **jouer** le rôle de partenaires authentiques dans la création de connaissances et bénéficier d'incitatifs et de récompenses qui cadrent avec cette fonction;
- **placer** les pratiques quotidiennes et le comportement individuel au centre des futures stratégies de mobilisation des connaissances.

Conclusion : les occasions de la collaboration créative

La somme des idées et des leçons décrites dans ces documents de réflexion ne souligne pas seulement le besoin que chaque chercheur emploie de nouvelles approches de mobilisation des connaissances, mais aussi que des changements importants soient apportés dans les institutions, la communauté scientifique et la société dans son ensemble.

Ce que cela impliquera :

Pour les personnes :

- *Adopter une culture de participation axée sur de nouveaux niveaux d'engagement avec les usagers potentiels dès l'étape de conception des projets de recherche, et investir plus d'efforts dans l'encadrement de l'information dans des structures transférables comme la mise en récit, qui transmet*

les connaissances, facilite la compréhension profonde et donne au public le moyen de prendre de meilleures décisions.

Pour les institutions :

- *Présenter des mesures visant à encourager la diversité épistémique, à favoriser les projets transdisciplinaires axés sur les avantages sociaux, à faciliter le transfert des connaissances entre les chercheurs, les médias et les divers publics, et à inciter la fluidité et les mesures immédiates.*

Pour les organismes de financement :

- *Une plus grande clarté dans les exigences liées à la mobilisation des connaissances et à l'attribution de ressources pour aider les chercheurs à cultiver de nouvelles relations, des moyens de recherche novateurs fondés sur les réseaux collaboratifs, et la quête de mobilisation des connaissances comme objectif fondamental.*

Pour les gouvernements :

- *Reconnaître la grande importance de la mobilisation publique des connaissances et sa conformité avec des objectifs généraux, comme les objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU, dans les politiques créatives fondées sur l'engagement populaire avec des intervenants marginalisés et les collaborations pour faire face aux grands défis de l'humanité et améliorer la qualité de la vie quotidienne en tout lieu.*

¹ **Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH).** « Lignes directrices pour une mobilisation des connaissances efficace ». Consulté le 23 juin 2020 : https://www.sshrc-crsh.gc.ca/funding-financement/policies-politiques/knowledge_mobilisation-mobilisation_des_connaissances-fra.aspx#a1

² **Reed, M. G., Robson, J. P., Lindgren, A., Friedrichsen, P., Brock, T., Davidson-Hunt, I., Lichtenstein, G., Shackleton, S., Vasseur, L. et Worthen, H.** 2020. « Principes généraux de la recherche interculturelle et internationale sur les peuples autochtones ou ruraux et arrimage à la mobilisation des connaissances ». Chaire UNESCO sur la diversité bioculturelle, la durabilité, la réconciliation et le renouvellement, Université de la Saskatchewan.

³ **Vasseur, L. et Baker, J.** 2020. « L'avenir de la mobilisation des connaissances : éliminer les obstacles pour assurer des échanges productifs à travers différents publics ». Chaire UNESCO sur la viabilité des communautés : du local au global, Université Brock.

⁴ **Tandon, R. et Hall, B. L.** 2020. « La puissance de la créativité, du savoir et de l'action dans la mobilisation des connaissances : réflexions inspirées par des travaux internationaux ». Chaire UNESCO sur la recherche communautaire et la responsabilité sociale dans l'enseignement supérieur, Université de Victoria et Participatory Research in Asia (PRIA).

⁵ **McGreal, R.** 2020. « Document de réflexion sur le leadership sur le rôle de l'éducation ouvert dans la mobilisation de la création des connaissances et la transmission ». Chaire UNESCO/CIED en REL, Université Athabasca.

⁶ **Armstrong, F., Perreault, G. et Miron, J-P.** 2020. « L'avenir de la mobilisation des connaissances : Au-delà de l'axe Chercheurs-Décideurs-Praticiens », Chaire UNESCO de recherche appliquée pour l'éducation en prison.

⁷ **Randall, J. et Brinklow, L.** 2020. « Connaissances insulaires : construire une communauté d'îles par la mobilisation des connaissances ». Chaire UNESCO en études insulaires et durabilité, Université de l'Île-du-Prince-Édouard.

⁸ **Werlen, B., Kauffman, J. et Gaebler, K.** 2020. « La mobilisation des connaissances comme vecteur de profonds changements sociaux ». Chaire UNESCO pour la compréhension internationale, Université Friedrich-Schiller, Iéna (Allemagne).



01

L'avenir de la mobilisation des
connaissances : au-delà de l'axe
Chercheurs-Décideurs-Praticiens

Véronique Béquet

Cotitulaire, Chaire UNESCO de recherche
appliquée pour l'éducation en prison
Cégep Marie-Victorin, Montréal, Québec

► Introduction

La mobilisation des connaissances comporte son lot de défis. Le milieu de l'éducation en prison ne fait pas exception à cette règle, mais certains des défis, voire des difficultés, de la mobilisation des connaissances sont exacerbés par les réalités particulières au domaine carcéral.¹

La recherche sur l'éducation en prison met en jeu la défense d'un droit fondamental : le droit à l'éducation pour tous tout au long de la vie, y compris pour les plus vulnérables et les plus marginalisés.

Dans ce document de leadership éclairé, préparé par la *Chaire UNESCO de recherche appliquée pour l'éducation en prison*, nous présenterons certains de ces défis en relevant les caractéristiques du milieu carcéral qui posent une difficulté supplémentaire pour ceux et celles qui voudraient améliorer l'impact de la recherche sur les pratiques et les politiques d'éducation en prison. Évidemment, ces caractéristiques— par exemple une diversité disciplinaire, une communication difficile entre les chercheurs et les praticiens et la présence d'acteurs et actrices aux intérêts divergents—ne sont pas uniques au milieu de l'éducation en prison. Cependant, les mettre en évidence nous permettra de montrer en quoi et pourquoi l'avenir de la mobilisation des connaissances doit être pensé au-delà de l'axe Chercheurs-Décideurs-Praticiens.

Une autre caractéristique incontournable de ce domaine de recherche mérite qu'on s'y attarde. La recherche sur l'éducation en prison met en jeu la défense d'un droit fondamental : le droit à l'éducation pour tous tout au long de la vie, y compris pour les plus vulnérables et les plus marginalisés. Ce droit n'est pas respecté dans tous les États et, même dans les juridictions qui reconnaissent le droit à l'éducation des personnes incarcérées, entre en tension avec, d'une part, les conceptions sécuritaires ou « punitives » de la

¹ Dans ce texte, la notion d'éducation inclut l'enseignement formel et non formel. L'UNESCO définit l'enseignement *formel* comme un « enseignement institutionnalisé, volontaire et planifié au travers d'organismes publics et d'entités privées reconnues qui ensemble constituent le système éducatif formel d'un pays. » Les programmes d'enseignement formel conduisent généralement à l'émission d'un certificat reconnu. L'enseignement non formel, quant à lui, est défini comme un « enseignement institutionnalisé, volontaire et planifié par un prestataire d'éducation [...] qui] constitue un ajout, une alternative et/ou un complément à l'enseignement formel dans le processus d'apprentissage tout au long de la vie des individus ». L'enseignement non formel ne mène généralement pas à des certifications reconnues. Voir (*Glossaire* | UNESCO UIS, s. d.).

mission carcérale et, d'autre part, l'opinion selon laquelle l'éducation en prison serait un privilège coûteux.² Or, même si la recherche sur l'éducation en prison démontre ses bienfaits et sa rentabilité, ces connaissances ne peuvent avoir un impact que si les décideurs y croient, ne serait-ce que pour des raisons instrumentales et économiques. Il faut aussi que les contribuables y croient. En d'autres mots, la mobilisation des connaissances dans le domaine de l'éducation en prison passe aussi, voire surtout, par une mobilisation et une sensibilisation politique. Nous aurons d'ailleurs l'occasion de souligner les tensions que cette dimension politique peut engendrer pour la recherche.

Nous explorerons aussi l'impact des réseaux et leurs capacités à générer des contacts entre les décideurs et ceux et celles pour qui l'éducation en prison est la plus importante : les détenu-e-s. Dans l'expérience de la Chaire, ces contacts ont un impact significatif sur l'opinion des décideurs, particulièrement lors des cérémonies de réussite scolaire ou de témoignages médiatisés. On peut même supposer que cet impact est souvent plus important que celui d'un rapport de recherche. Selon nous, cet exemple démontre bien la prépondérance du facteur « humain » dans la mobilisation des connaissances. Au-delà des chiffres qui indiquent des baisses de récidives, l'éducation en prison a des impacts non mesurables que seuls des contacts humains permettent de mettre en lumière. Bien que nous ne détenions pas la clé qui permet de générer ces contacts, plusieurs des personnes rencontrées dans la production de ce document ont reconnu leur importance et offert des pistes de réflexion pour la construction d'un réseau les favorisant.

Pour produire ce document, nous avons interviewé sept personnes qui sont interpellées par l'éducation

en prison.³ Elles travaillent dans la représentation des institutions scolaires canadiennes, dans la recherche collégiale et universitaire, dans le système judiciaire ou dans l'enseignement en milieu carcéral. Ces entretiens d'environ une heure suivaient un questionnaire fourni d'avance.

Toutes ces personnes ont reconnu l'urgence d'agir en matière de mobilisation des connaissances, a fortiori dans le milieu de l'éducation en prison. Elles ont toutes souligné les nombreux défis particuliers à la recherche sur l'éducation en prison et l'importance de bâtir des réseaux favorisant la co-construction des connaissances. C'est inspiré par ces témoignages et nos propres expériences que nous offrons cette réflexion sur l'avenir de la mobilisation des connaissances.

À quelques reprises, nous rapportons des propos en *italique*. Nous n'endossons pas nécessairement ces propos et nous ne prétendons pas non plus à l'objectivité. Nous rapportons simplement des points de vue situés qui donnent un portrait de la mobilisation des connaissances dans le domaine de l'éducation en prison. Cela étant dit, il faut souligner que les propos cités trouvent un écho dans tous les entretiens.

La recherche sur l'éducation en prison en contexte

Deux objectifs pour la prison

Il y a, en gros, deux conceptions des objectifs du système pénal. D'un côté, l'approche dite « sécuritaire » considère que l'objectif de la prison est de protéger le public en isolant les personnes criminelles et violentes. De l'autre, l'approche de la réinsertion considère que la prison doit contribuer à

² Attention : les conceptions sécuritaires et punitives ne doivent pas faire l'objet d'un amalgame. À ce sujet voir infra, note 12 et 13.

³ Pour plus de détails sur ces rencontres, voir Annexe.

la réinsertion sociale des détenu·e·s. Bien entendu, ces fonctions sont interreliées. On peut penser, par exemple, que la réinsertion sociale des ex-détenu·e·s contribue à la protection du public. Cependant, toutes les personnes rencontrées ont souligné l'existence de ces deux idéaux types. Elles ont aussi noté que ces approches entrent souvent en tension. Pour faire court, on peut dire que certaines personnes du milieu carcéral mettent la priorité sur la sécurité alors que d'autres mettent l'accent sur la réinsertion.

Avant d'aller plus loin, une clarification s'impose. Il est important de ne pas faire d'amalgame entre l'approche que nous appelons « sécuritaire » et une approche dite « punitive » ou « rétributive. » Pour cette dernière, une personne qui commet un crime doit être puni, peu importe la suite des choses. La punition est une fin en soi et le criminel ne doit pas nécessairement être « réhabilité » ou « réinséré » pour que la prison ait rempli sa mission.⁴ Ceux et celles qui privilégient l'aspect sécuritaire de la prison n'adoptent pas nécessairement cette façon de voir la peine et peuvent très bien reconnaître qu'ultimement, la prison peut contribuer à la réinsertion sociale des détenu·e·s en assurant, par exemple, une éducation de qualité.

Cette nuance est importante parce que l'éducation en prison semble faire l'objet d'un consensus qui fait figure d'exception dans un domaine où les opinions divergent souvent.⁵ On constate en effet dans les documents officiels de l'ONU que l'éducation constitue un point de convergence entre les deux approches décrites plus haut. Selon l'*Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus*, dites Règles Nelson Mandela, l'objectif des peines d'emprisonnement est de protéger la société contre le crime et la récidive (ONUDC, 2015). Or, même si la priorité est d'emblée sécuritaire,

on souligne que cet objectif ne peut être rempli que si les institutions carcérales favorisent la réinsertion sociale des personnes détenues. Dans ce contexte, et c'est là que l'éducation en prison agit comme point de jonction entre les deux approches, « les administrations pénitentiaires et les autres autorités compétentes *doivent donner aux détenus la possibilité de recevoir une instruction et une formation professionnelle et de travailler* » afin de favoriser leur réinsertion (Ibid., nous soulignons).

En somme, tout le monde reconnaît l'impact positif de l'éducation en prison. D'un côté, on pense que l'éducation en prison favorise la sécurité publique en maximisant les chances de réinsertion sociale. De l'autre, on pense que l'éducation en prison permet d'outiller les détenu·e·s pour mieux s'intégrer à la vie sociale. Du reste, la majorité des études sur le sujet corroborent ces intuitions.⁶ Cela dit, ce consensus ne facilite pas nécessairement la mobilisation des connaissances, car il masque des différences fondamentales sur la valeur de l'éducation et sur les fonctions de la recherche.

Quels objectifs pour l'éducation et quelles fonctions pour la recherche ?

L'opposition décrite précédemment a des conséquences importantes sur les priorités de recherche. Ceux et celles qui priorisent la fonction sécuritaire voudront prioritairement mesurer l'impact de l'éducation en prison sur la récidive—c'est d'ailleurs l'objectif de la très grande majorité des études disponibles. En somme, si la participation à un programme est corrélée à une diminution de la récidive, on dira que l'éducation en prison contribue positivement à la fonction première de la justice pénale. Dans d'autres cas, on évaluera la réussite des programmes en mesurant leur impact sur

⁴ Nous ne nous prononcerons pas sur les différences potentielles entre les notions de « réinsertion » sociale et de « réhabilitation. »

⁵ Le terme « exceptionnalisme » est utilisé par une des personnes rencontrées.

⁶ Voir par exemple (Davis et al., 2013; Duwe, 2018; Duwe & Clark, 2014; Ellison et al., 2017)

l'employabilité. Si les participant-e-s obtiennent et conservent un emploi à leur sortie, on jugera que le risque de récidive diminue et que l'éducation en prison contribue positivement à la mission carcérale.

Dans ces deux cas de figure, la valeur intrinsèque de l'éducation semble mise de côté par rapport à sa valeur instrumentale.⁷ Or, pour plusieurs personnes, on ne devrait pas favoriser l'éducation en prison *parce qu'elle* contribue à la mission sécuritaire. En plus d'être un droit, l'éducation a une valeur en soi. Du reste, son impact positif ne se mesure pas seulement en fonction des niveaux de récidive ou d'employabilité. Si tant est que l'objectif de l'éducation en prison soit conçu plus largement, voire indépendamment de sa contribution à la fonction sécuritaire, les priorités de recherche actuelles peuvent constituer un irritant pour certains artisans de l'éducation en prison.

Pour ces personnes, il faut défendre l'éducation en prison, coûte que coûte, c'est-à-dire sans attendre la « preuve » qu'elle « fonctionne », même « *si t'en sauves [seulement] deux ou trois* ». ⁸ D'ailleurs, conditionner les services d'éducation en prison à la « preuve » de ses succès est un jeu dangereux. Bien que les décideurs et décideuses peuvent s'appuyer sur plusieurs recherches crédibles qui démontrent, chiffres à l'appui, que l'éducation en prison « fonctionnent » (Davis et al., 2013), d'autres peuvent s'appuyer sur des recherches tout aussi crédibles qui suggèrent que les succès de l'éducation en prison sont mitigés (Austin, 2017 ; Ubah & Robinson, 2003). Ainsi, comme l'ont reconnu toutes les personnes interviewées, il y a une tension dans le processus de mobilisation des connaissances quand l'objectif principal de la recherche est de « prouver » que l'éducation en prison contribue aux objectifs

sécuritaires de la prison. L'accès à une éducation en prison de qualité ne devrait pas être conditionnel à cette preuve.

La *Chaire UNESCO de recherche appliquée pour l'éducation* en prison reconnaît cette tension, mais elle reconnaît aussi l'importance de faire la démonstration de l'impact de l'éducation en prison. Sur le terrain, les effets positifs de l'éducation en prison sont manifestes, autant du point de vue sécuritaire que du point de vue de la réinsertion sociale. Cependant, puisque les décideurs et décideuses doivent s'appuyer sur des études et sur des chiffres pour prendre leurs décisions, il faut leur en donner.⁹ Loin de conditionner le droit à l'éducation, le recours à la recherche empirique vient appuyer la mobilisation d'un autre type de connaissance : la connaissance, parfois tacite, des praticiens et des praticiennes de l'éducation en prison. Ces personnes savent que l'éducation en prison a des impacts positifs, et pas seulement parce qu'elle contribue à une baisse du taux récidive. Cependant, ils et elles n'ont pas toujours le temps ni les outils pour mobiliser cette connaissance. Il est donc primordial que leurs connaissances éclairent le travail des chercheur-se-s, qui pourront ensuite les formaliser et les vulgariser.

Un milieu particulier et un sujet controversé

Pour bien comprendre les défis de la mobilisation des connaissances sur l'éducation en prison, il est important de comprendre le contexte de la prison. Le milieu carcéral est fermé, tendu, sous-financé et marqué par de la méfiance réciproque et de nombreux préjugés. D'emblée, les enjeux

⁷ L'expression « valeur instrumentale » n'est pas ici péjorative. Nous souhaitons simplement souligner que la valeur de l'éducation en prison peut être évaluée à l'aune de sa capacité à contribuer à d'autres objectifs importants comme la sécurité publique ou la réinsertion sociale. En se limitant à évaluer la valeur intrinsèque de l'éducation en prison, on dira qu'elle est importante *même* si elle ne contribue pas à la sécurité publique ou à la réinsertion sociale.

⁸ Propos tirés des entretiens.

⁹ Nous verrons cependant à la section 3 que l'un des facteurs de réussite en mobilisation des connaissances est d'investir dans la recherche qualitative et dans les événements qui peuvent sensibiliser par le contact humain.

de sécurité constituent un obstacle majeur autant pour l'acquisition de la connaissance que pour sa mobilisation. Mais ils peuvent aussi affecter les relations dans l'axe Chercheurs-Décideurs-Praticiens. Comme nous l'avons dit, plusieurs acteurs et actrices du milieu carcéral favorisent la mission sécuritaire. Leur travail consiste, avant tout, à protéger le public. Ce travail est souvent difficile et toujours ingrat, puisque la population en général ne s'intéresse pas au système, à part peut-être pour souligner son coût et ses défauts. Dans ce contexte, les dirigeant-e-s et les agent-e-s correctionnel-le-s se méfient des « outsiders », surtout des universitaires¹⁰ qui ne connaissent rien au « terrain » ou des personnes perçues comme des « activistes » qui pourraient brosser un portrait trop négatif de la réalité carcérale.

Il faut aussi souligner que pour une bonne partie de la population, ce qui inclut évidemment une partie des employé-e-s du milieu carcéral, la prison constitue d'abord et avant tout une punition.¹¹ Dans ce contexte, les programmes d'éducation en prison peuvent être perçus comme des privilèges. Par ailleurs, il est évident que la recherche sur le milieu carcéral en général, surtout si elle vise à améliorer les conditions de vie des détenu-e-s, ne suscitera pas l'assentiment de ceux et celles qui pensent que la prison devrait être une punition.¹²

Les chercheurs et chercheuses qui s'intéressent aux effets de l'éducation en prison et les personnes qui souhaitent la promouvoir sont donc confrontés à une double fermeture, physique et idéologique. Cela implique qu'une acquisition efficace des connaissances ne sera possible que si l'on se mobilise pour justifier la pertinence de l'éducation en

prison, autant dans le domaine de la recherche que dans la pratique.

Deux visions de la mobilisation des connaissances : entre connaissances et politiques

Décrite dans l'abstrait, la mobilisation des connaissances consiste à s'assurer que les pratiques et décisions politiques s'appuient sur les meilleures connaissances du monde réel disponibles. Dit ainsi, l'objectif principal des chercheurs et chercheuses est de donner un portrait *neutre* du monde réel. Ce portrait si tant est qu'on s'y attarde devrait être suffisant pour orienter les décisions. Or, dans le monde réel justement, la neutralité n'existe à peu près pas. Quand on s'appuie sur la recherche pour justifier la pertinence de l'éducation en prison dans le contexte décrit précédemment, on n'est pas neutre.

Fondée par des praticiens passionnés, la *Chaire UNESCO de recherche appliquée pour l'éducation en prison* porte bien son nom. En effet, la Chaire assume pleinement son parti pris *pour* l'éducation en prison. L'ensemble de ses activités, y compris ses activités de recherche, est consacré à promouvoir l'accès à une éducation de qualité adaptée aux besoins des personnes incarcérées. Dans ce contexte, la mobilisation des connaissances consiste à utiliser tous les outils disponibles pour promouvoir l'accès à une éducation de qualité pour les personnes détenues, y compris la recherche empirique qui documente la réalité de l'éducation en prison. Évidemment, dans le contexte décrit précédemment, la mobilisation des connaissances va bien au-delà de l'axe Chercheurs-Décideurs-Praticiens, puisqu'elle implique que la population soit sensibilisée à

¹⁰ Un peu moins des criminologues, nous y reviendrons.

¹¹ Selon Payne et ses collègues, les études montrent généralement que la population est « punitive, » même si elle adhère à un idéal de réhabilitation dans certains cas (Payne et al., 2004, p. 196). L'attitude punitive varie selon plusieurs facteurs et nous n'avons pas l'espace pour discuter de cette question davantage.

¹² Encore une fois, il ne faut pas confondre l'approche punitive et l'approche sécuritaire. Cette dernière vise à protéger le reste de la société du crime et/ou du criminel. Les moyens pour y arriver varient, d'où le spectre entre la punition *stricto sensu* et la réhabilitation. D'ailleurs, plusieurs partisans de l'approche sécuritaire jugent qu'éduquer peut engendrer de meilleurs résultats pour permettre la sécurité en société que la punition pure et simple.

l'importance de l'éducation en prison. En effet, cette sensibilisation doit se faire, entre autres, par une mobilisation politique des connaissances.

Or, il faut reconnaître que tous les chercheurs et chercheuses ne sont pas à l'aise avec cette approche plus engagée. La recherche devrait en principe aspirer à une certaine objectivité. Du reste, il est difficile, voire impossible, d'isoler la variable « éducation » quand on mesure son impact sur les détenu-e-s et sur la société, autant sur le plan qualitatif que sur le plan quantitatif. En somme, la recherche ne permettra jamais de clamer hors de tout doute raisonnable que l'éducation en prison contribue à la sécurité publique ou à la réinsertion sociale des personnes incarcérées. Dans ce contexte, certains militants pour le droit à l'éducation en prison pourraient être tentés de se concentrer sur la mobilisation et la sensibilisation du public.

Cela dit, deux des personnes rencontrées nous ont suggéré que davantage de recherche qualitative pourrait contribuer à apporter un nouvel éclairage sur l'éducation en prison. Sans se substituer aux études quantitatives, la recherche qualitative pourrait dresser un portrait plus « humain » qui marquerait le cœur autant que l'esprit. La diffusion de telles études pourrait ainsi contribuer à diminuer les préjugés ce qui, à terme, pourrait sensibiliser la population sur l'importance de la recherche sur l'éducation en prison. Il faut toutefois noter que ce type de recherche est difficile, coûteux, long et sous-financé.

Il faut finalement reconnaître que l'application d'une stratégie plus militante est potentiellement délicate dans un milieu conservateur comme les prisons. En effet, même si l'éducation en prison fait l'objet d'un certain consensus, l'équilibre entre les approches sécuritaire et de réinsertion est ténu. De plus, en contexte de rigueur budgétaire ou lors d'un changement de gouvernement, l'éducation en prison et d'autres programmes pouvant être perçus

comme des « privilèges » seront en péril. Comme nous le soulignerons à la section 3, ceux et celles qui participent à la mobilisation des connaissances sur l'éducation en prison doivent donc faire montre d'une excellente sensibilité humaine et politique.

Les défis de la mobilisation des connaissances dans la recherche sur l'éducation en prison

Les défis de la mobilisation des connaissances sont nombreux : on manque de ressources et de temps dédiés à la mobilisation des connaissances ; un dialogue interdisciplinaire efficace est difficile à établir ; tous les membres d'un milieu ne s'entendent pas sur les objectifs de la recherche ou de la pratique, etc. Les chercheurs et chercheuses dans le domaine de l'éducation en prison rencontrent les mêmes difficultés. Cependant, nous constatons que certaines d'entre elles sont exacerbées par la réalité du milieu carcéral. Puisque ces défis sont liés au contexte présenté dans la section précédente, notre description est sommaire.

Difficultés dans l'accumulation des connaissances

Les prisons sont difficiles d'accès pour des raisons de sécurité. L'acquisition des connaissances pose donc un défi, même en circonstances idéales. Ces difficultés sont toutefois exacerbées par les tensions idéologiques décrites précédemment. Par exemple, si l'administration locale d'une prison pense que les chercheurs et chercheuses ont un « agenda politique » ou si les expériences de recherches précédentes se sont mal passées, il se peut qu'on soit plus réfractaire à donner accès aux installations. Selon une des personnes interviewées, ces difficultés sont moins prononcées pour les criminologues, puisque la grande majorité des intervenant-e-s du

milieu carcéral sont formés dans cette discipline. Il semblerait aussi que l'accès aux prisons soit plus difficile pour les sociologues ou les chercheur·se·s en éducation. Évidemment, la criminologie est plurielle et tous les criminologues n'adhèrent pas à la même vision de la réalité carcérale. Cependant, cette chasse gardée peut limiter notre capacité à en connaître davantage sur les contributions non mesurables de l'éducation en prison. Un de nos contacts a cependant souligné que les colloques, les sociétés savantes et les différents réseaux communautaires peuvent générer des contacts interdisciplinaires féconds. Nous verrons d'ailleurs à la section 3 quelques exemples de mesures qui permettent ces contacts.

Une diversité d'intérêts et une diversité disciplinaire

Les domaines de recherche multidisciplinaire font toujours face à des défis de mobilisation des connaissances pour la simple et bonne raison que les expert·e·s. de différentes disciplines ne s'entendent pas toujours sur le sens des concepts ni sur la signification des phénomènes. La recherche sur l'éducation en prison ne fait pas exception. On ne s'entend pas, par exemple, sur ce qu'est l'éducation, la récidive¹³, etc.

Cependant, certaines frictions dans la mobilisation des connaissances sont générées par le fait que toutes les parties prenantes ne voient pas les objectifs de l'éducation en prison, le rôle de la prison ou l'impact de l'éducation de la même façon. Les frictions usuelles liées à la diversité disciplinaire et la diversité conceptuelle qu'elle implique sont alors exacerbées par des tensions idéologiques inhérentes au domaine carcéral.

Une prépondérance des facteurs humains dans la formation des réseaux de mobilisation des connaissances

Les difficultés de communication dans l'axe Chercheurs-Décideurs-Praticiens constituent un obstacle bien connu à la mobilisation des connaissances (Dimmock, 2016). Ce défi est encore plus difficile à relever en contexte de diversité disciplinaire et idéologique. Prenons un exemple : les détenu·e·s doivent suivre un plan correctionnel établi par un agent de correction. Ce plan inclut souvent, mais pas toujours, la participation à un programme d'éducation en prison. Or, certains agents préfèrent les programmes qui s'adressent directement aux facteurs criminogènes comme les programmes de gestion de la colère ou des traitements contre la toxicomanie. Ceux-ci ne priorisent donc pas l'éducation, même si l'on sait que la participation aux programmes d'éducation en prison contribue à la réinsertion sociale. Or, si un universitaire venait dans cette prison pour promouvoir, voire imposer, de nouvelles pratiques, il est bien possible qu'il y ait des frictions. Ces frictions peuvent augmenter quand les praticiens et praticiennes n'ont pas l'impression d'être écoutés ou même considérés par les chercheurs et chercheuses. Il est donc primordial d'assurer une communication humaine et efficace entre les parties prenantes ce qui suppose des efforts de traduction substantiels.

Le système pénal est un petit milieu où tout le monde finit par se connaître. Ces réseaux tissés serrés sont très difficiles à intégrer. Les personnes qui voudraient intégrer ces réseaux pour promouvoir la recherche sur l'éducation en prison doivent donc être au fait

¹³ Un de nos partenaires a notamment souligné qu'un ex-détenu qui est judiciairisé pour un crime commis *avant* sa détention est présentement comptabilisé comme « récidiviste. » Or, dans les faits, il se peut que très bien que cette personne n'aurait pas commis de nouveau crime.

des tensions idéologiques décrites dans ce texte. Ils doivent aussi avoir les qualités requises pour parler à des personnes de plusieurs milieux et aux opinions diverses, voire divergentes, sur la mission carcérale et sur l'éducation. Or, comme ces individus sont rares, les réseaux de mobilisation des connaissances reposent souvent sur les épaules de quelques individus, ce qui les rend très fragiles.

Un sujet politiquement chargé et impopulaire

La perception publique des prisons et des détenu·e·s n'est généralement pas positive, et une partie significative de la population ne croit pas à la réinsertion sociale.¹⁴ Dans ce contexte, le financement pour la recherche et pour l'éducation en prison en tant que telle est faible et, surtout, à la merci des aléas politiques tels que les changements de gouvernement. Même si certaines juridictions, notamment celle du Québec, mettent de l'avant la réinsertion sociale, l'aspect sécuritaire des prisons sera toujours prioritaire. Ainsi, pour s'assurer que la recherche sur l'éducation en prison ait un impact sur les pratiques et les décisions des administrations carcérales, la mobilisation des connaissances dans ce domaine passe, d'abord et avant tout, par une sensibilisation du grand public.

Facteurs de réussite

Au cours de nos entretiens, nos partenaires ont discuté de ce qui, selon eux, constitue des facteurs de réussite pour la mobilisation des connaissances dans le domaine de l'éducation en prison. Bien que certains de ces facteurs soient spécifiques au milieu carcéral, nous croyons que la plupart des constats

s'appliquent à la mobilisation des connaissances en général.

Une communication saine et efficace entre les chercheurs et les praticiens

La communication est une partie fondamentale de la mobilisation des connaissances. Malheureusement, il y a plusieurs points de friction dans la communication dans l'axe Chercheurs-Décideurs-Praticiens : la recherche paraît souvent déconnectée de la réalité terrain, les praticien·ne·s se sentent pris de haut, les décideurs et décideuses veulent des chiffres, etc. Plusieurs des personnes rencontrées ont donc souligné l'importance de repenser cet axe pour établir une relation de co-construction des connaissances.

Plutôt que de se limiter à traduire ou vulgariser la recherche au bénéfice des décideurs et décideuses et des praticiens et praticiennes, plutôt que de laisser tomber la théorie pour ne faire que de la recherche appliquée ou quantitative, il faut s'assurer que les connaissances des gens du terrain puissent informer le travail théorique des chercheurs et chercheuses.

L'objectif n'est pas d'abandonner les théories plus abstraites sur la place de l'éducation dans la prison, mais tout simplement d'inciter les chercheurs à intégrer le point de vue des praticien·nes dans leur propre pratique. En outre, les praticiens et praticiennes doivent avoir les ressources. En deux mots, il faut «vulgariser la recherche et théoriser la pratique».¹⁵

Il faut aussi diffuser de l'information sur les services et les résultats dans des formats synthétiques. À ce titre, PRET 2000 et les services éducatifs en milieu carcéral du Cégep Marie-Victorin fournissent

¹⁴ Comme nous l'avons dit plus haut, les attitudes par rapport à la fonction carcérales varient selon plusieurs facteurs et nous ne suggérerons pas qu'une majorité écrasante de la population appuie la fonction punitive de la prison. Il est cependant plausible de penser que cette opinion est partagée par une partie significative de la population, y compris dans le milieu carcéral. C'est en tout cas l'opinion exprimée par les personnes que nous avons rencontrées.

¹⁵ Propos tirés des entretiens.

des rapports annuels d'activités, et ont fourni pendant quelques années un bulletin de liaison diffusé à plusieurs groupes d'employés du service correctionnel (gestionnaires de programme, agents de programme, agents correctionnels, agents de libération conditionnelle, enseignants, etc.).

L'efficacité de la communication passe finalement par la nuance et la rigueur. Nous l'avons dit, plusieurs chercheurs et chercheuses sont aussi des militants pour l'éducation en prison. Même si, dans ce contexte, la neutralité est impossible, voire indésirable, il est important de faire la part des choses et d'être stratégique. Il est vrai que les administrations peuvent être tentées de couper dans l'éducation en prison en contexte de compressions budgétaires. Plutôt que de marteler l'importance du droit à l'éducation—ce qui selon certaines des personnes interviewées pourrait ironiquement pousser les décideurs à assurer un strict minimum, bien en deçà des besoins réels—il faut faire une démonstration rigoureuse de l'efficacité des programmes. Dans ce cas, les études et les résumés exécutifs qui montrent que l'éducation offre un bon retour sur l'investissement sont très utiles. Cependant, il faut aussi encourager les administrations à adopter une conception plus large de ladite « efficacité » en montrant, toujours avec rigueur, les limites d'une approche comptable. Pour ce faire, des recherches qualitatives et des témoignages dans les médias grand public peuvent, selon nos partenaires, contribuer à sensibiliser autant la population que les administrations.

Des exemples pour éveiller les sensibilités

Dans le même ordre d'idées, il ne faut pas négliger l'importance des exemples et des témoignages comme facteurs de sensibilisation et, ultimement,

de mobilisation des connaissances. Les prisons et les détenu·e·s suscitent l'inquiétude et la peur. Or, quand vient le temps de persuader quelqu'un de l'importance de l'éducation en prison, il n'y a rien de plus convaincant que le témoignage des principaux intéressés. Quand un homme dit devant ses pairs : « Ça m'aura pris 35 ans, mais je l'ai eu mon secondaire 5 ! » ; quand un autre évoque son passé d'échecs scolaires en brandissant fièrement son diplôme ; quand l'avenir paraît un peu moins sombre dans le regard d'un étudiant, on ne peut qu'être convaincu de l'importance humaine et individuelle de l'éducation en prison. La recherche doit donc fouiller en deçà de la statistique pour offrir aux décideurs et à la population des portraits à échelle humaine des bienfaits de l'éducation en prison. Le réseau de l'éducation en prison devrait aussi mettre en place des mécanismes pour faire rayonner ces exemples, notamment en organisant des cérémonies de réussite scolaire où seraient conviés des dignitaires de l'appareil d'État ou en relayant des exemples de réussite scolaire dans les médias grand public.

L'importance de la sensibilité politique dans la construction des réseaux

Toutes les parties prenantes de la recherche et de la pratique en éducation en prison devraient pouvoir former des réseaux solides où les intérêts de chacun et chacune pourraient être exprimés et où les chercheur·se·s auraient l'occasion de traduire leurs recherches afin d'orienter les pratiques et les décisions. Toutefois, ce genre de réseau ne sera qu'un vœu pieux si les chercheur·se·s ou les courtiers de connaissances¹⁶ ne sont pas sensibles aux réalités particulières de leur milieu de recherche. Cela veut donc dire que les personnes engagées dans la mobilisation des connaissances ou dans la promotion

¹⁶ Ceux et celles dont la tâche spécifique est de travailler à la mobilisation des connaissances.

de l'éducation en prison doivent être conscientes de l'existence de désaccords sur la fonction principale du système pénal. Elles doivent aussi être conscientes que certaines personnes ne seront convaincues que si les données sont présentées de façon concrète ou chiffrées, alors que d'autres seront plus sensibles aux données qui concernent le climat dans les prisons ou sur l'employabilité. Finalement, ces personnes devront reconnaître qu'elles ne sont pas au haut de la « *chaîne alimentaire* »¹⁷, mais qu'elles font partie d'un réseau et qu'elles participent, à leur manière, à la *co-construction* des connaissances.

Changer les perspectives en changeant les types de contacts

Dans l'expérience de la Chaire, la perspective des gens peut changer drastiquement si on leur permet de voir les détenu-e-s sous un autre jour. Ceci peut être fait, par exemple, en faisant des appels de collaboration pour des projets concrets, telle que (1) la dictée annuelle des aides pédagogiques individuels (API), un concours qui s'adresse aux employé-e-s du Service correctionnel du Canada, aux élèves du secondaire et aux étudiants du Cégep Marie-Victorin; (2) la participation à certaines activités de l'école secondaire ou (3) des activités de stage – en établissement ou en sortie autorisée – pour les étudiant-e-s qui sont en « démarche d'intégration des acquis ». En plus de montrer concrètement les bénéfices de l'éducation en prison, ces activités et collaborations sensibilisent le personnel enseignant à l'ensemble des dimensions du travail auprès des personnes judiciairisées, tout en donnant l'occasion au personnel du service correctionnel de voir les personnes judiciairisées en tant que participants à un projet éducatif significatif et porteur d'une citoyenneté en devenir.

Conclusion : Quel avenir pour la mobilisation des connaissances ?

Nous avons vu que la mobilisation des connaissances sur l'impact de l'éducation en prison sur les détenu-e-s et sur la société en général comporte son lot de défis. À la lumière de ces réflexions et des propos recueillis lors de nos entretiens, nous concluons en relevant certaines observations utiles pour orienter le développement des programmes et des politiques et les décisions prises à leur égard.

Premièrement, en contexte où l'éducation en prison est déjà consensuelle comme au Canada ou en Europe, il faut construire et *maintenir* des réseaux où les acteurs et actrices de tous les milieux peuvent s'entendre sur les objectifs, sur les concepts à privilégier et, ultimement, contribuer à la co-construction des connaissances concernant l'éducation en prison. Dans les endroits où le droit à l'éducation pour tous n'est pas assuré, il faut plutôt développer des stratégies pour convaincre les décideurs de mettre sur pied des programmes d'éducation en prison. Or, c'est par la recherche que les dirigeants ont été convaincus des bienfaits de l'éducation en prison, ne serait-ce que sur le climat en prison et sur les taux de récidives, et c'est en mobilisant ces connaissances à l'international que nous contribuerons à faire respecter les standards fixés par les Règles Nelson Mandela dans tous les pays.

Deuxièmement, le contexte de l'éducation en prison montre toute l'importance de penser la mobilisation des connaissances au-delà de l'axe Chercheurs-Décideurs-Praticiens. Une partie des efforts de mobilisation des connaissances doit donc être dirigée vers la population en général, par exemple en favorisant la diffusion de la recherche dans des médias grand public. Il est aussi primordial d'impliquer les détenu-e-s et les ex-détenu-e-s dans

¹⁷ L'expression est tirée des entretiens.

le processus de co-construction et de mobilisation des connaissances. Ceci peut se faire en leur donnant des tribunes pour qu'ils et elles puissent faire le témoignage de leurs expériences et de leurs points de vue sur l'éducation en prison, mais aussi en favorisant la recherche qualitative.

Finalement, il faut reconnaître l'importance des institutions intermédiaires et internationales comme la *Chaire UNESCO de recherche appliquée pour l'éducation en prison*. Sise entre les chercheurs, chercheuses, et les praticiens et praticiennes, la Chaire occupe une place stratégique dans le réseau de l'éducation en prison et dans le processus de mobilisation des connaissances. Cette place lui permet de jouer un rôle de transmission et de traduction entre les différentes parties prenantes. De plus, en tant que chaire de recherche appliquée, elle peut aussi contribuer à théoriser la pratique et vulgariser la théorie. L'aspect international de la Chaire est aussi important puisqu'il permet d'assurer un plus grand rayonnement pour la recherche menée ici ainsi que la promotion du droit à l'éducation pour tous là où les besoins sont les plus urgents.

Références

- Austin, J.** (2017). Limits of Prison Education. *Criminology & Public Policy*, 16(2), 563-569. <https://doi.org/10.1111/1745-9133.12301>
- Davis, L. M., Bozick, R., Steele, J. L., Saunders, J., & Miles, J. N.** (2013). *Evaluating the effectiveness of correctional education : A meta-analysis of programs that provide education to incarcerated adults*. Rand Corporation.
- Dimmock, C.** (2016). Conceptualising the research–practice–professional development nexus : Mobilising schools as 'research-engaged' professional learning communities. *Professional Development in Education*, 42(1), 36-53. <https://doi.org/10.1080/19415257.2014.963884>
- Duwe, G.** (2018). The Effectiveness of Education and Employment Programming for Prisoners. *American Enterprise Institute*.
- Duwe, G., & Clark, V.** (2014). The Effects of Prison-Based Educational Programming on Recidivism and Employment. *Prison Journal*, 94(4), 454-478. <https://doi.org/10.1177/0032885514548009>
- Ellison, M., Szifris, K., Horan, R., & Fox, C.** (2017). A Rapid Evidence Assessment of the effectiveness of prison education in reducing recidivism and increasing employment. *Probation Journal*, 64(2), 108-128. <https://doi.org/10.1177/0264550517699290>
- Glossaire | UNESCO UIS.** (s. d.). Consulté le 20 mars 2020, à l'adresse <http://uis.unesco.org/fr/glossary>
- ONUDD.** (2015). *Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela)*.
- Payne, B. K., Gainey, R. R., Triplett, R. A., & Danner, M. J. E.** (2004). What drives punitive beliefs? : Demographic characteristics and justifications for sentencing. *Journal of Criminal Justice*, 32(3), 195-206. <https://doi.org/10.1016/j.jcrimjus.2004.02.007>
- Ubah, C. B. A., & Robinson, R. L.** (2003). A grounded look at the debate over prison-based education : Optimistic theory versus pessimistic worldview. *Prison Journal*, 83(2), 115-129. <https://doi.org/10.1177/0032885503254411>

Annexe – Questionnaire

Contexte

Selon vous, et en peu de mots, quelle est la perception de l'éducation en prison des acteurs suivants? :

- Producteurs de connaissances (chercheur-e-s)
- Les détenu-e-s
- Les décideur-se-s du milieu de l'Éducation
- Les décideur-se-s de la Sécurité publique
- Les décideur-se-s au niveau carcéral
- Les employé-e-s du service carcéral

De votre point de vue, est-ce que la recherche a une influence (certaine, incertaine, grande, petite?) sur les pratiques et les opinions des décideurs et décideuses du système correctionnel?

- Si vous répondez qu'elle n'a pas beaucoup d'impact, quelles raisons expliquent ce faible impact?
- Commentaire?

D'après vous, est-ce que les pratiques d'éducation en prison sont présentement suffisamment informées par la recherche sur les bonnes pratiques en éducation?

Obstacles à la mobilisation des connaissances

D'après vous, quel est le plus grand obstacle au déploiement d'une éducation de qualité pour toutes les personnes, y compris les personnes détenues au fédéral et au provincial?

- Est-ce un manque de connaissance?
- Un manque de ressource?
- Des obstacles politiques/idéologiques?

Quels sont, selon vous, les principaux obstacles à la mobilisation des connaissances sur les bienfaits et l'importance de l'éducation en prison?

Considérez-vous qu'il y a une tension, voire une contradiction, entre le fait de vouloir faire la promotion de l'éducation en prison en s'appuyant sur

des connaissances et des preuves scientifiques plutôt que sur le simple « droit à l'éducation »?

- Doit-on avoir la preuve que l'éducation en prison fonctionne pour continuer d'en faire la promotion?

Sachant que des considérations politiques ou idéologiques joueront toujours un rôle dans les décisions, comment d'après vous peut-on favoriser l'influence des connaissances (venant autant des milieux de la recherche que de la pratique)?

Est-ce que ces difficultés varient selon les échelles (locales, provinciales, mondiales)?

Liens Producteurs/Utilisatrices

Est-ce qu'il y a dans votre organisation quelqu'un ou un service qui agirait comme une courroie de transmission entre les producteurs de connaissances et les décideurs?

D'après vous, est-ce que certains types d'études ou de recherche ont plus d'impact sur les prises de décisions et sur les pratiques? (Parmi les différents types d'études, on peut penser à des recherches quantitatives et statistiquement significatives, des recherches qualitatives ou des recherches appliquées de type recherche-action).

D'après vous, quels genres d'événements, de rencontres ou d'échanges sont le plus susceptibles d'avoir un impact sur les prises de décisions politiques et sur les pratiques? (colloques, participation à des réunions de comité de suivis, rencontres individuelles, etc.)

- Comment peut-on favoriser ces événements?

Dans l'expérience de la Chaire, les témoignages d'apprenant-e-s judiciairisé-e-s ont un impact significatif sur les décideuses et les administrateurs, surtout lors de cérémonies de réussite scolaire. D'après vous, est-ce que les praticien-ne-s de l'éducation en prison devraient promouvoir ce genre de contact entre les principaux bénéficiaires de l'éducation en prison et ceux et celles qui l'administrent? Si oui, comment devraient-ils s'y prendre?

Liens entre chercheur-e-s et praticien-ne-s

Comment favoriser des interactions efficaces et fécondes entre la production de connaissance, l'élaboration et l'adoption des politiques et la mise en pratique (tout au long du processus)?

Partant de la prémisse que les praticiens en éducation ont une bonne connaissance de leur pratique, même si elle est parfois « tacite » ou non-formelle, comment peut-on selon vous s'assurer que cette connaissance soit transmise aux chercheurs et aux administrations?

Solutions potentielles?

D'après vous, comment un réseau de partage de connaissance de qualité peut-il contribuer à faire face à ces obstacles?

- Qui serait le mieux placé pour occuper une position de leader dans ce réseau?
- Est-ce que cette personne ou cette institution doivent paraître « politiquement neutres » pour faire ce travail?
- Quelle place pour les organismes intermédiaires comme la Chaire dans ce réseau?
- Commentaires généraux?

Annexe – Méthodologie

Pour préparer ce document, le cotitulaire à la recherche de la *Chaire UNESCO de recherche appliquée pour l'éducation en prison* a contacté plusieurs personnes impliquées dans la recherche et dans la pratique dans le domaine de l'éducation en prison et l'éducation en général. Ces personnes ont été sélectionnées en fonctions de leur expertise, de leur expérience et de leur situation particulière dans leur domaine respectif. La plupart des personnes rencontrées faisaient déjà partie du réseau de contacts de la Chaire, mais quelques-unes ont été

sollicitées directement pour participer au projet.

Nous avons mené des entretiens semi-dirigés avec sept (7) personnes. Deux de ces personnes travaillent pour un organisme qui offre des services de représentation et de lobbying pour les collèges canadiens; une est chercheuse universitaire en criminologie; une autre est chercheuse dans un institut de recherche au Royaume-Uni. Une personne occupe un poste important dans la haute direction d'une institution liée à la sécurité publique. Finalement, nous avons rencontré une personne qui enseigne en prison et une administratrice collégiale qui a enseigné en prison et qui a fait de la recherche sur l'éducation en prison.

Les personnes ont été rencontrées entre le 5 février et le 4 mars 2020. Elles ont reçu le questionnaire ci-joint quelques jours à l'avance. Les rencontres ont été faites en personne, au téléphone ou à l'aide du logiciel Zoom et enregistrées sous forme audio. L'essentiel des entretiens a été transcrit.¹⁸ Ces textes ont ensuite servi de référence pour orienter la rédaction du document de leadership éclairé.

Il faut noter que toutes les personnes rencontrées pourraient être qualifiées de « partisans » de l'éducation en prison. Certaines d'entre elles ont même des liens étroits avec la Chaire. Notre objectif en les rencontrant n'était pas d'obtenir un portrait objectif de la mobilisation des connaissances sur l'éducation en prison, mais bien d'obtenir des points de vue situés et informés pour nourrir notre réflexion. Cet objectif a d'ailleurs été clairement énoncé aux personnes rencontrées.

¹⁸ La retranscription n'est pas verbatim et les vingt dernières minutes d'un des entretiens n'ont pas été enregistrées à cause d'un problème technique.



02

Principes généraux de la recherche
interculturelle et internationale sur
les peuples autochtones ou ruraux
et arrimage à la mobilisation des
connaissances

Maureen G. Reed
James P. Robson
Amanda Lindgren
Peter Friedrichsen
Tegan Brock
Iain Davidson-Hunt
Gabriela Lichtenstein
Sheona Shackleton
Liette Vasseur
Holly Worthen

Chaire UNESCO sur la diversité
bioculturelle, la durabilité,
la réconciliation et le renouvellement,
Université de la Saskatchewan,
Saskatoon, Saskatchewan

► Avant-propos

On attend maintenant des chercheurs universitaires qu'ils diffusent largement leur savoir et qu'ils le rendent accessible aux utilisateurs de connaissances – particuliers, organisations ou collectivités –, qui pourraient s'en servir pour améliorer des politiques, des pratiques et des programmes ciblés.

Nos propres recherches sur la biodiversité culturelle et la durabilité ont révélé que cette mobilisation repose sur la coproduction des connaissances par des acteurs issus des milieux universitaires, autochtones, communautaires, gouvernementaux et privés, et sur la collaboration entre ces acteurs.

Depuis un certain temps, les chercheurs s'interrogent sur la manière de créer des connaissances à la fois rigoureuses et pertinentes, de rendre ces connaissances accessibles et de faciliter une rétroaction dans une optique d'amélioration continue (Levin, 2008). Cependant, même avec des pratiques scientifiques optimales, une transmission unidirectionnelle des connaissances des chercheurs universitaires aux acteurs sociétaux n'a pas su inspirer de changement chez les utilisateurs des connaissances (Pielke Jr., 2003). Le contact continu entre ces utilisateurs et les chercheurs est maintenant considéré comme une composante essentielle d'une mobilisation efficace des connaissances (Klenk et Wyatt, 2005). Nos propres recherches sur la biodiversité culturelle et la durabilité ont révélé que cette mobilisation repose sur la coproduction des connaissances par des acteurs issus des milieux universitaires, autochtones, communautaires, gouvernementaux et privés, et sur la collaboration entre ces acteurs (p. ex., Robson et coll., 2009; Reed et coll., 2014).

Si la mobilisation des connaissances englobe des activités de production et de diffusion, traditionnellement, l'accent a plutôt été placé sur le degré d'adoption des résultats des recherches (synthèse, diffusion, transmission de connaissances, etc.). Les chercheurs sont généralement invités à déterminer, aux différentes étapes d'un projet, quels utilisateurs sont les plus susceptibles d'être intéressés par les résultats, et à produire des données pouvant orienter des décisions, des politiques et des pratiques (CRSH, s.d.). Cela dit, des chercheurs et des organismes de financement comme le CRSH reconnaissent aujourd'hui qu'on peut générer des bienfaits plus intéressants et plus durables en nouant des relations

et en établissant les différentes responsabilités dès l'amorce d'un projet, ainsi qu'en maintenant un lien de communication, en échangeant des connaissances et en diffusant les résultats de la recherche (Énoncé de politique des trois conseils, 2018).

Aujourd'hui, on met l'accent sur la conception de pratiques en amont de la recherche elle-même afin de clarifier les attentes, les besoins et les capacités des partenaires, et de favoriser l'implantation à long terme de cultures de partage des connaissances dans les organisations (Klenk et Wyatt, 2005). Une pratique intégrant une communication continue, un partage et un apprentissage mutuel entre les groupes communautaires et les chercheurs – pratique observée, entre autres, en Afrique du Sud – peut donner lieu à une mobilisation des connaissances créative favorisant l'accessibilité (Hamer et Sutherland, 2014; Cundill et coll., 2014). Des recherches menées au Canada par Klenk et Wyatt (2005) ont indiqué que la mise en place de réseaux de recherche peut favoriser la participation des utilisateurs des connaissances à la production du savoir, notamment grâce à des canaux de communication facilitant les échanges d'idées, l'apprentissage, la constitution d'une mémoire institutionnelle et l'acquisition de compétences de réseautage par les différentes parties. Pour renforcer la pertinence et l'utilisation des connaissances, ces deux chercheurs recommandent des mesures « techniques » à court terme et des mesures « stratégiques » à long terme.

Ces expériences et ces recommandations sont importantes. Cependant, il reste à établir des lignes directrices normatives applicables à long terme qui jetteront les bases du partage et de la mobilisation des connaissances dans des contextes internationaux et interculturels. Le présent document, qui expose

des études de cas du Canada, du Mexique et de l'Afrique du Sud, montre des exemples de lignes directrices potentielles.

La Chaire

La Chaire UNESCO sur la diversité bioculturelle, la durabilité, la réconciliation et le renouvellement, créée en 2018 à l'Université de la Saskatchewan, s'emploie à promouvoir la diversité bioculturelle et la durabilité dans le contexte de recherches-actions et d'échanges de connaissances axés sur la communauté et la participation. Jusqu'ici, nous nous sommes concentrés sur des recherches et des échanges menés au Canada, au Mexique, en Argentine, en Bolivie et en Afrique du Sud. Nos collaborations visent à soutenir les moyens de subsistance, l'économie et les modes de gouvernance des populations autochtones, traditionnelles, locales et rurales. Ces travaux sont fortement axés sur l'équité, la diversité et l'inclusion, particulièrement en ce qui concerne les jeunes et les femmes des communautés concernées. Nous souhaitons démontrer que les systèmes de connaissances, les traditions et les institutions peuvent agir de concert pour promouvoir la productivité et la biodiversité des paysages et des territoires.

Nous cherchons à mener auprès des communautés autochtones et des peuples traditionnels, ruraux et locaux¹ des recherches qui sont respectueuses, pertinentes et basées sur une réciprocité des rapports. Nous reconnaissons que, par le passé, les pratiques de recherche ont pu coloniser, marginaliser et désavantager les peuples autochtones et nuire à leur autodétermination. Afin de réparer ces torts et de décoloniser la recherche, les chercheurs et les communautés autochtones préconisent aujourd'hui

¹ Notre définition est fondée sur les groupes visés par la *Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux*. Elle comprend les « peuples traditionnels et locaux », c'est-à-dire des groupes que l'on ne dit pas nécessairement « autochtones » ou « tribaux » (bien qu'ils aient des caractéristiques similaires), mais qui se distinguent des autres groupes de la collectivité ou de la société de leur pays par leurs conditions sociales, culturelles et économiques, et dont les conditions de vie dépendent au moins en partie de leurs coutumes et traditions, ou dont les moyens de subsistance sont intrinsèquement liés au territoire et à l'écosystème de leur région, ainsi qu'à leurs produits et services.

l'intégration des « six R » aux recherches sur les premiers peuples (Johnston et coll., 2018, p. 13) : respect, responsabilité, pertinence (*relevance*), réciprocité, responsabilisation relationnelle et refus. Au Canada, on a proposé d'ajouter un septième terme à cette liste, soit « réconciliation » (Commission de vérité et réconciliation, 2015). Ces sept principes constituent un cadre qui favorise les recherches basées sur des relations respectueuses; encourage le partage des bénéfices et l'application de « méthodes "autochtonisées" »; reconnaît le renforcement réciproque des capacités; et reconnaît le savoir autochtone » (McGregor 2018, p. 132). Nous croyons que ces éléments, qui ont été établis par les peuples autochtones eux-mêmes, sont importants pour tous les partenaires de recherche de la Chaire, qui comprennent des peuples autochtones, traditionnels, locaux et ruraux.

Au Canada, on compte aujourd'hui différentes lignes directrices définissant l'éthique de la recherche sur les peuples autochtones. Celles-ci ont été formulées par des organismes de financement (p. ex., Énoncé de politique des trois conseils, 2018), des universités (p. ex., Université Royal Roads, 2019) et des organisations autochtones (p. ex., Mi'kmaw Ethics Watch, 1999; comité d'éthique du Nuuchaltn Tribal Council, 2008). Des cadres de référence et des lignes directrices favorisant la décolonisation (p. ex., Bartlett et coll., 2007; McGregor, 2018) et la publication de résultats (p. ex., Younging, 2018) ont aussi été établis. Dans bon nombre des communautés où nous travaillons, cependant, il n'existe aucun protocole local, et les dispositions des protocoles élaborés au Canada pourraient ne pas être applicables. Chaque contexte de recherche a ses particularités, de sorte qu'un protocole convenant à un contexte pourrait ne pas être applicable tel quel à

un autre. De même, dans beaucoup des protocoles, la stratégie de mobilisation des connaissances n'est pas explicitée.

Les étudiants et les chercheurs travaillant dans ces milieux ont besoin de nouvelles directives de portée générale pouvant orienter la négociation des relations et des paramètres inhérents à leur travail. Nous sommes d'avis qu'il faut établir des principes normatifs qui guideront certaines pratiques et activités stratégiques de mobilisation des connaissances. Ces principes s'appliqueront aux recherches menées auprès des peuples autochtones et locaux, dans des environnements ruraux, et dans des contextes internationaux ou interculturels.

Principes de recherche

Les principes directeurs du présent document sont un point de départ qui aidera les chercheurs et les collaborateurs de la Chaire à établir des relations significatives au sein des communautés avec lesquelles ils travaillent. Pour ce faire, il est indispensable que les chercheurs nouent des relations, des liens d'amitié et des partenariats au sein de ces communautés, qu'ils collaborent avec les acteurs locaux dès la conception des projets et qu'ils créent des outils appropriés pour diffuser les connaissances issues du travail commun. Afin qu'une telle collaboration soit possible, les bénéfices des recherches doivent être accessibles et utiles à toutes les parties concernées. Notons que cette façon de faire garantit un certain contrôle aux personnes participant à la génération du savoir. Lorsqu'ils travaillent avec les Premières Nations du Canada, les chercheurs doivent par exemple savoir ce qui a été jugé comme acceptable par la communauté quant aux données et à leur propriété, leur contrôle, leur

² Les trois principaux groupes d'Autochtones du Canada sont les Premières Nations, les Métis et les Inuits. D'après le CGIPN, les « principes PCAP® désignent le contrôle des Premières Nations sur les renseignements recueillis sur leurs communautés et leurs membres. Ainsi, ces principes sont propres aux Premières Nations, et non à l'ensemble des Autochtones ». Il est donc important de faire preuve de prudence quant à leur applicabilité à d'autres peuples, qu'ils soient autochtones, traditionnels ou locaux.



Figure 1 : Les cinq principes de recherche entrelacés dans un nœud (dessin de P. Friedrichsen)

accès et leur possession² (Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations, 2019). Quel que soit le type de collaboration à chaque étape du protocole, il est important que les chercheurs suivent les paramètres énoncés par la communauté quant à la nature des communications désirées (Brock, 2019). Ils doivent s'assurer de communiquer leurs résultats en continu aux communautés et de vérifier à chaque étape qu'ils ont toujours la permission de poursuivre le projet. Depuis le début de notre travail, nous interagissons avec nos partenaires et cherchons à transcender le discours habituel axé sur les « intervenants » et les « groupes d'intérêts » pour plutôt considérer les peuples autochtones, traditionnels et locaux comme détenteurs de droits et de responsabilités associés à un avenir commun et durable. Nous reconnaissons enfin que chaque communauté est unique, et qu'il est important d'être attentif au contexte local et aux valeurs, intérêts, besoins et coutumes des groupes étudiés.

Entrelacement des principes de recherche

La figure 1 illustre nos cinq principes de recherche et leur interrelation. Au cœur du diagramme, on trouve le principe fondamental, *Honorer l'autodétermination et l'autonomie nationale*. Celui-ci est entouré de quatre autres principes interdépendants qui forment un entrelacement non hiérarchisé : en rouge, *s'investir dans la réciprocité des relations*; en blanc, *co-crérer les plans de recherche*; en noir, *adopter une bonne approche de recherche*; et en jaune, *générer des bénéfices pour les communautés*. Les couleurs – le rouge, le noir, le blanc et le jaune – et la forme circulaire évoquent la roue médicinale qu'utilisent les Anishinaabeg, les Niitsitaapi, les Nêhiyawak et d'autres peuples autochtones de l'Amérique du Nord. Le nœud lui-même est un symbole celtique traditionnel. L'utilisation de symboles autochtones et occidentaux est délibérée et renvoie à un maillage de différentes cultures et visions du monde reposant sur une collaboration continue empreinte de respect et

de réciprocité. Cette image a été conçue pour inspirer un sentiment d'unité et une volonté d'apprendre chez ceux et celles qui travaillent ensemble tant à la création qu'au partage de connaissances.

Examinons maintenant chacun de ces principes et le lien les unissant. Ces observations sont fondées sur nos expériences de recherche, sur des conversations que nous avons eues avec notre réseau de partenaires depuis 2018 et sur une revue de la littérature portant sur les communautés où travaillent les partenaires de la Chaire.

Principe n° 1 : Honorer l'autodétermination et l'autonomie nationale



La volonté d'honorer l'autodétermination et l'autonomie nationale des peuples autochtones, traditionnels, locaux et ruraux est au cœur du travail de la Chaire. Les peuples autochtones et traditionnels

ont intrinsèquement droit à l'autodétermination, sans avoir à obtenir l'approbation d'une tierce partie (DNUDPA, 2007). Nous reconnaissons que la recherche menée dans le passé a souvent porté atteinte à ce droit³. C'est pourquoi nous croyons que nos efforts doivent contribuer à l'affirmation de la souveraineté et de l'autonomie de ces peuples. Des auteurs comme von der Porten et de Loë (2013) et Brock (2019) expliquent que le respect de l'autodétermination des Autochtones constitue une première étape indispensable à l'établissement de relations signifiantes pour une recherche, puisqu'elle contrebalance les idéaux colonialistes dominants

qui définissent la notion de participation. Selon ce principe, on considère que les peuples autochtones et traditionnels – ainsi que de nombreux autres peuples locaux et ruraux – sont titulaires de droits plutôt que de n'être que des « groupes minoritaires ou d'intérêts » ou des « intervenants » parmi d'autres, cette dernière vision pouvant faire échouer les tentatives de collaboration avec ces peuples et les organisations qui y sont affiliées (von der Porten et de Loë, 2013).

Les pratiques associées à ce principe découlent du constat que les peuples autochtones, locaux et ruraux sont profondément ancrés dans leur territoire et que, pour beaucoup d'entre eux, il n'y a aucune distinction entre la notion du « nous » et celle de l'environnement (Adams et coll., 2014). Pour eux, le concept de territoire ne se résume pas à sa dimension physique, mais englobe aussi les relations passées et présentes avec les animaux, la nature, les esprits et les humains (Tuck et McKenzie, 2015). Considérés sous cet angle, les efforts de réconciliation doivent avoir lieu dans le cadre de recherches ne visant pas qu'à réconcilier des groupes d'humains entre eux, mais aussi à réconcilier ceux-ci avec le territoire et le système socioécologique complexe auquel ils appartiennent (Viaene, 2010). Ce lien profond avec un territoire, s'il s'exprime parfois de différentes manières, est aussi souvent présent chez les peuples locaux et ruraux que l'on ne considère pas officiellement comme autochtones.

La Chaire reconnaît que les peuples autochtones ont aussi des responsabilités, et disposent de leurs propres protocoles de gouvernance et de territoires traditionnels. Nous admettons qu'il existe une grande diversité et des différences importantes au sein même de ces peuples et d'une nation à l'autre. Par exemple, la structure de l'autorité, la gouvernance et les protocoles diffèrent entre les nations (et même

³ Nous reconnaissons que les peuples autochtones (et beaucoup d'autres peuples traditionnels et locaux), en raison de leur ascendance et de l'intendance visant des terres et des ressources essentielles à leur vitalité, disposent de droits particuliers associés à leurs conditions sociales, politiques et économiques.

au sein des nations) du Mexique et du Canada, deux des pays où nous et nos partenaires travaillons (Diaz, 2007; McGregor, 2018). Anthony Johnston, mentor autochtone et partenaire de la Chaire, indique d'ailleurs (2019) qu'en considérant ces personnes comme étant titulaires de responsabilités, nous pouvons créer un pont entre les peuples autochtones ou traditionnels et les peuples non autochtones et non traditionnels, qui pourront ainsi collaborer et s'entendre sur des arrangements de gouvernance.

La Chaire souhaite aussi mener des travaux qui déconstruisent l'héritage d'exclusion et d'inégalités sociales, politiques et économiques qui vise les peuples autochtones et traditionnels. Si des pratiques énoncées dans la description de nos principes visent spécifiquement cet objectif, il demeure indispensable de reconnaître les torts causés par les recherches menées dans le passé pour arriver à transformer les rapports. La quête d'occasions de recherche appliquée soutenant les langues, l'art et le style de vie des peuples autochtones et traditionnels est l'un des moyens grâce auxquels les chercheurs peuvent appuyer la revitalisation et la résurgence de la culture et des systèmes de gouvernance de ces groupes et favoriser l'autodétermination (Salomon et coll., 2018).

Principe n° 2 : S'investir dans la réciprocité des relations



La réciprocité des relations est un élément fondamental à la tenue de recherches pertinentes et significatives dans les communautés visées. Les

chercheurs doivent nouer des relations avec des membres reconnus des organisations et des communautés où ils travaillent, et ces rapports doivent être légitimés par les membres de ces mêmes communautés. Nous souhaitons nous assurer que ces relations sont basées sur le respect, la réciprocité et la responsabilisation, et que, comme dans un partenariat, elles restent enracinées dans la collaboration et le partage des pouvoirs (Zurba, 2014).

Pour gagner la confiance de ces communautés, il faut investir du temps et, potentiellement, beaucoup d'efforts pour entretenir des relations formelles et informelles en dehors du protocole de recherche (Castleden et coll., 2012). Le simple fait d'être présent dans la communauté et de participer, autant que possible, à ses événements représente donc une des facettes de ce principe (Brock, 2019). Les chercheurs doivent consacrer du temps à se renseigner sur l'histoire de la communauté et des peuples des territoires où ils travailleront (Younging, 2018) pour y établir des relations informelles et personnelles pouvant renforcer les liens de confiance et d'amitié.

Après avoir consulté des alliés locaux, les chercheurs pourront offrir une rémunération appropriée à la communauté et donner à ses membres des occasions de les visiter. L'appui de ces alliés⁴ est essentiel aux chercheurs (McGregor, 2018), puisque ces personnes connaissent souvent très bien les rouages des systèmes politiques internes, la composition démographique de la communauté et les relations en place (Friedrichsen, 2020). Elles sont aussi en position d'appuyer le protocole de recherche, de mettre les chercheurs en contact avec les membres de la communauté et de les conseiller quant à la meilleure stratégie pour tel ou tel aspect de la recherche. Ces alliés peuvent en outre favoriser la participation des chercheurs aux rencontres,

⁴ Le concept d'alliés peut être interprété de différentes manières. Ces personnes peuvent être des agents de changement, des chercheurs en résidence, des facilitateurs, des scientifiques des communautés visitées, ou même des « écologistes aux pieds nus » (*barefoot ecologists*).

cérémonies, ateliers et événements locaux, les orienter quant aux meilleures manières d'interagir avec les membres de la communauté (selon le sexe ou l'âge, et notamment avec les Aînés), et leur expliquer les pratiques en matière de rémunération, de dons, de langue, de communication et de partage des connaissances (Berkes et coll., 2001; Noojmowin Teg Health Centre, 2003; Prince, 2010; McGregor, 2018). L'appui des membres de la communauté ne peut être obtenu qu'avec une communication continue et un engagement à l'égard de la réciprocité des relations avec la communauté.

Les chercheurs de la Chaire établissent ce genre de relations en passant du temps dans les communautés partenaires, mais ils s'emploient aussi à nouer des relations formelles avec les leaders de ces groupes. Cette démarche peut reposer sur la création d'ententes de recherche dans lesquelles les communautés définissent leurs attentes quant au déroulement des choses, à la gestion des données et à leur accès, à la manière dont seront partagées les connaissances et à la reconnaissance des sources. La démarche peut en outre comprendre la demande d'une approbation officielle des autorités locales ou du conseil de la communauté pour la tenue de la recherche (McGregor, 2018). Parallèlement à ces

ententes, les chercheurs de la Chaire continueront de demander de la rétroaction à la communauté de manière informelle, dans le cadre des processus continus prévus aux protocoles de recherches.

Pour nouer des relations réciproques, les chercheurs doivent envisager des méthodes de collecte et de partage de données novatrices qui peuvent faire évoluer la recherche (photographie, théâtre, poésie, mise en récit, etc.) tout en convenant à la culture et au milieu étudié et étant attrayantes pour différents groupes, par exemple les jeunes ou les Aînés (p. ex., Hamer et Sutherland, 2014; Fernandez-Llamazares et Cabeza, 2017). Un tel engagement nuancé doit s'accompagner d'une recherche de moyens qui permettront aux groupes d'une communauté qui peinent habituellement à se faire entendre dans ce genre de processus (par exemple les jeunes) de faire valoir leurs idées et leurs connaissances auprès de leurs pairs et des aînés.

Dans le cadre du projet *The Future of Forest Work and Communities*, des chercheurs ont collaboré avec des jeunes de 14 communautés des forêts de l'Afrique, de l'Asie et des Amériques. Ces jeunes ont pu proposer leurs idées aux leaders locaux, ce qui a été pour eux l'un des aspects les plus signifiants du projet



Étude de cas n° 1 : Partage de connaissances mené par les jeunes de la bande crie Muskeg Lake, au Canada

Les jeunes de la bande crie Muskeg Lake ont créé des affiches présentant leurs idées pour l'initiative de jardin-forêt de leur communauté. Les affiches ont été proposées aux Aînés et au comité de sécurité alimentaire de leur bande, qui étaient en mesure de donner vie à ces idées en les intégrant dans la conception de la forêt. Ces affiches

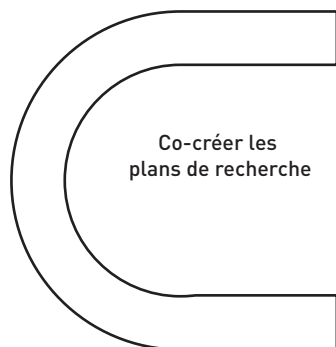
sont un exemple de données générées et détenues par la communauté, et témoignent de nouvelles formes d'échange de connaissances entre les jeunes et les Aînés. En août 2019, au terme de cette recherche, les deux groupes ont participé, lors du camp familial annuel de littératie, à une chasse au trésor qui leur a permis d'approfondir leurs échanges et d'apprendre les uns des autres.

Texte de Peter Friedrichsen

(Robson et coll., 2019; Robson, Sosa Perez et Sanchez Luja, 2019; Zetina et coll., 2019). L'étude de cas n° 1 (Friedrichsen, 2020) présente un autre exemple de démarche de création et de partage de connaissances menée par des jeunes.

En encourageant de telles méthodes de collecte et de diffusion de données, les chercheurs témoignent de leur engagement à l'égard du caractère mutuel des apprentissages et des relations (von der Porten et de Loë, 2014; Brock, 2019). Le partage des données peut parfois lui-même générer de nouvelles données, notamment lors de discussions guidées, et mettre encore mieux en valeur le point de vue et les connaissances de la communauté. Ces méthodes peuvent favoriser la compréhension, stimuler un apprentissage intergénérationnel et intercommunautaire, et susciter des discussions constructives sur des problèmes complexes (p. ex., Hamer et Sutherland, 2014). En somme, ce principe souligne l'importance des partenariats, des relations et de l'amitié, qui forment la base de tout travail de recherche auprès des peuples autochtones (Johnson, 2019).

Principe n° 3 : Co-crée les plans de recherche



Ce principe porte sur la responsabilité qu'ont les chercheurs, durant le processus de recherche, de collaborer avec les communautés qui les accueillent, selon le niveau et la fréquence énoncés par ces

partenaires. Pour chaque étape de la recherche, y compris l'établissement du plan de recherche et le choix des méthodes de collecte et d'analyse de données, les chercheurs et leurs partenaires

communautaires doivent s'entendre sur les modalités de participation (manière, moment) considérées comme acceptables par les sujets. Ce principe concerne aussi la période suivant la recherche, et prévoit que les chercheurs discutent de mobilisation des connaissances avec la communauté. Qui doit être informé des résultats? Comment l'équipe de recherche peut-elle favoriser la communication des résultats à ces personnes? Lorsqu'on élabore une recherche en discutant dès le début de ces questions avec les parties concernées, on peut s'assurer que les connaissances produites seront mobilisées adéquatement et efficacement pour les communautés.

La tenue d'un processus conjoint pour établir le plan de recherche principal et cibler les problèmes que les chercheurs étudieront implique la priorisation des voix, des idées et de la réalité des Autochtones et autres communautés locales (Asselin et Basile, 2018; Vasquez-Fernandez, 2018). Lorsqu'il est approprié de le faire, les communautés et les chercheurs peuvent définir des manières d'intégrer les méthodologies et les connaissances autochtones et locales aux protocoles de recherche (Davidson-Hunt et O'Flaherty, 2007; Davidson-Hunt et coll., 2012; Johnston et coll., 2016). À titre d'exemple, mentionnons l'initiative ayant eu lieu chez les Anishinaabeg du lac des Bois, au Canada, présentée dans l'étude de cas ci-dessous.

Qui dit collaboration continue dit aussi entretien de rapports solides et signifiants avec la communauté durant les dernières étapes d'un projet. Ce paramètre est en fait au cœur du présent principe : les chercheurs doivent éviter de « se parachuter » sur le terrain pour un temps avant de s'en aller pour ne plus jamais donner de nouvelles (Adams et coll., 2014). Plus précisément, les chercheurs et les membres de la communauté doivent énoncer leurs attentes quant à la diffusion des résultats de la recherche (échancier et méthode) et au

suivi devant avoir lieu au terme du protocole. Il est particulièrement important que les chercheurs présentent les résultats comme convenu et qu'ils assument leurs responsabilités envers la communauté pour éviter que les participants sentent qu'ils sont négligés ou que l'on a profité d'eux. Par exemple, certaines communautés pourraient vouloir contribuer à la collecte de données, aider à surveiller l'environnement, ou proposer des idées pour l'analyse (Adams et coll., 2014; Castleden et coll., 2012).

Il se pourrait que d'autres communautés tiennent à établir les priorités qui guideront les questions de recherche les visant, sans pour autant vouloir participer à la collecte de données ou à l'analyse (Reed et Peters, 2004). D'ailleurs, les membres d'une communauté sont souvent plus enclins à diffuser (à l'extérieur de leur communauté) du savoir produit de façon collaborative s'ils ont aidé à orienter le plan de recherche. L'étude de cas n° 3, qui porte sur un projet en Afrique du Sud, illustre bien ce constat.

Étude de cas n° 2 : Co-crédation du plan d'une recherche visant les Anishinaabeg du lac des Bois

Mijim: Traditional Foods of the Lake of the Woods Anishinaabeg (Mijim: Anishinaabe Gaabi Inanjiiged Zaaga'iganiing) (Aliments traditionnels du lac des Bois Anishinaabeg) est une exposition assortie d'un programme de sensibilisation du public organisée conjointement par Phyllis Pinesse, de la Première Nation indépendante de Iskatewizaagegan, par Lori Nelson, du Musée du lac des Bois, et par Iain Davidson-Hunt partenaire de la Chaire UNESCO rattaché à l'Université du Manitoba.

Cette exposition et ce programme ont été conçus par une équipe réunissant des partenaires de recherche communautaires ainsi que des Aînés, des chercheurs universitaires et des membres de l'équipe du musée spécialisés dans l'organisation d'expositions et dans la sensibilisation du public. Le projet s'adresse tant aux Autochtones qu'aux allochtones du Nord-Ouest de l'Ontario, et vise à interpeller le public pour favoriser les échanges et ouvrir un dialogue.

L'exposition comprend des panneaux en anglais et en anishinaabemowin, qui présentent du contenu issu de documents textuels réunis lors de projets de recherche (déclarations d'Aînés, illustrations, photographies et documents d'archives). L'équipe du projet a pris en charge la conception de ces panneaux et guidé le travail d'un jeune membre de la communauté habile en production vidéo, qui a créé deux capsules présentant les méthodes de récolte contemporaines sur la terre et sur l'eau.

Lors des six semaines de présentation de l'exposition, on a organisé des séances hebdomadaires où, par exemple, des membres de la communauté ou des Aînés réalisaient des recettes traditionnelles des Anishinaabeg et parlaient de l'importance pour ce peuple de l'eau et de la terre dans la préparation des aliments et des remèdes. Ces ateliers étaient aussi l'occasion pour le public d'apprendre des techniques culinaires. L'exposition, qui a attiré 2 306 visiteurs lors de sa première présentation, continue d'être demandée dans la région par des musées, des écoles et des organismes autochtones. À la suite d'une demande de ces derniers, les panneaux de l'exposition font maintenant l'objet d'une brochure numérique utilisée dans le cadre de programmes sur la langue, la sécurité alimentaire et la nutrition. Pour en savoir plus, visiter la page <https://themusekenora.ca/exhibit/mijim-traditional-foods-of-the-anishinaabeg/>.

Texte de Iain Davidson-Hunt, partenaire de la Chaire UNESCO



Étude de cas n° 3 : Communication, diffusion et apprentissage social continu en Afrique du Sud

Pour mener une recherche transdisciplinaire mobilisante, il est essentiel de miser sur la communication, le partage des connaissances et l'apprentissage, et ce, de façon régulière et continue. C'est pourquoi, lorsque nous avons mené, dans une zone rurale du Cap-Oriental (Afrique du Sud), un projet axé sur la vulnérabilité, la santé et les changements climatiques qui était financé par le Centre

de recherches pour le développement international (CRDI), nous avons conçu un processus intégré assurant la continuité de la participation et du dialogue entre les chercheurs et les communautés locales.

Nous nous sommes inspirés des formes traditionnelles de rencontres dans ces communautés. Il y avait trois niveaux d'interaction : les rencontres individuelles (avec les chefs et d'autres leaders); les interactions avec un « groupe d'apprentissage social » composé de personnes choisies par la communauté; et les *imbizos*, qui sont de grands rassemblements communautaires (organisés par le chef). Le groupe d'apprentissage social se réunissait une fois par mois, tandis que les *imbizos* avaient lieu deux fois par an. Le premier *imbizo* a été tenu au tout début des démarches, ce qui a donné l'occasion aux communautés de nommer le projet. Le nom retenu, *Jongphambili Sinethemba* (« nous avons espoir pour la suite »), combinait les idées des deux communautés participantes. Lors des *imbizos*, on présentait du divertissement à caractère culturel autour des thèmes du projet. Ces rassemblements offraient aussi une plateforme pour l'échange d'information et la collecte formelle de rétroaction au moyen d'affiches. Chaque *imbizo* était précédé d'une partie de soccer et comprenait du théâtre, de la poésie, des chants et des danses. Lors du dernier *imbizo*, on a présenté une pièce de théâtre (*Vukani!*) montée par des acteurs professionnels et un producteur; deux jeunes de chacune des communautés faisaient partie de la distribution. Enfin, nous avons organisé un atelier provincial animé par des membres du groupe d'apprentissage social.

Ce processus participatif a été pensé pour favoriser l'adaptation individuelle et communautaire à la multitude de facteurs de stress qui ont une incidence sur la vie des gens en milieu rural. Le processus a pris forme et a été adapté au fur et à mesure que le projet avançait, et les chercheurs ont dû faire preuve d'ouverture d'esprit et adopter une démarche réflexive. Ils ont d'ailleurs produit un guide, accessible au <https://weadapt.org/knowledge-base/transforming-governance/social-learning-for-adaptation> (en anglais seulement). On peut voir des documentaires sur le processus de création théâtrale et des images d'un *imbizo* au <https://vimeo.com/user22953453/videos>.

Texte de Sheona Shackleton, partenaire de la Chaire UNESCO

Dans le contexte de la recherche universitaire, il arrive que de nouveaux projets de recherche émergent et que de nouveaux étudiants s'ajoutent à l'équipe en cours de route. Il faut alors porter une attention particulière aux moyens utilisés pour assurer la transition entre les membres de l'équipe de recherche. Cela est d'autant plus important

que les étudiants, une fois qu'ils ont satisfait aux exigences de leur programme d'étude, pourraient cheminer vers de nouveaux horizons d'études ou de travail. Dans tous les cas, les chercheurs doivent faire preuve de bienveillance et de sensibilité; ils doivent reconnaître que la conclusion d'un projet ne met pas nécessairement fin aux relations de

recherche, comme les amitiés. Au contraire, il est de la responsabilité des chercheurs d'entretenir ces relations et de transmettre les résultats et les conclusions des travaux à la communauté, dans un format qui lui sera utile. Si ce type de mobilisation des connaissances n'est pas possible ou pas approprié, il sera important de faire parvenir à la communauté des rapports sommaires ou d'autres documents du genre rédigés en langage clair (et dans la langue locale). Les chercheurs doivent répondre de la transmission des connaissances aux principaux intéressés, et ce, même si le financement du projet est échu ou si les étudiants ont terminé leur programme d'études (Adams et coll., 2014). Le fait de veiller à l'entretien de ces relations même lorsqu'aucun projet n'est en cours renforcera le lien de confiance et multipliera les bénéfices pour tous les partenaires.

Principe n° 4 : Adopter une bonne approche de recherche



Les chercheurs doivent envisager le protocole de recherche comme tel avec une très bonne connaissance de soi et beaucoup de sens critique et d'introspection pour comprendre

le processus de production du savoir et choisir une méthodologie (Barrett, 2013; Castleden et coll., 2012; Smith, 1999). Notre travail avec les peuples autochtones du Canada, qui repose sur un partenariat mutuellement bénéfique, constitue un exemple de ce que nous considérons comme une « bonne approche ». Un des éléments fondamentaux d'une recherche menée de façon responsable est le souci des conséquences de ses actions et de ses interprétations (ISE, 2006). Si les

chercheurs font preuve d'humilité, de bravoure, de sagesse et d'*humour*, ils auront de meilleures relations de recherche (NTHC, 2003). De plus, il est important d'adopter des pratiques réflexives et adaptables (Nelson, 1991; Reed et Peters, 2004) qui tiennent compte du fait que les chercheurs feront inévitablement des erreurs, et qu'ils devront par conséquent avoir la flexibilité requise pour modifier leurs procédures (au cours des travaux de recherche).

Le choix de lieux et de protocoles appropriés est une façon de témoigner son respect envers la communauté. Par exemple, un groupe autochtone ou traditionnel sera peut-être plus à l'aise de partager un repas communautaire ou de participer à un cercle de discussion que d'assister à une réunion ou à un événement portes ouvertes, deux contextes typiquement occidentaux (von der Porten et de Loë, 2013). Ce genre d'activités informelles pourraient également convenir à des communautés non autochtones, si les réunions officielles risquent d'attirer seulement l'élite locale. Par ailleurs, il est tout aussi important de tenir compte de la culture sociale de la région. Les chercheurs doivent être à l'aise dans les moments de silence (Zurba et coll., 2019), qui donnent la chance aux participants de mettre de l'ordre dans leurs pensées, et être capables d'exprimer leur gratitude à une personne qui livre un témoignage sincère ou qui offre son aide (NTHC, 2003; Vásquez-Fernández et coll., 2018).

Les bonnes recherches reposant sur la participation communautaire prennent du temps et exigent des interactions régulières (Castleden et coll., 2012). Les chercheurs doivent reconnaître que les membres de la communauté où la recherche est menée contribuent souvent à cette dernière de façon volontaire; ils sont déjà bien occupés par leurs obligations professionnelles, domestiques, familiales et communautaires. De plus, si les chercheurs ont besoin qu'une décision officielle soit prise par les membres de la communauté, ils doivent leur

laisser suffisamment de temps pour réfléchir aux implications de la recherche avant de rendre leur décision (Zurba et coll., 2019). Qui plus est, dans bon nombre de communautés – autochtones et autres –, on interrompra les activités de recherche durant les périodes de grandes célébrations, de crise ou de deuil (Martin, 2003). La prise de conscience et le souci des hauts et des bas de la vie communautaire ainsi que de la capacité de la communauté est un aspect important d'une « bonne » approche de recherche.

Il est primordial de protéger les participants et leurs données du début à la fin du processus, en particulier leur savoir local ou autochtone (Nuu-chah-nulth Tribal Council, 2008; Vasseur et McDermott, 2019). Vasseur et McDermott (2019, p. 270) font d'ailleurs remarquer que les chercheurs qui combinent les systèmes de connaissances autochtones et de connaissances scientifiques occidentales doivent également s'assurer « i) que les publications qui découlent de la recherche ont reçu les autorisations appropriées concernant l'éthique de la recherche sur les Autochtones, ii) qu'un consentement libre et véritable a été obtenu avant le début des travaux, et iii) que les données ont été rendues au peuple auquel elles appartiennent afin que le savoir autochtone soit protégé et préservé. » Ces exigences s'appliquent aussi à la mobilisation des connaissances en contexte universitaire, c'est-à-dire qu'il faut consulter les gens de la communauté pour déterminer la manière dont ils souhaitent être reconnus, par exemple à titre de coauteur.

Enfin, les protocoles standards d'éthique en recherche garantissent le droit de refuser de participer au projet, droit qui s'applique tant aux personnes qu'aux communautés entières. Ainsi, en plus de chercher activement à adopter une approche adaptée aux coutumes et à la culture autochtones ou locales, les chercheurs doivent veiller à accepter leur rôle en tant qu'observateurs externes et à respecter

le droit des personnes et des groupes à ne pas participer aux activités de recherche (Zurba et coll., 2019; NTHC, 2003). Et même si certaines personnes choisissent de ne pas participer, il faudra veiller à leur transmettre les connaissances générées par la recherche pour qu'elles y aient accès. Cette idée nous emmène d'ailleurs au prochain principe, selon lequel les recherches menées dans une communauté doivent profiter à l'ensemble de cette communauté, et non seulement à quelques privilégiés.

Principe n° 5 : Générer des bénéfices pour les communautés



Le dernier grand principe encadrant les travaux de la Chaire porte sur les retombées des travaux. La Chaire mène des recherches qui créent des bénéfices pertinents et concrets pour les

communautés auxquelles elle s'associe (URR, 2018). Ce principe est étroitement lié aux principes n°s 3 et 4 : lorsqu'une recherche est créée conjointement avec les partenaires communautaires, et qu'il y a une excellente collaboration entre les chercheurs et les communautés, il y a plus de chances que les activités de recherche, le partage des connaissances et les résultats des travaux génèrent de véritables bénéfices pour les communautés concernées.

Ces bénéfices peuvent prendre différentes formes, et peuvent se dégager d'une discussion franche tenue entre les chercheurs et les membres de la communauté au début du projet. Cette discussion sera aussi l'occasion d'expliquer les limites de la recherche, c'est-à-dire ce qu'elle pourrait accomplir et ce qu'elle accomplira pour la communauté et au sein de cette dernière. On pourra alors aussi

discuter des plans stratégiques de mobilisation des connaissances, qui seront mis au point en fonction des bénéfices. Il importe de faire le suivi des bénéfices au fur et à mesure qu'ils se présentent, et de chercher des occasions d'en générer d'autres tout au long du projet. L'étude de cas n° 4 dans l'encadré ci-dessous présente un projet mené en Argentine, qui

montre bien comment la co-crédation d'une recherche peut accroître les retombées positives pour les communautés locales.

Certains bénéfices sont tributaires de bonnes pratiques de recherche. Les subventions de recherche peuvent donner un petit coup de pouce



Étude de cas n° 4 : Co-crédation d'une recherche en Argentine entraînant des retombées positives à l'échelle locale

La réserve provinciale La Payunia est située dans la province de Mendoza, en Argentine. Comme ce fut le cas pour de nombreuses autres régions protégées créées dans les années 1980, la population locale a très peu participé à la conception et à la mise en place de la réserve. En 2005, des habitants de La Payunia ont demandé au ministère des Ressources naturelles renouvelables de la province de leur fournir de l'expertise technique pour qu'ils puissent créer une nouvelle source de revenus, tout en réduisant les conflits entre les animaux d'élevage et les populations de guanacos sauvages (*Lama guanicoe*). On mit sur pied la coopérative Payún Matrú pour commencer à tondre les guanacos vivants, créant ainsi un lien entre la conservation et l'amélioration des conditions économiques de la population locale. La coopérative avait aussi pour but de préserver la culture locale et d'encourager les jeunes, en particulier, à demeurer dans la région. Des conseils de nature technique et scientifique ont été demandés à des experts des camélidés associés au Conseil national de la recherche (CONICET). Cette initiative a donné lieu à une collaboration durable entre chercheurs et étudiants.

Depuis 2006, on a procédé à de nombreuses captures de guanacos. Les rassemblements de troupeaux sont planifiés et exécutés par des membres de la coopérative et des chercheurs. Le projet a permis de conjuguer le développement communautaire et la recherche scientifique, et, au fil du temps, les captures de guanacos sont devenues des « laboratoires à ciel ouvert », ayant permis la formation de nombreux jeunes scientifiques et la conception, par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), d'un protocole pour assurer le bien-être des guanacos durant la capture. Les membres de la coopérative ont amélioré leurs méthodes de gestion et de tonte et sont devenus experts en gestion des guanacos, respectant des normes élevées pour le bien-être animal. Plusieurs d'entre eux ont d'ailleurs été embauchés par des producteurs de la Patagonie souhaitant bénéficier de leur expertise. En 2012, un consortium public-privé entre le CONICET, l'Institut national de génie industriel (INTI) et la municipalité locale de Malargüe a été créé. Le consortium a obtenu des fonds afin de mettre au point la technologie requise pour soutenir la création d'une chaîne de valeur des fibres de guanaco. Il a notamment aménagé une usine de traitement des fibres que la coopérative utilise et dont elle tire des revenus.

Texte de Gabriela Lichtenstein, partenaire de la Chaire UNESCO

financier pour « uniformiser les capacités » (von der Porten et de Loë, 2015, p. 141). Par exemple, les résidents locaux peuvent être rémunérés comme guides ou comme assistants de recherche au cours d'un projet (Gearhead et Shirley, 2007). Les résultats de la recherche doivent être transmis à la communauté de manière pertinente sur le plan culturel et dans des formats qui pourront lui être utiles, que ce soit de brefs rapports rédigés dans un langage clair, des produits dans les langues autochtones ou locales, des ressources visuelles ou vidéo originales, une page sur les médias sociaux ou toute autre forme souhaitée (McGregor, 2018). On peut encourager la communauté à s'approprier les résultats de recherche en donnant l'occasion à ses membres de contribuer aux observations et aux résultats, par exemple en leur demandant de nommer les produits ou les projets qui découlent de

la recherche (Zurba et coll., 2019). Si la communauté y est disposée, les résultats peuvent être publiés sur des plateformes en libre accès, et les partenaires locaux peuvent être intégrés aux travaux savants, comme les publications ou les présentations lors de colloques (Zurba et coll., 2019; Castleden et coll., 2012; Younging, 2018). Les données peuvent aussi être transmises à des intervenants clés ciblés par la communauté. Dans certains cas, la communauté voudra que les chercheurs universitaires présentent les résultats aux autorités locales ou à des ONG partenaires, car ils sont susceptibles de faire une présentation plus efficace et de dégager des appels à l'action plus concrets. Cependant, comme en témoigne clairement l'étude de cas n° 5, il demeure primordial d'améliorer les mécanismes de gestion et de diffusion des données de recherche, au chapitre de l'infrastructure, de l'entretien et de l'accès.

Étude de cas n° 5 : Stratégies de gestion des données pour la recherche communautaire

La sûreté et la fiabilité des pratiques de gestion des données sont un éternel défi de la production conjointe de connaissances et de la diffusion au sein d'une communauté. Même si elles supposent des défis techniques et des coûts financiers, les mesures appropriées sont essentielles au respect des normes d'éthique et de collaboration de la communauté; l'absence de telles mesures pourrait faire en sorte que des partenariats véritables entre les chercheurs et les communautés locales ne soient pas « durables ou éthiques » (Carlson, Harkema et Reed, 2017). Au Canada, on a proposé la création de systèmes de gestion des actifs numériques autochtones afin que l'entreposage et l'utilisation de données soient plus sûrs et plus accessibles, tant pour les chercheurs universitaires que pour les communautés. Les systèmes proposés seraient basés sur des droits de propriété intellectuelle et culturelle conformes aux exigences des universités participantes et des peuples autochtones. Divers protocoles d'accès pourraient être mis au point pour réglementer l'accès aux connaissances autochtones sensibles dans différents contextes (Carlson, Harkema et Reed, 2017). Par ailleurs, l'entretien de la base de données serait une responsabilité partagée équitablement entre les bibliothécaires, les chercheurs et les membres de la communauté. Cette forme de gestion continue et collaborative des données vise à préserver la relation entre les communautés et les chercheurs, et à faire en sorte que les résultats de la recherche soient facilement accessibles et profitent aux communautés bien après la fin des travaux.

Les retombées peuvent aussi prendre d'autres formes. Il n'est pas rare que les chercheurs tissent des liens personnels dans la communauté, et qu'ils souhaitent redonner à cette dernière autrement qu'en diffusant simplement les résultats de la recherche (Vásquez-Fernández, 2018). Ainsi, les chercheurs pourront adapter les bénéfices pour la communauté, possiblement en tenant compte de leurs propres talents ou compétences, qu'ils peuvent mettre à la disposition de leurs partenaires. Par exemple, si une communauté a une faible capacité interne de recherche, on pourrait lui donner de la formation sur certaines compétences, comme le système d'information géographique (SIG) ou la surveillance de l'environnement, ou encore offrir du mentorat aux jeunes et les mettre en relation avec des établissements postsecondaires; ce seraient là des façons utiles de générer des bénéfices supplémentaires pour la communauté (Adams et coll., 2014). On peut aussi penser aux stages et aux échanges, qui donnent la chance aux jeunes, en particulier, de visiter d'autres collectivités et de se former auprès d'elles (Gearhead et Shirley, 2007; Cundill et coll., 2014; Robson et coll., 2019). L'enseignement de compétences sportives, artistiques ou technologiques, la préparation et le partage de repas, ou le simple fait de passer du temps avec les jeunes et les Aînés sont autant de façons concrètes pour chaque chercheur de redonner personnellement à la communauté qui l'accueille dans le cadre du projet. À mesure que les chercheurs se familiariseront avec les intérêts et les besoins locaux, ils pourront trouver des occasions de redonner à la communauté qui les a aidés à faire avancer leurs travaux et leurs aspirations de recherche.

Conclusion

Les bonnes pratiques de mobilisation des connaissances doivent être suivies dès la conception du projet. Les principes de recherche décrits dans le présent document constituent la base de mesures de mobilisation des connaissances qu'il faut prendre tout au long du cycle de la recherche. Pour ce faire, les chercheurs doivent, dès le début, tisser des liens avec les partenaires et favoriser la production *conjointe* de savoir. Si le plan de recherche et les connaissances sont créés conjointement, les résultats de recherche seront plus pertinents et plus utiles pour les communautés qui participent au projet. La Chaire encourage les bailleurs de fonds à soutenir des recherches qui respectent ces principes, ou des principes comparables. Par exemple, les bailleurs de fonds pourraient demander à visiter et à rencontrer les chercheurs et les communautés, offrir du financement expressément pour favoriser la participation communautaire, soutenir des travaux à long terme en octroyant des fonds pour le suivi, et reconnaître différentes formes de résultats et de retombées. Ainsi, les bailleurs de fonds peuvent eux aussi faire partie du processus de recherche, car ils appuient directement les changements positifs qui découlent de la recherche et de la mobilisation des connaissances au sein des communautés.

Ces principes de recherche sont distincts, mais entrelacés. Chaque principe dépend des autres pour que la recherche et la mobilisation des connaissances soient plus accessibles, appropriées et utiles. Dès le début du projet, on *honore l'autodétermination et l'autonomie nationale*, c'est-à-dire qu'on reconnaît et respectera les traditions et les protocoles de la communauté. Ce faisant, on préparera le terrain pour les autres principes :

- **S'investir dans la réciprocité des relations :** Les chercheurs et les membres de la communauté interagissent sous le signe du respect, de la responsabilité et de la réciprocité afin de trouver des façons de créer des connaissances et de les diffuser à différents groupes au sein de la communauté. Dans le cadre de leurs relations réciproques, les chercheurs et les membres de la communauté peuvent :
- **Co-crée le plan de recherche :** Ils réfléchissent aux motifs de la recherche, à la méthodologie et aux destinataires. Les exemples de l'exposition au Musée du lac des Bois et des prestations théâtrales lors des imbizos en Afrique du Sud illustrent bien ce processus.
- **Adopter une bonne approche de recherche :** La cocréation du plan de recherche fait en sorte que la recherche devient un partenariat pour la production conjointe et l'échange de connaissances tout au long du projet.

Chacun des principes ci-dessus renvoie au principe final, qui repose sur l'intention de :

- **Générer des bénéfices pour les communautés grâce à la recherche :** Le partenariat continu permet aux membres de la communauté – même s'ils ne participent pas à la recherche – d'avoir un plus grand contrôle sur la gestion des données et de décider quelles retombées la recherche aura dans leur communauté, durant le projet et par la suite. Les bonnes pratiques de recherche et de mobilisation des connaissances font partie intégrante des cinq principes, qui constituent un modèle flexible pour réaliser de meilleures recherches au sein des communautés.

Nous reconnaissons que les principes décrits ici sont à la fois ambitieux et incomplets. Il ne sera pas possible de toujours faire honneur à notre bonne volonté, et nous ferons parfois fausse route.

Nous réviserons cet ensemble de principes à mesure que nous continuerons d'apprendre de nos partenaires et de constater les meilleures façons de travailler ensemble. Nous souhaitons insister sur la valeur de ces principes pour les organismes de financement qui veulent établir un lien de confiance avec les communautés, puisqu'ils constituent une marche à suivre pour collaborer à l'élaboration d'un projet ayant de multiples résultats et retombées. Par-dessus tout, nous gardons à l'esprit que nos partenaires de recherche – les peuples autochtones, traditionnels, locaux et ruraux – sont effectivement des partenaires, des amis et des alliés; ils ne sont pas simplement des « participants à la recherche » ou des « collègues ». Nous voulons favoriser des relations positives et réciproques à long terme qui transformeront les pratiques de recherche et entraîneront des résultats pertinents et durables pour la biodiversité culturelle et la durabilité.

Remerciements

Nous n'aurions pu produire le présent document de réflexion sans les conseils et l'encouragement des partenaires de la Chaire, notamment Anthony Johnston, John Kindrachuk, Alfred Gamble, Fernando Ruiz, Larry McDermott, Lenor Acuña, Rebecca Hurwitz, le Clayoquot Biosphere Trust, Mistawasis Nêhiyawak et San Juan Evangelista Analco. Nous remercions Peter Friedrichsen de nous avoir prêté ses talents artistiques pour représenter nos idées dans la figure 1. Nous sommes également reconnaissants du soutien financier offert par l'Université de la Saskatchewan et le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada avec la Commission canadienne pour l'UNESCO, pour les opportunités offertes dans le cadre du programme des Chaires UNESCO.

Références

Adams, M., J. Carpenter, J. Housty et coll. (2014).

« Toward increased engagement between academic and Indigenous community partners in ecological research », *Ecology and Society*, vol. 19, n° 3, p. 5-15.

Alfred, G. T. (2009). « Colonialism and State Dependency », *Journal of Aboriginal Health*, vol. 5, n° 2, p. 42-60.

Asselin, H., et R. Basile (2018). « Concrete Ways to Decolonize Research », *ACME: An International Journal for Critical Geographies*, vol. 17, n° 3, p. 643-650.

Barrett, M. J. (2013). « Enabling hybrid space: Epistemological diversity in socio-ecological problem-solving », *Policy Sciences*, vol. 46, n° 2, p. 179-197. doi : <https://doi.org/10.1007/s11077-013-9178-x>.

Bartlett, J. G., Y. Iwasaki, B. Gotlieb, D. Hall, et R. Mannell (2007). « Framework for Aboriginal-guided decolonizing research involving Métis and First Nations persons with diabetes », *Social Science & Medicine*, vol. 65, n° 11, p. 2371-2382.

Berkes, F., R. Mahon, P. McConney, R. C. Pollnac, et R. S. Pomeroy (2001). *Managing smallscale fisheries: alternative directions and methods*, Centre international de recherche pour le développement, Ottawa, 309 p.

Bowie, R. (2013). « Indigenous self-governance and the deployment of knowledge in Collaborative environmental management in Canada », *Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes*, vol. 47, n° 1, p. 91-121.

Brock, T. (2019). Characterizing good-practice engagement between resource developers and indigenous communities in northern Saskatchewan, mémoire de maîtrise, Université de la Saskatchewan.

Castleden, H., V. Sloan Morgan, et C. Lamb (2012). « "I spent the first year drinking tea": Exploring Canadian university researchers' perspectives on

community-based participatory research involving Indigenous peoples », *The Canadian Geographer/Le Géographe canadien*, vol. 56, n° 2, p. 160-179. doi : <https://doi.org/10.1111/j.1541-0064.2012.00432.x>.

Carlson, K. T., C. Harkema, et M. G. Reed (2017). *Digital Asset Management Systems As a Necessary Enrichment of Indigenous Community-engaged Scholarship*, rapport de synthèse des connaissances non publié présenté au Conseil de recherches en sciences humaines et à l'Université de la Saskatchewan. Disponible auprès des auteurs.

Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations (CGIPN) (2019). « Les principes PCAP® des Premières Nations ». Sur Internet : <https://fnigc.ca/fr/pcap>.

Commission de vérité et réconciliation du Canada (2015). *Commission de vérité et réconciliation du Canada : Appels à l'action*, Winnipeg, Manitoba. Sur Internet : http://trc.ca/assets/pdf/Calls_to_Action_French.pdf.

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (s.d.). Définition de « Mobilisation des connaissances ». Sur Internet : <https://www.sshrc-crsh.gc.ca/funding-financement/programmes-programmes/definitions-fra.aspx#km-mc>.

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (s.d.). *Lignes directrices pour une mobilisation des connaissances efficace*. Sur Internet : https://www.sshrc-crsh.gc.ca/funding-financement/policies-politiques/knowledge_mobilisation-mobilisation_des_connaissances-fra.aspx#a1.

Courtois, V., et S. Nitah (2018). « Indigenous-led conservation offers a path to global leadership and reconciliation », *The Star*, 23 janvier 2018. Sur Internet : <https://www.thestar.com/opinion/contributors/2018/01/23/indigenous-led-conservation-offers-a-path-to-global-leadership-and-reconciliation.html>.

- Cundill, G., S. Shackleton, L. Sisitka, M. Ntshudu, H. Lotz-Sisitka, I. Kulundu, et N. Hamer (2014). *Social learning for adaptation: a descriptive handbook for practitioners and action researchers*, CRDI/Rhodes University/Ruliv.
- Davidson-Hunt, I. J., et R. M. O'Flaherty (2007). « Researchers, indigenous peoples and place-based learning communities », *Society and Natural Resources*, vol. 20, n° 4, p. 1-15.
- Davidson-Hunt, I. J., K. L. Turner, A. T. Pareake Mead, J. Cabrera-Lopez, R. Bolton, C. J. Idrobo, I. Miretski, A. Morrison, et J. P. Robson (2012). « Biocultural design: A new conceptual framework for sustainable development in rural Indigenous and local communities », *S.A.P.I.E.N.S.*, vol. 5, n° 2, p. 33-45. Sur Internet : <https://journals.openedition.org/sapiens/1382>.
- Díaz, F. (2007). « Autonomía », dans Floriberto Díaz Escrito, Comunalidad, energía viva del pensamiento mixe. *Ayuujksēnāā yēn – ayuujkwēmāā ny – ayuujk mēk äjtēn*, Mexique, UNAM/Programa Universitario México Nación Multicultural, collection Voces Indígenas.
- Fernandez-Llamazares, A., et M. Cabeza (2017). « Rediscovering the potential of Indigenous storytelling for conservation practice », *Conservation Letters*, vol. 11, p. 1-12. doi : <https://doi.org/10.1111/conl.12398>.
- Fleras, A., et R. Maaka (2010). « Indigeneity-grounded analysis (IGA) as policy(-making) lens: New Zealand models, Canadian realities », *International Indigenous Policy Journal*, vol. 1, n° 1, p. 1-34.
- Friedrichsen, P. J. (2020). *Taking up the plow (again)? Exploring the resurgence of First Nations farming and food production in Central Saskatchewan*, mémoire de maîtrise, Université de la Saskatchewan.
- Gearhead, S., et J. Shirley (2007). « Challenges in Community-Research Relationships: Learning from Natural Science in Nunavut », *Arctic*, vol. 60, n° 1, p. 62-74.
- Hamer, N., et A. Sutherland (2014). *The use of research-based theatre in an Ecohealth project in rural South Africa*, Afrique du Sud, Rhodes University.
- Instituts de recherche en santé du Canada, Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (2018). « Chapitre 9 : Recherche impliquant les Premières Nations, les Inuits ou les Métis du Canada », dans *Énoncé de politique des trois conseils 2 : Éthique de la recherche avec des êtres humains*. Sur Internet : <https://ethics.gc.ca/fra/documents/tcps2-2018-fr-interactive-final.pdf>.
- Johnston, A. (2019). Communication personnelle.
- Johnston, J., R. Howitt, G. Cajete, F. Berkes, R. Pualani Louis, et A. Kliskey (2016). « Weaving Indigenous and sustainability sciences to diversify our methods », *Sustainability Science*, vol. 11, p. 1-11. doi : 10.1007/s11625-015-0349-x SPECIAL.
- Johnston, R., D. McGregor, et J.-P. Retoule (2018). « Relationships, respect, relevance, reciprocity, and responsibility: Taking up Indigenous research approaches », dans D. McGregor, J.-P. Restoule, et R. Johnston (éd.). *Indigenous Research: Theories, Practices, and Relationships*, Toronto et Vancouver, Canadian Scholars, p. 1-21.
- Klenk, N., et S. Wyatt (2015). « The design and management of multi-stakeholder research networks to maximize knowledge mobilization and innovation opportunities in the forest sector », *Forest Policy and Economics*, vol. 61, p. 77-86.
- Levin, B. (2008). *Thinking about Knowledge Mobilization*, document préparé pour un colloque sur invitation commandité par le Conseil canadien sur l'apprentissage et le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, Toronto, Institut d'études pédagogiques de l'Ontario. Sur Internet : <https://www.oise.utoronto.ca/rspe/UserFiles/File/KM%20paper%20May%20Symposium%20FINAL.pdf>.

Maldonado Alvarado, B. (2013). « Comunalidad y responsabilidad autogestiva », *Cuadernos del Sur*, vol. 18, n° 34, p. 21-27.

Martin, K. L. (2003). « Ways of knowing, being and doing: A theoretical framework and methods for indigenous and indigenist re-search », *Journal of Australian Studies*, vol. 27, n° 76, 203-214.
Sur Internet : <https://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/14443050309387838>.

McGregor, L. (2018). « Conducting Community-Based Research in First Nations Communities », dans D. McGregor, J.-P. Restoule, et R. Johnston (éd.). *Indigenous Research: Theories, Practices, and Relationships*, Toronto et Vancouver, Canadian Scholars, p. 1-21.

Mi'kmaw Ethics Watch (1999). *Mi'kmaw Research Principles and Protocols: Conducting with and/or among Mi'kmaw People*. Sur Internet : <https://www.cbu.ca/wp-content/uploads/2019/08/MEW-Principles-and-Protocols.pdf>.

Nelson, J. G. (1991). « Research in human ecology and planning: an interactive, adaptive approach », *The Canadian Geographer/Le Géographe canadien*, vol. 35, n° 2, p. 114-127.

Noojmowin Teg Health Centre (2003). *Guidelines for Ethical Aboriginal Research*, Aboriginal Health Research Review Committee. Sur Internet : <http://www.noojmowin-teg.ca/programs-services/manitoulin-anishinabek-research-review-committee>.

Nurse-Bray, M., et R. Palmer (2018). « Country, climate change adaptation and colonization: insights from an Indigenous adaptation planning process, Australia », *Heliyon*, vol. 4, n° 3. doi : [https://www.cell.com/heliyon/fulltext/S2405-8440\(17\)33292-9?_returnURL=https%3A%2F%2Flinkinghub.elsevier.com%2Fretrieve%2Fpii%2FS2405844017332929%3Fshowall%3Dtrue](https://www.cell.com/heliyon/fulltext/S2405-8440(17)33292-9?_returnURL=https%3A%2F%2Flinkinghub.elsevier.com%2Fretrieve%2Fpii%2FS2405844017332929%3Fshowall%3Dtrue).

Nuu-chah-nulth Tribal Council (2008). *Protocols & Principles for Conducting Research in a Nuu-chah-nulth Context*, Research Ethics Committee. Sur Internet : <https://icwrn.uvic.ca/wp-content/uploads/2013/08/NTC-Protocols-and-Principles.pdf>.

Organisation internationale du Travail (1989). Sur Internet : http://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_INSTRUMENT_ID,P12100_LANG_CODE:312314,fr.

Pielke Jr., R. A. (2003). *The Honest Broker: Making Sense of Science in Policy and Politics*, Cambridge, MA, Cambridge University Press.

Prince, J. (2010). « Rescaling fisheries assessment and management: a generic approach, access rights, change agents, and tool boxes », *Bulletin of Marine Science*, vol. 86, p. 197-219.

Reed, M. G., et E. Peters (2004). « Using Ecological Metaphors to Build Adaptive and Resilient Research Practices », *ACME: An International E-Journal for Critical Geographies*, vol. 3, n° 1, p. 18-40.

Reed, M. G., H. Godmaire, P. Abernethy, et M. A. Guertin (2014). « Building a community of practice for sustainability: Strengthening learning and collective action of Canadian Biosphere Reserves through a national partnership », *Journal of Environmental Management*, n° 145, p. 230-239.

Robson, J. P., H. Asselin, M. Castillo, L. Fox, S. Francisco, B. Karna, J. Zetina et coll. (2019). « Engaging youth in conversations about community and forests: Methodological reflections from Asia, Africa, and the Americas », *World Development Perspectives*. <https://doi.org/10.1016/j.wdp.2019.100141>.

Robson, J. P., F. Sosa Perez, et M. Sanchez Luja

(2019). « Exploring youth-forest-community linkages in rural Mexico », *World Development Perspectives*, vol. 16, décembre 2019. doi : <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S2452292919300347?via%3Dihub>.

Robson, J. P., A. M. Miller, C. J. Idrobo, C. Burlando, N. Deutsch, J. E. Kocho-Schellenberg, K. L. Turner et coll. (2009). « Building communities of learning: Indigenous ways of knowing in contemporary natural resources and environmental management », *Journal of the Royal Society of New Zealand*, vol. 39, n° 4, p. 173-177.

Salomon, A. K., K. Lertzman, K. B. Brown, B. Wilson, D. Secord, et I. McKechnie (2018). « Democratizing conservation science and practice », *Ecology and Society*, vol. 23, n° 1, p. 44. doi : <https://www.ecologyandsociety.org/vol23/iss1/art44/>.

Smith, L. T. (1999). *Decolonizing Methodologies: Research and Indigenous Peoples*, Londres et New York, Zed Books et University of Otago Press.

Société Internationale d’Ethnobiologie (2006). *Code d’éthique de la SIE* (avec les ajouts de 2008). Sur Internet : http://www.ethnobiology.net/wp-content/uploads/CoE_French_January2012.pdf.

Toledo, V. M., D. Garrido, et N. Barrera-Bassols (2015). « The struggle for life: Socio-environmental conflicts in Mexico », *Latin American Perspectives*, vol. 42, n° 5, p. 133-147.

Tuck, E., et M. McKenzie (2015). *Place in Research: Theory, Methodology and Methods*, Routledge.

UNESCO (2018). *Politique de l’UNESCO sur l’engagement auprès des peuples autochtones*. Sur Internet : <https://fr.unesco.org/indigenous-peoples/policy>.

Nations Unies (2008). *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* (DNUDPA).

Sur Internet : https://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/DRIPS_fr.pdf.

Université Royal Roads (2018). *Guidelines for Research Involving Indigenous People*, RRU Research Ethics Board.

Vásquez-Fernández, A. M., R. Hajjar, M. I. Shuñaqui Sangama, R. S. Lizardo, M. P. Pinedo, J. L. Innes, et R. A. Kozak (2018). « Co-creating and Decolonizing a Methodology Using Indigenist Approaches: Alliance with the Asheninka and Yine-Yami Peoples of the Peruvian Amazon », *ACME: An International Journal for Critical Geographies*, vol. 17, n° 3, p. 720-749.

Vasseur, L., et L. O. McDermott, Aîné (2019).

« Supporting respectful cross-cultural relationships for the sharing of traditional Indigenous ecological research with plant sciences: a new step for Botany », *Botanique*, Presses du Conseil national de recherches, vol. 97, n° 5, p. 269-270. doi : [dx.doi.org/10.1139/cjb-2019-0053](https://doi.org/10.1139/cjb-2019-0053).

Viaene, L. (2010). « The internal logic of the cosmos as ‘justice’ and ‘reconciliation’: Micro-level perceptions in post-conflict Guatemala », *Critique of Anthropology*, vol. 30, n° 3, p. 287-312.

von der Porten, S., et R. C. de Loë (2014). « How collaborative approaches to environmental problem solving view Indigenous peoples: A systematic review », *Society and Natural Resources*, vol. 27, n° 10, p. 1040-1056.

von der Porten S., et R. C. de Loë (2015).

« Collaborative environmental governance and Indigenous peoples: Recommendations for practice », *Environmental Practice*, vol. 17, p. 134-144.

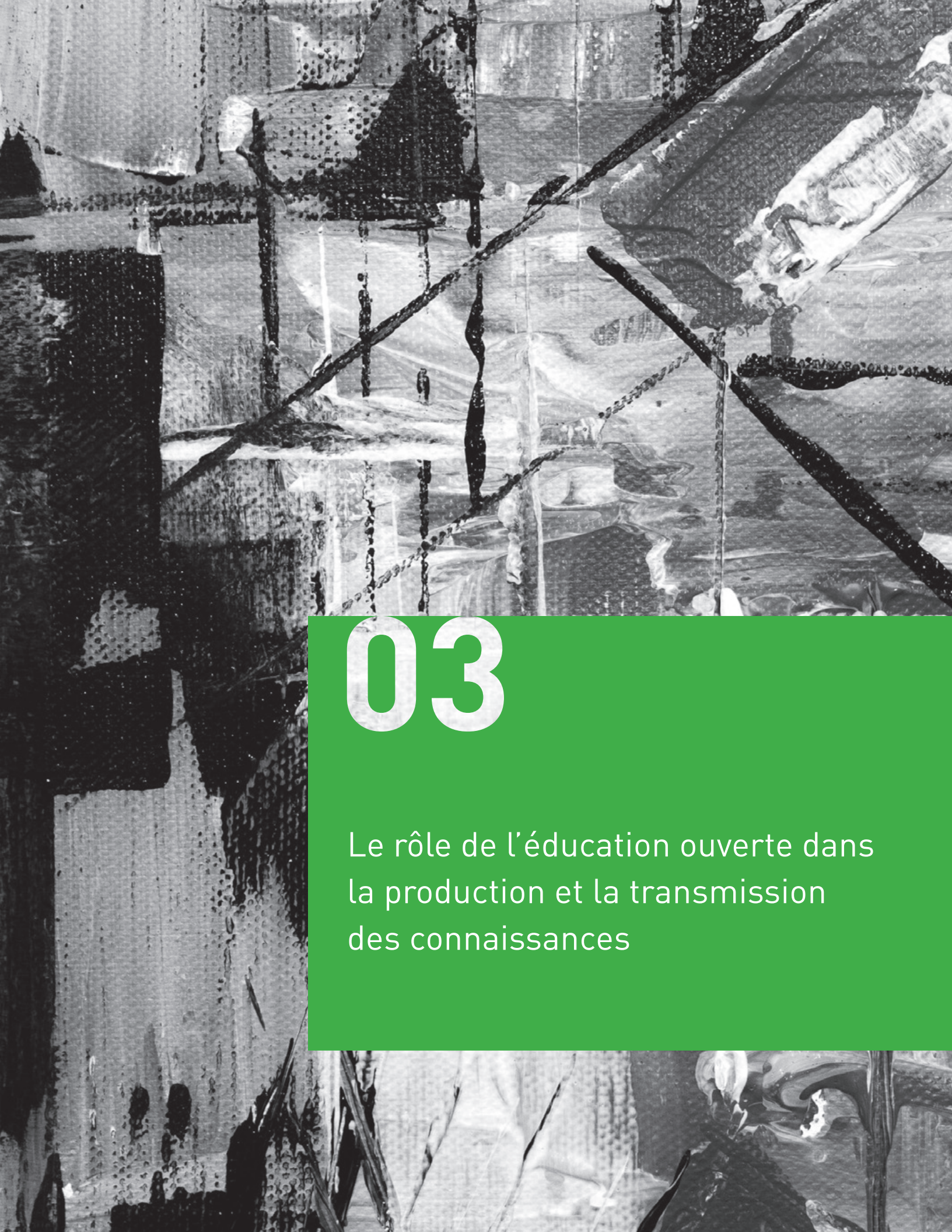
Younging, G. (2018). *Elements of Indigenous Style: A Guide for Writing By and About Indigenous Peoples*, Canada, Brush Education.

Zetina, J., R. B. McNab, et M. Castillo (2019).

« Youth, forests and community in the Maya Biosphere Reserve, Petén, Guatemala », *World Development Perspectives*, vol. 16, 100142.

Zurba, M., K. F. Beazley, E. English, et J. Buchmann-Duck (2019). « Indigenous protected and conserved areas (IPCAs), Aichi Target 11 and Canada's Pathway to Target 1: Focusing Conservation on Reconciliation », *Land*, vol. 8, p. 10. <https://doi.org/10.3390/land8010001>.

Zurba, M. (2014). « Leveling the playing field: Fostering collaborative governance towards on-going reconciliation », *Environmental Policy and Governance*, vol. 24, p. 134-146.



03

Le rôle de l'éducation ouverte dans
la production et la transmission
des connaissances

Rory McGreal

Titulaire, Chaire UNESCO en ressources
éducatives libres / Conseil international
pour l'apprentissage à distance libre
Université Athabasca, Athabasca, Alberta

► Introduction

Ce document de réflexion se penche sur les initiatives d'éducation ouverte à l'échelle nationale et internationale afin de mieux comprendre comment les ressources libres peuvent contribuer à la mobilisation des connaissances au Canada.

Les recommandations présentées visent à résoudre ces problèmes et à proposer des solutions susceptibles d'accroître la mobilisation des connaissances au moyen de pratiques ouvertes.

Il a pour objectif de cerner les obstacles à la mise en œuvre et à l'utilisation de ressources libres, et de recommander des solutions possibles afin de rendre les connaissances plus facilement accessibles au milieu universitaire et au grand public. Les recommandations présentées visent à résoudre ces problèmes et à proposer des solutions susceptibles d'accroître la mobilisation des connaissances au moyen de pratiques ouvertes. Les problèmes ont été cernés au moyen d'une enquête menée auprès d'experts chevronnés du domaine de l'éducation ouverte ici et à l'étranger (consulter la liste présentée à l'annexe A). Le présent document décrit également des initiatives de recherche et d'éducation ouverte qui sont en cours partout au Canada. Les experts du domaine de l'éducation ouverte consultés connaissent bien les projets d'éducation ouverte déjà mis en place. On a recueilli les points de vue de ces experts dans le but de comprendre la relation entre les applications d'éducation ouverte par des établissements d'enseignement et les mesures nécessaires à des applications efficaces favorisant la mobilisation des connaissances par le biais de pratiques éducatives ouvertes.

Le libre accès et les ressources éducatives libres

La publication numérique de contenu au moyen d'une licence ouverte est un outil puissant pour appuyer la mobilisation des connaissances. Dans le domaine de la recherche, l'échange de connaissances interdisciplinaires est rendu possible grâce au libre accès (LA), tandis que l'enseignement et l'apprentissage peuvent bénéficier des ressources éducatives libres (REL). Le LA mobilise les connaissances, car il élargit l'accès aux publications savantes

en les mettant gratuitement à disposition de tous. Les REL à des fins d'éducation et de formation sont des ressources modifiables, personnalisables et adaptables, qu'on peut mettre à jour en temps réel, traduire et publier. Qu'il soit question de LA ou de REL, l'ouverture est essentielle à l'éducation et à la recherche. Elle garantit l'élimination des chasses gardées et des restrictions relatives à l'information et permet à tous d'avoir accès aux connaissances en toute légalité, sans égard à l'endroit où ils se trouvent. Elle remet le contrôle de cette information entre les mains des éducateurs, des étudiants et du grand public. L'ouverture assure la transparence, l'accessibilité et l'inclusivité. Elle rend la pleine participation possible et, en augmentant la capacité de la recherche, elle facilite la génération et la mobilisation de nouvelles connaissances. Au-delà des licences appliquées au contenu, l'éducation ouverte peut être vue comme une façon d'être et une pratique qui crée un environnement favorable à la mobilisation des connaissances.

Le LA a d'abord été proposé et articulé dans la [Déclaration de Berlin de 2003](#). Plus récemment, on a défini les REL dans la [Déclaration de Paris sur les REL 2012 de l'UNESCO](#), définition qui a été révisée lors de la [40^e session de la Conférence générale de l'UNESCO, tenue en novembre 2019](#). Selon l'UNESCO, les REL constituent une composante clé des programmes visant la mise en œuvre des [objectifs de développement durable](#) et, plus particulièrement, de l'ODD 4 : Une éducation pour tous.

Le LA renvoie à la diffusion gratuite de contenu ou d'autres ressources en ligne, sans obstacle à l'accès. Il est surtout question ici des articles savants évalués par les pairs, bien que le LA puisse aussi s'appliquer plus largement à tout contenu publié en ligne ou sur support papier. Outre les articles savants, le contenu en LA peut comprendre des monographies, des thèses, des documents de conférence, des livres ou des chapitres de livres.

Les REL consistent en des ressources numériques gratuites (qui peuvent à l'occasion être imprimées), principalement du contenu servant à l'enseignement et à l'apprentissage en ligne sans frais. Elles peuvent prendre la forme non seulement de contenu ou de manuels de cours, mais aussi de simulations, de jeux, de vidéos, de balados, d'applications, d'intelligence artificielle ou autre, la seule condition étant qu'elles soient assorties d'une licence d'exploitation ouverte ou qu'elles se trouvent dans le domaine public. On peut également décrire les REL comme des ressources qui permettent l'application des [5 «R» : retenir, réutiliser, réviser, remixer et redistribuer](#).

Contexte

Le LA et les REL dépendent du [domaine public](#) ou de l'octroi de licences ouvertes. Les licences ouvertes peuvent être délivrées par [Creative Commons](#) et inclure certaines restrictions, notamment le besoin de *paternité* et l'exigence de ne pas ajouter de restrictions supplémentaires sur la ressource lorsqu'on y apporte des changements (*partage dans les mêmes conditions*). Il s'agit des licences ouvertes les plus courantes. On peut également appliquer d'autres restrictions, comme l'*interdiction d'œuvres dérivées*, qui permet l'utilisation libre de la ressource, mais restreint la capacité d'y apporter des changements. On peut aussi imposer une *utilisation non commerciale*, qui interdit toute utilisation à but lucratif des ressources sans avoir obtenu l'autorisation expresse des titulaires des droits d'auteur.

Les REL et les ressources en LA facilitent la mobilisation des connaissances lorsqu'elles remplacent le contenu commercial coûteux protégé par le droit d'auteur qu'utilisent la plupart des établissements d'enseignement. Les universitaires et les étudiants peuvent échanger ces ressources sans devoir obtenir une autorisation spéciale ni

payer des frais. N'importe qui peut avoir accès aux REL et aux ressources en LA sur Internet, peu importe l'endroit, sans avoir à contourner les péages informatiques. Cela permet à tout le monde de rester informé et de s'appuyer sur les connaissances disponibles. Les mises à jour fréquentes et la création de nouvelles connaissances sont facilitées et soutenues lorsque l'accès au contenu et la capacité juridique d'adaptation ne nécessitent pas l'obtention d'autorisations supplémentaires.

La mobilisation des connaissances est optimisée lorsqu'on peut diffuser du contenu librement. Cela facilite aussi les collaborations entre les chercheurs et les étudiants au Canada et dans des pays qui ont adopté d'autres lois en matière de droits d'auteur. En raison du lectorat étendu du contenu ouvert, celui-ci peut être validé non seulement par des membres chevronnés du corps professoral, mais aussi par ses nombreux utilisateurs un faible nombre d'utilisateurs peuvent aussi l'invalidier lorsque le contenu est peu utile. Les REL peuvent donner lieu à des parcours d'apprentissage novateurs, qui permettent aux apprenants d'obtenir de nouveaux types de titres de compétences, par exemple [des badges et des microcertifications](#). L'[OER Universitas](#) (OERu) constitue un exemple d'une initiative qui développe ces parcours gratuits jusqu'à l'attestation avec la participation de cinq établissements d'enseignement ou organismes canadiens, parmi plus de 30 partenaires internationaux.

Des initiatives ouvertes de premier plan sont en cours dans plusieurs provinces. [BCcampus](#) est, depuis le tout début, le chef de file de l'ouverture au Canada. Il est le premier organisme à avoir créé un référentiel pour le contenu ouvert. L'Université Athabasca de l'Alberta est quant à elle la première à avoir adopté une [politique en matière de libre accès](#) et à avoir créé un référentiel ouvert pour la recherche spécialisée. Les trois provinces de l'Ouest (la Colombie-Britannique, l'Alberta et la Saskatchewan)

ont signé un [protocole d'entente sur les REL](#), et le Manitoba a récemment accepté d'y adhérer. Plus récemment, [eCampusOntario](#) s'est positionné comme chef de file dans les activités canadiennes en matière de LA. Au Québec, des activités en soutien aux REL sont en cours en réponse à [l'appel du Sommet de la Francophonie](#), tenu à Moncton, au Nouveau-Brunswick, en 2013. Dans les provinces de l'Atlantique, l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard a mis en œuvre un [programme d'élaboration des REL](#) en collaboration avec son association étudiante.

Grâce aux REL, les communautés autochtones peuvent adapter les ressources afin de répondre à leurs besoins particuliers, notamment en se prévalant du droit de traduire le contenu dans des langues traditionnelles et de le rediffuser. À titre d'exemple, [l'introduction réussie des REL au Maskwacis Cultural College](#) de l'Alberta démontre qu'elles offrent une souplesse accrue aux enseignants et aux étudiants et réduisent considérablement les coûts que doivent assumer les étudiants et les établissements. On a étudié les relations réciproques entre la pédagogie autochtone, les technologies éducatives et les REL et on les a jugées prometteuses (Mikkelsen, Gillis, Ormiston et Gerrity, 2016). Le guide de l'Université de la Colombie-Britannique et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle intitulé [Pulling Together: Foundations Guide](#) est une initiative importante en matière de REL. On a créé ce guide en collaboration avec des groupes autochtones afin de soutenir un changement systémique à l'échelle des établissements d'enseignement postsecondaire, changement qui est appelé à s'opérer par l'autochtonisation, la décolonisation et la réconciliation.

Il est évident que les chercheurs doivent honorer les systèmes de croyances autochtones et respecter leurs protocoles. Les points de vue prédominants peuvent être perçus comme préjudiciables et

imprégnés de valeurs spécifiques, et ils risquent de donner une fausse impression des connaissances autochtones. L'intégration des concepts des connaissances autochtones et du LA peut mettre en lumière des problèmes très complexes et devrait donc uniquement être tentée en étroite collaboration avec les communautés autochtones concernées (Flor, 2013). On a donc produit, en collaboration avec ces communautés et avec l'aide d'eCampusOntario, [plusieurs manuels de cours REL de niveau universitaire portant sur des enjeux autochtones](#). En outre, à titre d'exemple au niveau scolaire, l'Université de la Colombie-Britannique, en collaboration avec des communautés autochtones et [Global Storybooks](#), crée ou adapte des [livres d'histoires autochtones en langues autochtones](#) en tant que REL. Ces documents sont offerts en formats écrit et audio ainsi qu'en français, en anglais et dans des langues autochtones. L'exemple le plus probant est celui des [Little Cree Books](#).

De plus, on observe une tendance croissante à la mise en œuvre des REL dans les écoles primaires et secondaires américaines. Jusqu'à aujourd'hui, plus de 20 États ont introduit avec succès les REL dans le cadre du programme [#GoOpen](#). En revanche, un nombre limité d'activités ouvertes ont lieu dans les systèmes scolaires primaires et secondaires au Canada, et il s'agit principalement d'activités ponctuelles soutenues par des individus enthousiastes.

Méthodologie

Le responsable de la présente enquête a transmis des questionnaires à des experts reconnus de l'éducation ouverte au Canada et à des titulaires de chaires en éducation ouverte à l'échelle internationale (UNESCO, Commonwealth of Learning et Conseil international pour l'éducation ouverte et à distance). Il a aussi sollicité l'opinion

d'experts sur l'éducation ouverte et examiné des documents liés à des projets d'éducation ouverte à l'échelle nationale et internationale. De plus, il a effectué des recherches sur Internet, mais aussi échangé des courriels avec des partisans du LA reconnus au Canada et à l'étranger afin de découvrir toute information pertinente liée aux objectifs de l'enquête. Les documents étudiés comprenaient des rapports, des publications savantes, des articles et des politiques. Il a examiné ces documents et les a ensuite utilisés pour rédiger la liste des questions pertinentes. Deux experts ont validé ces questions, et elles ont été révisées en fonction de leurs suggestions. Le responsable a ensuite transmis le questionnaire par voie électronique aux experts de l'éducation ouverte (neuf Canadiens et douze répondants étrangers). Il les a informés qu'il ne s'agissait pas d'une enquête anonyme, mais plutôt d'une enquête menée auprès de chefs de file du domaine de l'éducation ouverte. Il les a avisés qu'en cas de participation, leur nom figurerait dans une annexe. Cinq Canadiens et six répondants étrangers nous ont fait parvenir des réponses, ce qui constitue un taux de réponse de 53 %.

Enjeux

Les enjeux dont doivent tenir compte les initiatives d'ouverture en soutien à la mobilisation des connaissances au Canada peuvent être regroupés dans les catégories suivantes :

- les coûts;
- l'efficacité de l'apprentissage et de l'enseignement;
- la recherche;
- la sensibilisation.

On peut replacer les REL et le LA dans le contexte de la science ouverte. Ainsi, l'ouverture ne s'applique pas uniquement aux ressources, mais aussi à un certain

nombre d'autres éléments : accès, technologie, octroi de licences, attestations, certification, politiques, résultats de recherche, données de recherche et contenu. Dans ce contexte, tous ces éléments peuvent appuyer la mobilisation des connaissances dans des environnements d'apprentissage formels et informels.

Les coûts

Au Canada comme dans de nombreux autres pays, ce sont les étudiants qui paient leurs cours et leur matériel didactique. Le coût du matériel est si élevé que les étudiants peinent de plus en plus à acheter les manuels obligatoires et les documents complémentaires. Le coût constitue un obstacle à l'accès à l'éducation, car beaucoup d'étudiants évitent d'acheter les manuels, faute de moyens pour les payer. Les étudiants qui n'ont pas le matériel pédagogique obtiennent de moins bons résultats que ceux qui en disposent et tendent à abandonner leurs cours ou à avoir un taux de réussite inférieur. Les mauvais résultats scolaires de même que le décrochage se sont avérés coûteux pour le milieu de l'éducation dans son ensemble (Griffiths, Mislevy, Wang, Ball et Shear, 2020). Les REL offrent une solution de rechange gratuite ou peu coûteuse aux manuels de cours commerciaux, faisant en sorte que tous aient accès au matériel didactique, ce qui réduit le risque d'abandon et augmente les chances de réussite scolaire (Hilton, Fischer, Wiley et William, 2016). L'élimination des coûts liés au matériel didactique constitue une étape nécessaire (bien qu'insuffisante en soi) à un accès aux connaissances pour tous les candidats qualifiés (ou potentiellement qualifiés).

À cet égard, les REL recèlent un potentiel inexploité. Pour les étudiants, l'adoption de manuels ouverts permet de réduire les coûts directs, mais ceux-ci ne représentent qu'une petite partie des coûts liés aux études dans une université traditionnelle. On peut

générer des économies beaucoup plus substantielles pour les étudiants en utilisant des modèles ouverts de prestation de services désagrégés, comme l'OERu, dans lesquels ils n'ont pas à payer de droits de scolarité lorsqu'ils suivent des cours en ligne fondés sur les REL. Seuls les services d'évaluation, comme [l'évaluation et la reconnaissance des acquis](#) ou la [revendication de crédits](#), sont payants. Les REL pourraient permettre aux étudiants d'effectuer leur apprentissage à l'extérieur des établissements d'enseignement, sans payer de droits de scolarité, ce qui représenterait pour eux des économies considérables.

Les économies dont bénéficient les étudiants dans les pays ayant remplacé les manuels commerciaux coûteux obligatoires par des REL gratuites ont été aisément validées. Cependant, les établissements n'utilisent pas tous des manuels dans le cadre de leurs cours. On peut aussi tirer profit des REL en trouvant d'autres moyens d'utiliser les budgets d'éducation en place. Par exemple, au lieu que les établissements paient des manuels commerciaux, des enseignants peuvent créer des REL à l'interne pour remplacer le contenu commercial publié à l'externe. On dépense ainsi l'argent à l'interne afin de soutenir les éducateurs participant directement à la création de ces contenus. S'il s'agit d'économies potentielles, il faut néanmoins évaluer soigneusement les répercussions financières des REL.

Des économies peuvent également être réalisées lorsque des établissements d'enseignement adoptent des REL existantes sans que des modifications importantes soient nécessaires pour les adapter à la réalité locale. Cela peut considérablement réduire le temps requis pour l'élaboration du programme d'études. À titre d'exemple, un professeur d'informatique canadien a réussi à gagner considérablement de temps en recherchant des REL pour son cours d'informatique écologique. Une recherche sommaire lui a permis de découvrir

un cours REL d'une université australienne qui contenait tous les modules qu'il prévoyait créer. En outre, le cours avait été publié au moyen de la même plateforme d'apprentissage en ligne qu'il utilisait. Il a joint le formateur australien et a pu télécharger le cours et le mettre en place dans son université sans problème. Seuls quelques changements mineurs ont été nécessaires, notamment pour fournir des exemples canadiens de concert avec les exemples australiens.

De son côté, un professeur d'une faculté d'études commerciales a décidé d'arrêter d'acheter un manuel de comptabilité très coûteux destiné aux étudiants de première année pour introduire une REL gratuite, en partenariat avec une entreprise locale qui offrait un environnement de mise en pratique et d'essai en ligne. Les frais du cours ont chuté, passant de 200 \$ CA à 60 \$ CA, et le professeur a soutenu une petite entreprise locale du même coup.

Toutefois, l'introduction de REL, même à la lumière des économies réalisées, n'est pas toujours une mesure populaire. Les enseignants peuvent se montrer réfractaires à ces ressources parce qu'ils ont l'habitude de leurs manuels commerciaux. En outre, les REL ne sont pas toujours faciles à adapter. Dans des cas plus complexes, il faut une adaptation majeure et des changements de mise en page. L'engagement du formateur à l'égard du contenu et le temps qu'il est prêt à consacrer à l'adaptation sont donc des facteurs importants.

Un apprentissage et un enseignement plus efficaces grâce aux REL

Les études sur le rapport coût-efficacité rendent rarement compte du changement de culture organisationnelle que nécessite l'ouverture. Les REL peuvent devenir une tendance dominante dans les établissements tertiaires au Canada où il y a suffisamment de REL disponibles s'alignant avec

le curriculum en place dans un vaste éventail de disciplines. Cet alignement peut être indicateur de la mesure dans laquelle les établissements sont mûrs pour adopter les REL de façon généralisée. Sans réelle intégration des REL et du curriculum, les formateurs continueront de se fier aux trousseaux pédagogiques commerciales.

Dans des scénarios plus souples, notamment les occasions d'apprentissage informelles, les cours de perfectionnement dans un contexte d'éducation formelle, etc., il y a (comme l'indique la nature de ces occasions) beaucoup moins d'intérêt pour l'alignement avec le curriculum, et une souplesse accrue en ce qui a trait à l'utilisation et à la réutilisation du contenu. D'un autre côté, beaucoup d'enseignants trouvent étouffants un discours et une pratique centrés sur le matériel « prêt-à-utiliser » ou peu adaptable, qui accorde la priorité à la facilité d'utilisation plutôt qu'à l'opportunité du contenu. Il peut toutefois être coûteux pour les établissements de libérer du temps pour permettre aux instructeurs de travailler activement sur du contenu. Par conséquent, ces derniers sont portés à utiliser les trousseaux pédagogiques exhaustives au lieu de monter leurs cours au moyen de l'éventail croissant de REL qui sont offertes.

Le montage de cours ne constitue pas la norme. On n'enseigne tout simplement pas aux professeurs la mentalité de conception du « bricoleur » nécessaire. La plupart des professeurs ont reçu peu, voire pas du tout de formation sur la conception de matériel didactique et ne possèdent aucune expertise dans ce domaine. Ils ont donc de la difficulté à saisir les possibilités offertes par le montage de cours, possiblement l'un des aspects les plus utiles et les plus novateurs des REL.

En outre, la souplesse qui permet aux instructeurs d'adapter les REL est utile pour motiver les adopteurs précoces, en attendant que se constitue

une masse critique. La facilité et la souplesse d'adaptation des REL constituent un point clé de différenciation lorsqu'on les compare au « contenu fermé », bien qu'en pratique, peu d'instructeurs consacrent du temps à l'adaptation.

D'autre part, les étudiants qui peuvent accéder gratuitement à tout le matériel didactique dès le début de leur cours (ou même avant) risquent moins de décrocher. Ainsi, la disponibilité et l'accessibilité des REL peuvent contribuer à la hausse des taux de réussite (Griffiths, Mislevy, Wang, Ball et Shear, 2020).

La qualité des REL

La qualité de toute ressource d'apprentissage ne dépend pas du type de licence — ouverte ou pas — ni de la technologie. Toutefois, si l'on considère l'accessibilité ou la capacité d'élaborer collaborativement du nouveau contenu pour améliorer les ressources au fil du temps, les REL peuvent être vues comme ayant un avantage qualitatif par rapport au contenu commercial. Les modèles d'élaboration de cours ouverts et transparents peuvent entraîner une amélioration de la qualité lorsqu'on les compare à des modèles de conception fermés.

La conception ouverte et transparente de cours améliore la qualité, particulièrement lorsque des instructeurs qui possèdent peu d'expérience en technologie asynchrone travaillent en collaboration avec des personnes plus expérimentées. Il ne faut pas considérer l'accès seulement du point de vue de l'amélioration du contenu disponible, mais aussi sous l'angle de l'équité. Les REL rendent le contenu accessible aux personnes qui ne pourraient simplement pas y avoir accès autrement. Cela est d'une importance critique pour les apprenants dans les pays en voie de développement et les régions éloignées du Canada. L'accessibilité fait progresser l'ODD 4 : Une éducation de qualité pour tous.

La capacité de créer une redondance (sur le plan des formats, des langues, des types de cours, des modes d'interaction, etc.) est un autre aspect de la qualité que partagent les REL. La simple possibilité de faire traduire un cours dans d'autres langues et formats, sans avoir à obtenir une autorisation, donne lieu à de multiples canaux et modes d'apprentissage, ce qui favorise l'équité et l'accès. Cette question a été traitée de différentes façons par divers pays. Des programmes nationaux de manuels gratuits constituent une façon d'offrir du contenu de qualité aux étudiants de façon équitable. La capacité de continuellement mettre à jour le contenu est également une fonction importante des REL et c'est quelque chose qu'il est presque impossible de réaliser avec du contenu commercial. Si tout contenu numérique a le potentiel d'offrir cet avantage, le contenu commercial n'est actualisé par l'éditeur qu'à intervalles, et l'instructeur et les étudiants n'ont pas la possibilité de le modifier.

Les REL créées par des étudiants

Il y a une forme d'éducation ouverte qui accorde un rôle plus important aux étudiants. Cette approche consiste à faire participer les étudiants à la création de REL. Par exemple, en plus de leur faire lire un texte, on peut leur demander d'en rédiger un. Cette méthode devient possible si on élimine certaines des contraintes fermes qu'imposent les approches classiques du curriculum, de la qualité et des résultats. Selon certains instructeurs, la création de contenu par les étudiants est d'une importance primordiale, car elle est au cœur d'une amélioration pédagogique majeure que les REL peuvent apporter à l'apprentissage réalisé dans les établissements d'enseignement. Il serait innovateur d'inclure les points de vue des étudiants dans les REL et de les intégrer au curriculum. Ces REL pourraient alors servir de fondement à la création de nouvelles REL par de futurs étudiants.

Grâce à cette innovation en matière d'enseignement et d'apprentissage, les étudiants peuvent passer de récipiendaires passifs à créateurs de connaissances. Il peut être extrêmement motivant pour les étudiants de savoir que d'autres verront leur travail et en profiteront. La création de contenu par les étudiants eux-mêmes est un processus actif qui peut être, d'un point de vue pédagogique, l'une des façons les plus efficaces d'assurer l'apprentissage. Cette approche donne aussi un sens concret à l'apprentissage, y attribuant un but qui va au-delà de la simple obtention d'une note. Cela est d'autant plus important si l'on valorise la diversité, la satisfaction et l'opinion des étudiants (qui sont des thèmes récurrents).

Les collaborations en matière de REL

Par rapport au contenu commercial, l'utilisation des REL favorise grandement la mobilisation des connaissances en permettant la collaboration et les échanges entre instructeurs à l'intérieur et à l'extérieur de leur établissement. Les instructeurs et les administrateurs qui envisagent la mise en œuvre de REL invoquent le soutien à la collaboration comme l'un des principaux points forts de cette approche. Les REL sont à leur plus efficace lorsque des réseaux d'enseignants dans un domaine commun travaillent ensemble avec d'autres personnes (concepteurs de matériel didactique, technologues de l'éducation, gestionnaires de projets, bibliothécaires, etc.) pour créer, réviser, améliorer, organiser et utiliser le meilleur programme d'études possible. L'ouverture unit autour d'un objectif commun des instructeurs qui œuvrent ensemble pour améliorer le travail de chacun. Ainsi, l'ouverture peut être considérée comme une pratique sociale plutôt que comme une pratique technologique ou juridique. À l'heure actuelle, plusieurs établissements collaborent à l'interne au moyen de REL, mais il y a un nombre croissant d'exemples de collaborations externes dirigées par des consortiums, comme BCcampus et eCampusOntario.

Le référentiel [Shareable Online Learning Resources](#) de BCcampus permet l'octroi de licences ainsi que la contribution et l'accès à des ressources d'enseignement et d'apprentissage en ligne gratuites. Soutenant plus explicitement les REL, le site [Web Open Textbook](#) collabore avec des organismes et des établissements à l'échelle nationale et internationale afin d'héberger un référentiel de manuels à accès libre. Contact Nord a publié [Open Educational Resources \(OER\) Opportunities for Ontario](#), un exposé de position important sur les REL qui prône la mise en œuvre d'une initiative dans ce domaine en Ontario. Cet organisme a aussi publié [une série de vidéos présentant les REL](#).

Le libre accès et la recherche

Au Canada, la Politique des trois organismes sur le libre accès aux publications a catalysé la croissance rapide des publications en LA. En effet, les trois organismes subventionnaires de la recherche au Canada — les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC), le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG) et le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) — ont convenu d'une politique appuyant le libre accès aux publications spécialisées. Ils appuient vigoureusement l'échange et la mobilisation des connaissances, ainsi que les collaborations liées à la recherche à l'échelle nationale et internationale. Ils comprennent que le libre accès favorise largement la mobilisation des connaissances.

L'Université Athabasca, en Alberta, a joué un rôle de premier plan en créant en 2000 la première revue scientifique sur le LA au Canada : l'[International Review of Research in Open and Distributed Learning](#). L'université a par la suite adopté une politique en matière de libre accès, en plus de mettre sur pied l'[AUPress](#) qui est devenue en 2010 la première presse

universitaire en libre accès au Canada. Puis, la [Chaire UNESCO-Commonwealth of Learning en REL](#) y a été créée en 2011, suivie de la base de données [OER Knowledge Cloud](#) en 2014.

Le LA gagne en importance dans le milieu de l'édition universitaire, non seulement au Canada, mais aussi à l'étranger, et de nombreux pays mettent maintenant en œuvre des politiques en matière de libre accès pour la recherche financée par le gouvernement. En raison de ce soutien croissant au LA, les principaux éditeurs universitaires en sont venus à « soutenir » cette approche à contrecœur. À présent, au lieu de simplement accorder les droits liés à leurs articles aux éditeurs, les chercheurs paient des frais de traitement d'articles qui s'élèvent à des milliers de dollars, alors que d'autres professeurs examinent les articles sans frais pour les éditeurs. Les éditeurs facturent ensuite des droits de licence de plus en plus élevés aux bibliothèques universitaires afin qu'elles puissent accéder aux articles sur leurs bases de données commerciales. C'est ce qu'on appelle le libre accès vert; des articles sous licence libre sont publiés dans des revues protégées par droit d'auteur.

Le paiement de frais de traitement d'articles est courant dans le milieu des revues commerciales. Le libre accès or ou doré décrit les situations dans lesquelles des chercheurs publient leurs travaux dans des revues en LA, qui leur facturent parfois des frais de traitement d'articles. Le nombre de revues en LA croît rapidement. Le *Directory of Open Access Journals (DOAJ)* présente des liens permettant de consulter plus de 14 000 revues (169 au Canada). Comme on peut consulter facilement les revues en LA sur Internet, les articles qui y sont publiés sont cités plus souvent que ceux publiés dans des revues commerciales qui imposent des péages numériques (Lewis, 2018; Piwowar, Priem, Larivière, Alperin, Matthias, Haustein, 2018 et Saberi et Ekhtiyari, 2019). *SHERPA RoMEO* est une autre ressource en ligne qui

regroupe et analyse les politiques en matière de LA de nombreux établissements dans différents pays.

Malheureusement, il y a aussi [un nombre croissant de revues prédatrices](#) qui se font passer pour des publications en LA et qui exploitent les chercheurs, reprenant souvent les noms de revues respectées ou utilisant des titres semblables afin de pousser les auteurs à publier dans leurs pages. Elles facturent des frais de traitement d'articles et les auteurs peuvent croire à tort qu'il s'agit de revues respectables. La publication de revues spécialisées est le secteur le plus rentable de toute l'industrie de l'édition. Par conséquent, ces prédateurs peuvent réaliser des profits considérables par l'entremise de leurs manœuvres frauduleuses.

Afin de combattre les escrocs et d'offrir un meilleur soutien aux revues en LA, Johnson et Fosci (2016) ont recommandé la mise en place de saines structures de gouvernance. Celles-ci feraient notamment appel à des bailleurs de fonds et à des décideurs capables de promouvoir des normes et des identifiants améliorés et de faire des investissements stratégiques afin de soutenir une infrastructure de LA cohérente. Pour ce faire, ils ont déclaré qu'il est essentiel d'assurer la durabilité financière des services de LA, comme le *DOAJ* et *SHERPA RoMEO*.

L'industrie de l'édition « respectable » des revues scientifiques a connu des fusions au cours des 20 dernières années et, maintenant, seulement quatre entreprises contrôlent le marché, réalisant des marges de profit qui frisent les 40 % (Schmitt, 2015). Beaucoup de savants ont conclu que ce modèle d'édition vise à empêcher les gens de lire des articles spécialisés plutôt que de les aider à y accéder. L'objectif est de tirer les plus grands profits possibles des universités que servent ces revues en créant des jardins clos où seules les personnes qui versent des frais considérables peuvent accéder aux connaissances (Khoo, 2019).

En 2019, l'Université de la Californie a décidé de [cesser de payer des abonnements aux revues publiées par Elsevier](#) (le plus gros éditeur universitaire, qui contrôle deux tiers du marché) en raison des frais qu'il faut verser pour consulter ses bases de données de revues spécialisées (Resnick, 2019). Depuis, l'Allemagne, la Suède, la Norvège, Taïwan et le Pérou ont également refusé de continuer à payer des frais d'abonnement (Bastien, 2018; Qureshi, 2019). Ces pays redirigent leur financement afin de soutenir le libre accès. Au Canada, l'[Université Laval](#), l'Université de Calgary, l'[Université Memorial de Terre-Neuve](#) et l'[Université de Montréal](#) ont annulé leur abonnement à Elsevier dans le passé (Sparc, s.d.).

[Coalition Publica](#) est parmi les plus importants organismes canadiens qui soutiennent le LA dans les domaines des sciences sociales et des lettres et sciences humaines. Cette coalition regroupe *Érudit* et le *Public Knowledge Project*, qui ont été financés dans le but de fournir des outils et des services numériques en soutien aux revues scientifiques. (Avertissement : L'auteur siège au conseil consultatif de *Publica*.)

La sensibilisation

La sensibilisation et la prise de conscience en matière d'éducation ouverte font cruellement défaut à de nombreux enseignants, administrateurs et étudiants, si ce n'est la plupart d'entre eux. Peu d'universitaires possèdent une connaissance raisonnable des REL, du LA, du domaine public, de l'utilisation équitable, du droit d'auteur et d'autres questions de droit reliées à l'éducation ouverte. Il s'agit là d'un obstacle aux applications des REL et du LA ainsi qu'à l'accessibilité à l'éducation et à la recherche. Même dans les services juridiques des établissements d'enseignement, la connaissance et l'expérience en matière d'octroi de licences ouvertes sont très limitées. Les avocats tendent à opter pour

les interprétations les plus restrictives lorsqu'ils donnent des conseils sur les droits d'auteur.

L'expérience démontre sans surprise que les professeurs soutiennent généralement les REL et le LA dès qu'ils en assimilent les concepts et qu'ils voient les possibilités de l'ouverture dans un cadre éducatif (McGreal, 2019). Toutefois, ce soutien ne se traduit pas toujours par des actions concrètes. Le passage de la conscientisation aux applications positives et aux changements des habitudes de travail en faveur de l'ouverture ne découle pas toujours de cette nouvelle prise de conscience. Les administrateurs qui sont en position de promouvoir l'ouverture sont souvent réfractaires au risque et peu disposés à diriger la mise en œuvre des changements visant à l'appuyer. Des efforts étudiants pour favoriser une prise de conscience de l'éducation ouverte ont remporté un certain succès, particulièrement en Alberta, où des étudiants ont lancé des campagnes pour sensibiliser les enseignants au fait que des manuels sous forme de REL pourraient remplacer les éditions commerciales coûteuses.

La sensibilisation devrait mener à des changements culturels au sein du milieu universitaire. Bien que certaines applications des REL et du LA au Canada aient été couronnées de succès sans l'appui de politiques officielles, des politiques en matière d'ouverture peuvent aider à surmonter la résistance, tout en favorisant une prise de conscience pouvant se traduire par des actions en soutien à cette approche. À la suite de l'offensive juridique menée par [Access Copyright](#) contre des établissements d'enseignement postsecondaire, certains administrateurs et enseignants ont pris conscience de la nécessité d'utiliser les REL et le LA afin d'éviter les [tarifs](#) excessifs réclamés par cet organisme pour l'utilisation de contenu commercial. Dans sa décision rendue en avril 2020 dans l'affaire [Université York contre Canadian Copyright Licensing Agency \(Access Copyright\)](#), la Cour d'appel fédérale a statué en faveur

de l'Université York (et, par extension, de tous les établissements d'enseignement postsecondaires canadiens) et a déclaré que les tarifs provisoires ne sont pas obligatoires.

Les [mesures de protection technologiques \(MPT\)](#), également connues sous le nom de mesures de gestion des droits numériques, sont des dispositifs de protection numériques. Les producteurs commerciaux se servent des MPT pour imposer des restrictions sur la façon dont les utilisateurs peuvent accéder à leur application ou à leur contenu, ainsi que l'endroit et le moment où ils peuvent le faire. Les MPT sont installées dans le système d'exploitation des appareils de l'utilisateur afin de permettre aux entreprises de contrôler comment l'application est utilisée. Dans le cas de livres numériques commerciaux, les MPT désactivent habituellement des fonctions importantes (fonction de copie, outils de conversion de texte en parole, possibilité de changer d'ordinateurs et d'utiliser le livre numérique dans un autre pays) en plus de supprimer automatiquement l'application lorsqu'un cours est terminé.

Au Canada et dans d'autres pays, les MPT sont appuyées par une [loi](#) qui empêche les utilisateurs de les contourner. En outre, lorsque les utilisateurs installent l'application commerciale ou le livre numérique, ils doivent cliquer sur le bouton « J'ACCEPTE », qui accorde à l'éditeur l'autorisation légale d'accéder à leur ordinateur à tout moment, pour quelque raison que ce soit, et d'utiliser leurs renseignements personnels. Ils reconnaissent également n'avoir aucun recours, même si l'application ne fonctionne pas. Il leur est également interdit de montrer leur livre numérique à quiconque, ce qui a une incidence grave sur l'apprentissage collaboratif et les échanges dans le cadre des cours.

En raison de ces restrictions techniques et légales, il devient très difficile pour des éducateurs de mobiliser efficacement les connaissances, qu'il

soit question d'éducation ou de recherche, tout en utilisant le contenu commercial restreint. Les MPT et les licences restrictives nuisent à l'innovation et au progrès. En utilisant les REL et le LA, les instructeurs peuvent éviter toutes ces restrictions et utiliser le contenu de façon optimale sans avoir à s'encombrer de restrictions légales et de dispositifs de protection numériques fastidieux. David Wiley (2013) nous rappelle que « l'ouverture est le passe-partout qui déjoue chaque tentative de maîtrise et de verrouillage par les fournisseurs ».

Discussion

En soi, l'ouverture n'est pas novatrice, mais elle peut être vue comme un facteur contributif majeur à la mobilisation des connaissances. Elle a le potentiel de catalyser l'innovation dans le domaine de l'éducation supérieure. L'intégration des REL et du LA aux plateformes technologiques actuelles ne motive pas nécessairement une utilisation créative de la technologie. Toutefois, combinées aux applications libres, les possibilités offertes par les REL et le LA peuvent faciliter l'accès aux connaissances et la collaboration créative. Grâce aux REL et au LA, les utilisateurs ne sont pas assujettis aux restrictions légales et aux MPT associées à l'utilisation du contenu commercial. Comme il n'est pas nécessaire d'obtenir des autorisations des propriétaires des droits d'auteur, les utilisateurs de REL et de documents en LA sont beaucoup plus libres d'innover et peuvent accéder plus efficacement aux connaissances à des fins de recherche et d'éducation.

Les méthodes de création, d'entretien et de mise à jour des REL et des documents en LA doivent garantir que les ressources produites sont ouvertes au processus d'évaluation par les pairs et permettent librement aux étudiants et aux chercheurs de les réutiliser, d'y contribuer et de les améliorer. Les REL sont intrinsèquement modifiables. Il est donc possible

de les adapter et de les mettre à jour en temps réel, ce qui réduit la dépendance à l'égard des calendriers de publication des nouvelles éditions. Bien qu'ils ne soient pas toujours facilement modifiables, les documents en LA sont disponibles gratuitement, ce qui permet aux chercheurs de tabler sur les travaux d'origine qui sont librement accessibles.

Il existe un nombre diversifié et croissant de [référentiels de REL et de LA](#). Il faut apporter davantage d'innovations afin que les référentiels utilisent des normes communes de métadonnées et soient présentés de façon à ce qu'on puisse les consulter et les transférer facilement entre systèmes. Le suivi de la provenance, des modifications, des références et de l'utilisation doit aussi être possible. La capacité éventuelle d'effectuer une recherche à l'échelle de tous les référentiels afin de trouver rapidement des ressources de qualité est une possibilité qui suscite de plus en plus d'intérêt. Il faut repenser la conception et l'architecture des référentiels existants. Cela suppose l'apport du projet *OpenAIRE* de la Commission européenne et des travaux de la *Confederation of Open Access Repositories* (Johnson et Fosci, 2016). Ultiment, les référentiels de REL et de contenu en LA doivent être beaucoup plus conviviaux. Par exemple, l'*OER Knowledge Cloud*, qui sert à héberger des documents et des rapports spécialisés liés aux REL, est un référentiel qui gagne en popularité auprès des chercheurs du domaine.

Conclusion

Les REL et le LA n'entraînent pas uniquement des réductions de coûts. Lorsqu'on y recourt pour le développement curriculaire et qu'on y apporte peu de modifications, les REL peuvent permettre de gagner du temps. On peut tirer profit de nouveaux modes de mobilisation des connaissances, comme la production par les pairs et la création de réseaux, afin de soutenir les échanges aux fins de la recherche

et de la création de cours. Alors que nous continuons de créer des référentiels dans des établissements d'enseignement et dans le nuage, la découvrabilité, la coordination et le regroupement de contenus ouverts continuent de poser un problème majeur qui a une incidence sur l'accessibilité. Néanmoins, l'ouverture peut être un catalyseur puissant pour promouvoir des changements dans la façon dont les professeurs enseignent et effectuent des recherches, transformant les perspectives sur la collaboration et la collégialité à l'intérieur et à l'extérieur des établissements d'enseignement.

De réels bénéfices pour les étudiants, les professeurs, les établissements et la société sont associés à une utilisation accrue des REL et du LA. Les économies réalisées grâce aux REL sont l'avantage le plus évident, mais il y en a de nombreux autres. Les établissements d'enseignement peuvent utiliser des REL et le LA à des fins de marketing, augmentant leur visibilité auprès de nouveaux groupes cibles, particulièrement les travailleurs. Dans le secteur de l'éducation, les REL soutiennent l'apprentissage mixte et en ligne en permettant de réaliser des gains d'efficacité dans le développement curriculaire tout en améliorant la qualité.

Le LA est un enjeu lié à la recherche, et les organismes subventionnaires nationaux jouent déjà un rôle majeur en soutenant la transition au LA pour ce qui est des revues scientifiques et des articles présentés par des chercheurs qui reçoivent du financement du gouvernement fédéral. Le LA peut aussi permettre aux professeurs d'obtenir davantage de reconnaissance pour leurs publications ainsi que des taux de citation plus élevés.

Facteurs à prendre en compte

À la lumière de l'enquête menée auprès d'experts en éducation ouverte, les suggestions suivantes sont soumises pour examen :

1. Devrait-on offrir un accès gratuit aux recherches financées par des fonds publics au moyen d'une licence ouverte?
2. Les établissements d'enseignement devraient-ils jouer un rôle de moteur dans le renforcement des capacités liées à l'éducation ouverte en enseignant leur corps professoral et leurs employés sur les licences ouvertes relatives aux REL et au LA?
3. Les établissements d'enseignement devraient-ils former les enseignants à l'assemblage, à l'adaptation, à la réutilisation et à la conversion des REL?
4. Faut-il envisager des facteurs externes susceptibles de motiver les professeurs, par exemple des incitatifs professionnels et des primes accordées pour l'atteinte d'objectifs de rendement en matière d'éducation ouverte?
5. Devrait-on demander aux professeurs de chercher des REL avant de choisir des ressources commerciales? Cela pourrait être considéré comme une étape essentielle dans l'élaboration de nouveaux cours.
6. Les établissements d'enseignement devraient-ils travailler avec des éditeurs canadiens de contenu éducatif et les gouvernements provinciaux afin d'assurer l'élaboration de contenu numérique de qualité au moyen de licences ouvertes?
7. Faut-il privilégier ou rendre obligatoire l'utilisation des licences Creative Commons – Attribution ou Creative Commons – Attribution – Partage dans les mêmes conditions?
8. Si les éditeurs étrangers ne rendent pas leur contenu existant disponible aux établissements d'enseignement et au public à prix raisonnable, le Canada devrait-il se joindre à d'autres pays dans le mouvement visant à annuler les abonnements à Elsevier?
9. Les établissements d'enseignement devraient-ils accepter qu'on mène des recherches plus poussées sur les REL et le LA afin de déterminer leur efficacité par rapport au coût ainsi que leur incidence sur la réussite en matière d'apprentissage, le maintien en poste, les étudiants et les professeurs?
10. Les établissements d'enseignement devraient-ils considérer que la meilleure approche à adopter pour mieux faire connaître le contenu ouvert est de l'utiliser de façon visible? La sensibilisation représentera alors un enjeu moins important à mesure que les professeurs et les établissements d'enseignement admettront plus généralement les REL et le LA.
11. Les établissements d'enseignement devraient-ils miser davantage sur les influenceurs locaux, en particulier les étudiants, pour la promotion des REL et du LA plutôt que de miser sur des campagnes provinciales ou nationales?
12. Des ententes interprovinciales soutenant les REL constituent-elles des moyens de stimuler l'adoption des REL? Le gouvernement fédéral ne peut jouer qu'un rôle limité dans le soutien des REL, puisque l'éducation est de compétence provinciale.
13. Les organismes subventionnaires de la recherche fédéraux peuvent-ils soutenir vigoureusement le LA et s'opposer aux frais de traitement d'articles prohibitifs que facturent les grands éditeurs?
14. Les établissements d'enseignement peuvent-ils, en consultation avec les professeurs et les étudiants, concevoir des plans d'action visant l'utilisation et l'intégration des REL et du LA et soutenir des politiques en matière de ressources libres? Les ententes collaboratives peuvent être plus efficaces que les méthodes conflictuelles. Des négociations entre les divers intervenants pourraient permettre d'atteindre cet objectif.

15. Peut-on créer de saines structures de gouvernance faisant appel à des bailleurs de fonds et à des décideurs capables de promouvoir des normes et des identifiants améliorés et de faire des investissements stratégiques afin de soutenir une infrastructure de LA cohérente (Johnson & Fosci, 2019)?
16. Les établissements d'enseignement ou les organismes publics peuvent-ils aider à assurer la viabilité financière des services de LA comme *Publica*, le *DOAJ* et *SHERPA RoMEO*?

Limitations

Ce document de réflexion est basé sur les réponses que des experts ont données à une enquête. Les points de vue sont donc ceux des experts qui ont décidé d'y répondre. Le fait qu'il s'agissait d'un questionnaire électronique constitue une limitation, car le chercheur n'avait pas accès aux indices visuels et auditifs présents dans les entrevues orales et vidéo, ce qui restreint sa capacité à comprendre le contexte et les phénomènes situationnels. Les documents consultés étaient aussi limités à ceux disponibles et accessibles en ligne. On peut s'attendre à ce que tous les répondants, y compris l'auteur, en tant qu'experts en éducation ouverte, aient un fort parti pris en faveur de l'ouverture. Il y a des cas dans lesquels le LA peut ne pas être approprié, par exemple pour la sécurité nationale ou la protection de la vie privée, ou encore en présence de risques particuliers liés à la commercialisation et menaçant la propriété intellectuelle. La date d'échéance du rapport a aussi constitué un facteur de limitation, puisque les répondants disposaient d'un temps limité pour répondre au questionnaire.

La liste des répondants qui ont collaboré à la création du présent document se trouve à l'annexe A ci-dessous.

Références

Bastien, H. « Europe Expanded the “No Elsevier Deal” Zone & This Could Change Everything », 30 juillet 2018. Sur Internet : <https://blogs.plos.org/absolutely-maybe/2018/07/30/europe-expanded-the-no-elsevier-deal-zone-this-could-change-everything/>

Flor, A. « Exploring the downside of open knowledge resources: The case of indigenous knowledge systems and practices in the Philippines ». *Open Praxis*, 2013, vol. 5, n° 1, p. 75-80. Sur Internet : <https://www.learntechlib.org/p/130653/>.

Griffiths, R., J. Mislevy, S. Wang, A. Ball et L. Shear. *OER at Scale: The Academic and Economic Outcomes of Achieving the Dream's OER Degree Initiative*, 2020. Sur Internet : <https://www.achievingthedream.org/resource/17993/oer-at-scale-the-academic-and-economic-outcomes-of-achieving-the-dream-s-oer-degree-initiative>

Hilton, J., L. Fischer, D. Wiley et L. William. « Maintaining Momentum Toward Graduation: OER and the Course Throughput Rate ». *The International Review Of Research In Open And Distributed Learning*, 2016, vol. 17, n° 6. Sur Internet : <http://www.irrodl.org/index.php/irrodl/article/view/2686/3967>

Johnson, R. et M. Fosci. *Putting down roots: Securing the future of open-access policies*, janvier 2016. Sur Internet : <https://www.oerknowledgecloud.org/archive/final-KE-Report-V5.1-20JAN2016.pdf>

Khoo, S. « Opinion: Boycotting Elsevier is not enough ». *The Scientist*, 22 octobre 2019. Sur Internet : <https://www.the-scientist.com/news-opinion/opinion--boycotting-elsevier-is-not-enough-66617>

Lewis, C. L. « The Open Access Citation Advantage: Does It Exist and What Does It Mean for Libraries? ». *ital: Information Technology and Libraries*, 26 septembre 2018, vol. 37, n° 3. Sur Internet : <https://doi.org/10.6017/ital.v37i3.10604>

Mikkelsen, K., A. Gillis, T. Ormiston et S. Gerrity. « Indigenous Resurgence through Transformative Land-Based and Educational Technology Infused Courses ». *Travaux de la conférence mondiale sur les moyens et les technologies d'enseignement d'EdMedia* 2016, 2016, p. 470-474. Sur Internet : <https://www.learntechlib.org/p/172989/>

McGreal, R. « A Survey of OER Implementations in 13 Higher Education Institutions » [réimpression adaptée]. *International Review of Research in Open and Distributed Learning*, 2019, vol. 20, n° 5. Sur Internet: doi.org/10.19173/irrodL.v20i5.4577

Piowar H, J. Priem, V. Larivière, J. P. Alperin, L. Matthias, B. Norlander, A. Farley, J. West et S. Haustein. « The State of OA: A large-scale analysis of the prevalence and impact of Open Access articles ». *PeerJ*, 2018. Sur Internet : <https://peerj.com/articles/4375/>

Qureshi, F. « Norway joins the ranks of Germany and Sweden, cancels subscription with Elsevier », 19 mars 2019. Sur Internet : <https://www.editage.com/insights/norway-joins-the-ranks-of-germany-and-sweden-cancels-subscription-with-elsevier>

Saberi, M. et F. Ekhtiyari. « Usage, captures, mentions, social media and citations of LIS highly cited papers: an altmetrics study ». *Performance Measurement and Metrics*, 2019, vol. 20, n° 1, p. 37-47. Sur Internet : <https://www.emerald.com/insight/content/doi/10.1108/PMM-10-2018-0025/full/html>

Schmitt, J. « Can't Disrupt This: Elsevier and the 25.2 Billion Dollar A Year Academic Publishing Business ». *MTAM*, 2015. Sur Internet : <https://medium.com/@jasonschmitt/can-t-disrupt-this-elsevier-and-the-25-2-billion-dollar-a-year-academic-publishing-business-aa3b9618d40a#.qu1t34h9y>

Scholarly Publishing and Academic Resources

Coalition. « Big Deal Cancellation Tracking », sans date. Sur Internet : <https://sparcopen.org/our-work/big-deal-cancellation-tracking/>

Wiley, D. « Openness is the solution », 20 mars 2013. Sur Internet : <https://dongorges.wordpress.com/2014/11/02/david-wiley-blog-posts-from-july-30-2012-to-october-18-2014/amp/>

Annexe A : Liste des experts des REL et du LA consultés

Experts canadiens

Constance Blomgren, docteure en éducation, professeure adjointe, Université Athabasca, Alberta

Amanda Coolidge, directrice, Éducation ouverte, BCcampus, Victoria (Colombie-Britannique)

Stephen Downes, chercheur, Conseil national de recherches Canada

Kirk Perris, docteur en philosophie, conseiller en éducation, Commonwealth of Learning

Paul Stacey, directeur général, Open Education Global, Vancouver (Colombie-Britannique)

Experts étrangers

Tel Amiel, docteur en technologie pédagogique, Chaire UNESCO en éducation ouverte, Université de Brasilia, Brésil

Daniel Burgos, professeur, Chaire UNESCO en cyberapprentissage, Université de Rioja, Espagne

Mpine Makoe, professeure, Chaire Commonwealth of Learning en éducation ouverte, Université d'Afrique du Sud

Wayne Mackintosh, docteur en éducation, Chaire UNESCO/CIED en ressources éducatives libres, directeur, OER Foundation

Jako Olivier, docteur en éducation, Chaire UNESCO en apprentissage multimodal et en ressources éducatives libres, Université NorthWest, Afrique du Sud

Robert Schuwer, docteur en informatique, Chaire UNESCO en éducation ouverte et en son adoption par les enseignants, Université Fontys, Pays-Bas



04

La puissance de la créativité,
du savoir et de l'action dans la
mobilisation des connaissances :
réflexions inspirées par des travaux
internationaux

Rajesh Tandon Budd L. Hall

Cotitulaires¹, Chaire UNESCO en recherche
communautaire et responsabilité sociale
dans l'enseignement supérieur
Université de Victoria, Victoria,
Colombie-Britannique

¹ Nous remercions particulièrement Karen Villeneuve, Isabelle Kim et Michael Matlapeng, mentors du Consortium mondial K4C, Suriani Dzulkifi (Université de Victoria), Prarthana Mitra (PRIA) et Jigme D. Garwang (PRIA), Nandita Bhatt (Martha Farrell Foundation) et Darlene Clover (Université de Victoria) pour leurs contributions.

► Introduction

Il ne nous reste plus qu'une décennie pour réaliser les objectifs ambitieux du Programme 2030 des Nations Unies; d'après certains, ce but ne sera pas atteint. Toutefois, ce programme demeure unique et précieux, car il concerne le Canada et le monde entier.

La création, la mobilisation et l'utilisation de connaissances appropriées pour relever ces défis n'ont jamais été aussi pressantes.

La crise des changements climatiques a une incidence sur la vie des citoyens partout dans le monde, et l'arrivée de la pandémie de COVID-19, qui nuit à la santé et au bien-être de millions de personnes, amplifie considérablement nos défis. La création, la mobilisation et l'utilisation de connaissances appropriées pour relever ces défis n'ont jamais été aussi pressantes. La mobilisation des connaissances à l'appui de la réalisation des objectifs de développement durable passe par un effort concerté et novateur, et ce, dans de nombreux endroits (Hall et al., 2019). Notre Chaire UNESCO a pour objectif de renforcer les capacités de recherche des pays du Sud et des personnes qui travaillent avec les populations marginalisées dans les pays du Nord, y compris de nombreuses populations autochtones, les sans-abri, les plus démunis et les personnes handicapées, dans les champs combinés de la recherche participative communautaire et de la responsabilité sociale dans l'enseignement supérieur. À cette fin, nous faisons des recherches internationales, créons des documents de politique et mobilisons des dizaines de réseaux nationaux et internationaux sur le terrain. Nous travaillons dans un cadre de démocratie axée sur le savoir, un cadre de recherche qui s'appuie sur quatre principes du savoir : 1) la reconnaissance de la multiplicité des épistémologies; 2) la représentation et la mobilisation des connaissances au moyen d'un large éventail de méthodes créatives, ainsi que d'approches universitaires plus classiques; 3) la reconnaissance des connaissances générées à l'échelle locale en tant que composantes essentielles dans les collectivités et les mouvements en faveur du changement; et 4) l'établissement d'un équilibre approprié

entre la reconnaissance des droits des peuples autochtones et d'autres personnes de détenir et contrôler leurs propres connaissances, d'une part, et la responsabilité des chercheurs de partager leurs travaux librement, ouvertement et sans frais pour les utilisateurs potentiels, d'autre part (Hall et Tandon, 2017). Par conséquent, tout ce que nous qualifions de « mobilisation des connaissances » au Canada est intégré à tous les travaux que nous appuyons et dont nous faisons la promotion. De notre point de vue, les travaux de recherche visent à travailler avec des questions et des thèmes qui émanent des bénéficiaires ciblés, et à mobiliser ces personnes afin de renforcer la capacité d'apporter des changements pour améliorer la vie de tout le monde.

Une approche axée sur le lieu pour la recherche et la mobilisation des connaissances

Si nous voulons atteindre les objectifs de développement durable des Nations Unies, il faudra porter une attention à la création de connaissances adaptées aux situations locales, en accordant la priorité aux mesures qui ont une incidence sur la vie quotidienne des gens, dans le contexte du lieu où ils vivent et travaillent. Bien que des plans nationaux et provinciaux visant à atteindre les objectifs de développement durable aient été préparés, ce sont l'établissement de priorités locales et la contextualisation des objectifs de développement durable par les acteurs locaux qui s'imposent pour amplifier les impacts. L'adoption de mesures locales doit découler de la création de solutions mettant à contribution les connaissances locales. Ces dernières peuvent voir le jour si les travaux de recherche sur les objectifs de développement durable sont effectués en collaboration avec des intervenants locaux. « La

pertinence contextuelle et les priorités locales en soi permettront aux gouvernements, aux entreprises et à la société civile à l'échelle locale de fournir des ressources et des efforts en vue d'atteindre ces objectifs de développement durable » (Tandon, 2018). La participation active des intervenants locaux, c'est-à-dire la collectivité, les gouvernements locaux, les entreprises locales, les femmes et les jeunes, à la coproduction et à l'échange de connaissances relativement à ces solutions locales peut être facilitée par leur participation au processus de recherche.

La méthodologie de la recherche participative communautaire facilite la construction concertée de connaissances par l'intermédiaire de partenariats mutuellement respectueux entre les chercheurs ayant reçu une formation reconnue et les intervenants locaux. « La recherche participative communautaire est un projet de collaboration entre les chercheurs et les membres de la collectivité. La recherche participative communautaire vise à démocratiser la création de connaissances en validant de nombreuses sources de connaissances et en faisant la promotion de l'utilisation de plusieurs méthodes de découverte et de diffusion » (Tandon et al., 2016 a). Le recours efficace à la recherche participative communautaire dans la production de solutions exploitant les connaissances locales pour atteindre les objectifs de développement durable peut contribuer à l'apprentissage et aux mesures locales à cet égard. Les étapes du cycle de recherche dans la méthodologie de la recherche participative communautaire sont entreprises conjointement dans le cadre de ces partenariats; par conséquent, la production et la mobilisation des connaissances forment une initiative intégrée et collaborative dans le cadre d'une approche de partenariat. La recherche participative communautaire englobe donc les théories de la démocratie du savoir susmentionnées.

Approches à l'égard de la mobilisation des connaissances

Au cours des dix dernières années, on a porté une attention croissante à la mobilisation des connaissances en tant que responsabilité des chercheurs. Bien qu'une certaine forme de mobilisation des connaissances ait toujours été associée aux recherches universitaires, elle a été, historiquement, largement limitée au partage des résultats entre les universitaires de divers champs disciplinaires et leurs pairs professionnels, au moyen de publications dans des revues spécialisées, de livres et de conférences. Le langage de ce type d'échange de connaissances a été situé dans le discours académique, dans des formats principalement utilisés par les pairs universitaires qui connaissent déjà bien le sujet (Hall et Tandon, 2017).

La version contemporaine de la mobilisation des connaissances prévoit le partage des résultats de la recherche avec d'autres publics, comme les décideurs, la société civile, les entreprises, les acteurs communautaires et les mouvements sociaux. Les lignes directrices publiées par le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) offrent la définition suivante : « La mobilisation des connaissances est une expression générique qui englobe un large éventail d'activités liées à la production et à l'utilisation des résultats de la recherche, notamment, la synthèse, la diffusion, le transfert et les échanges de connaissances, et la création et la production conjointes par les chercheurs et les utilisateurs des connaissances » (CRSH, 2017).

En nous inspirant des approches européennes, nous découvrons le concept de recherche et d'innovation responsable (RRI), qui fait l'objet d'une vaste publicité dans le programme de financement de la recherche Horizon 2020 de l'Union européenne. « La notion de RRI implique l'intégration et l'engagement des acteurs sociétaux (chercheurs, citoyens,

décideurs, entreprises, organisations bénévoles et communautaires, etc.) dans l'ensemble des processus de recherche et d'innovation afin de mieux harmoniser le processus et ses résultats avec les valeurs, les besoins et les attentes de la société » (Commission européenne, 2020). La Commission européenne a créé des mécanismes de financement de la recherche de type « Science avec et pour la société » qui ont appuyé, entre autres stratégies, les boutiques de science en tant qu'outils de recherche menée en partenariat entre les partenaires universitaires et communautaires (Commission européenne, 2016).

Les éléments communs de la plupart des approches de mobilisation des connaissances comprennent : 1) l'échange des connaissances et des résultats de recherche avec les collectivités universitaires et non universitaires; 2) la sensibilisation aux questions abordées dans le cadre de la recherche; 3) le rassemblement des intervenants; 4) le renforcement de la confiance et des capacités d'organisation des groupes marginalisés, afin qu'ils puissent passer à l'action; et 5) l'appui à de nouvelles pratiques et mesures dans les familles, les collectivités et les lieux de travail, et l'influence exercée sur les politiques et la conception des programmes.

Par le passé, on s'entendait sur le fait que la mobilisation des connaissances et la sensibilisation d'autrui, y compris des collectivités universitaires d'étudiants et de chercheurs, étaient des mesures prises après l'achèvement des recherches et l'obtention des résultats. Au sens conventionnel, il s'agit d'une série de mesures qu'entreprennent les chercheurs pour diffuser les conclusions de leurs recherches après la fin du processus de recherche. Les universitaires ont été mis au défi d'envisager d'échanger des connaissances au-delà des revues, des articles de livres, des publications officielles ou des présentations dans des congrès. Le principal objectif de la mobilisation des connaissances dans de

telles circonstances est de partager les résultats de la recherche avec divers intervenants de telle sorte qu'ils peuvent utiliser les conclusions de la recherche et les résultats pour améliorer les recherches, les politiques et la pratique (Hall, 2015).

Du point de vue de la démocratie du savoir, une méthodologie de la recherche participative communautaire considère la mobilisation des connaissances comme une partie intégrante du cycle de recherche, et non comme une réflexion après coup ou un élément indépendant du fait même d'entreprendre la recherche. Selon l'approche de la recherche participative communautaire, les motifs d'entreprendre une recherche sont énoncés clairement en ce qui concerne les changements auxquels la recherche veut contribuer ou ceux qu'elle veut faciliter. La recherche participative communautaire reconnaît que « la transformation sociale en tant que but de la recherche qui a lieu en tant que phénomène d'apprentissage collectif est un thème commun dans différentes conceptualisations du terme » (Israel et al., 1998). La recherche participative communautaire est définie « comme une recherche qui profite aux participants au moyen d'une intervention directe ou qui utilise les résultats pour éclairer des actions en vue d'un changement » (Tandon et al., 2016 a.). Les acteurs locaux – la collectivité, la société civile, les gouvernements locaux et les entreprises – ainsi que les décideurs et les responsables de la mise en œuvre des programmes doivent tirer parti des connaissances provenant de l'expérience des membres de la collectivité pour que les objectifs de développement durable aient de fortes probabilités d'améliorer la vie des gens (Tandon et al., 2016b). La recherche communautaire fait appel à la participation active des membres de la collectivité et des intervenants locaux dans toutes les étapes du processus de

recherche. C'est ce qu'on appelle la construction concertée de connaissances, qui donne lieu à des connaissances adaptées aux situations locales, lesquelles sont nécessaires à l'atteinte des objectifs de développement durable.

Il est donc impératif de comprendre les membres de la collectivité et des milieux de travail, les autres intervenants, leur contexte, leur langue et leur terminologie à l'étape de la planification de la recherche pour qu'il y ait une mobilisation efficace des connaissances et afin d'atteindre les objectifs généraux susmentionnés. Le CRSH a compris au moins une partie de ce mandat, puisqu'il souligne que : « l'échange et l'intégration réciproques et complémentaires de connaissances issues de la recherche parmi les chercheurs, les courtiers de connaissances et les utilisateurs des connaissances – tant dans le milieu universitaire qu'au-delà de celui-ci – de manière potentiellement avantageuse pour les utilisateurs et de manière à créer des impacts bénéfiques au Canada et à l'échelle internationale » (CRSH, 2018).

La créativité et la mobilisation des connaissances en tant que partenaires

Dans cette section, nous donnons plusieurs exemples de la façon dont les approches créatives de la mobilisation des connaissances ont été utilisées dans certaines recherches auxquelles nous avons participé en tant que Chaire UNESCO et dans certaines recherches entreprises avec le consortium mondial *Knowledge-for-Change*, basé dans douze pays. Le consortium mondial *Knowledge-for-Change* est une initiative de la Chaire UNESCO en recherche communautaire et responsabilité sociale dans l'enseignement supérieur. Il vise à renforcer les

capacités d'excellence en recherche mobilisée partout dans le monde. Compte tenu des défis cruciaux qui existent à l'heure actuelle et du désir d'atteindre les objectifs de développement durable, ce programme, avec ses centres de formation établis, a pour objectif de catalyser des solutions au moyen de la construction concertée de connaissances en partenariat avec les collectivités locales (www.unescochair-cbrsr.org).

Nos travaux ont été grandement influencés par Darlene Clover, spécialiste canadienne du féminisme, et par ses travaux de recherche axés sur les arts et les pédagogies féministes (Clover, 2011). D'après Clover, la recherche axée sur les arts permet et exige une réflexion approfondie et de nombreuses constructions de sens au moyen d'un processus à forte intensité de travail. Quelle que soit la portée des renseignements recueillis par les méthodes traditionnelles, comme les entrevues ou les groupes de discussion, ils ne constituent qu'une partie de la façon dont nous pouvons représenter les complexités et les ambiguïtés impliquées dans l'expérience et les façons de savoir. Le symbole, la métaphore, l'ironie et l'imagerie jouent un rôle important dans le raisonnement, l'explication et la compréhension du monde, ce qui permet de nouvelles connexions entre des choses concrètes, comme la disparité salariale entre les sexes, et des choses abstraites, comme la théorie du patriarcat. « Le temps alloué à la création des œuvres d'art et à la réflexion, au partage et aux questionnements devrait être égal », affirme Clover (Clover, 2011). Par conséquent, la diffusion de la recherche, plus particulièrement de la recherche axée sur les arts, doit avoir une valeur stratégique, parce que la communication avec le public sur les questions sociales complexes doit aborder et impliquer plus que le simple transfert de renseignements. Les arts offrent des moyens d'éduquer les participants, les chercheurs et les

étudiants, surtout dans l'éducation féministe des adultes, pour exprimer ce qui ne peut souvent pas être articulé par de simples paroles.

Les expositions d'art, par exemple, sont un moyen efficace de diffuser les résultats de la recherche sous de nouveaux angles, à un plus grand public. En collaborant avec un groupe de sans-abri et de femmes de la rue pendant deux ans, Clover et son équipe ont élaboré des œuvres d'art sur le sujet de la pauvreté qui vont des courtpointes aux collages et aux masques. C'est une question essentielle et polarisante pour la collectivité. À la fin du projet, trois présentations dans trois petites galeries d'art étaient organisées dans le but d'exposer la collectivité aux enjeux dans un environnement « non menaçant ». Plus de 300 personnes, notamment des politiciens, des artistes, des étudiants, des professeurs, des enseignants, des propriétaires, des hommes et femmes sans-abri, des travailleurs sociaux et en développement communautaire, ainsi que des médias, ont assisté aux événements. Clover fait remarquer l'improbabilité d'atteindre cet objectif si les mêmes connaissances (sur les femmes et la pauvreté) avaient été publiées lors d'un exposé académique, et l'improbabilité que des gens issus de divers horizons échangent sur la question si ouvertement sans que les arts soient à l'origine de cette discussion. « [...] les arts touchent les gens, produisent des effets étonnants chez les gens, d'une manière inégalée par d'autres domaines » (Clover, 2011). Les participants au gala ont répondu aux questions posées par Clover et son équipe, notamment ce qu'ils pensaient des hommes sans-abri et des artistes. Le but était de perturber les hypothèses et les présomptions, et d'amener les gens à réfléchir à la manière dont ils stéréotypent et catégorisent.

Récit 1 : Des employées de maison en Inde créent un sari pour faire part de leurs constats sur le harcèlement sexuel en milieu de travail

« Le gardien a dit : "donne-moi de l'amour et je t'offrirai de meilleures possibilités d'emploi" ».

– Une employée de maison à Gurugram, en Inde

Alors que la campagne #MeTooIndia gagnait un certain élan sur les médias sociaux en Inde, de nombreuses histoires jamais racontées et peu connues de harcèlement sexuel auquel les femmes doivent faire face dans le secteur informel ont été révélées. Parmi ces femmes, on compte des employées de maison dans les villes indiennes, qui travaillent derrière des portes closes des ménages privés. La nature invisible et privée des travaux domestiques rend ces femmes très vulnérables au harcèlement sexuel dans leur milieu de travail. Il est nécessaire que les décideurs prêtent attention à la sécurité des milieux de travail pour les travailleuses du secteur informel.

Lors d'une recherche participative menée auprès de 1 518 employées de maison dans le cadre d'un projet à Gurugram, en Inde, des femmes ont raconté leurs récits de harcèlement sexuel et la façon dont cela les affecte, en tant que femmes et employées de maison. L'équipe de projet a utilisé des méthodes de recherche participative axées sur les arts pour aider ces femmes à raconter leurs histoires. L'idée était de confectionner un sari commun : chaque femme pouvait raconter son point de vue ou son histoire au moyen d'images cousues, qui étaient ensuite assemblées. Les travailleuses pouvaient ainsi communiquer leurs récits de harcèlement sexuel sans devoir les raconter à haute voix. Quatorze

femmes ont contribué à cette œuvre d'art. Leurs histoires ont révélé que le harcèlement sexuel, les abus sexuels et la violence faite aux enfants étaient synonymes dans l'esprit de certaines des femmes qui y ont contribué. Certaines ont profité de l'occasion pour écrire ce qu'elles ressentaient par rapport au harcèlement sexuel, tandis que d'autres ont eu recours à la peinture. Une travailleuse a brodé son expérience au point de croix, pour illustrer la tenue qu'elle portait lorsque le grand-père de la maison où elle travaillait lui a dit qu'elle devait porter des vêtements plus courts, puisqu'ils lui vont bien. Il y a deux peintures d'une femme qui pleure dans ses mains à côté d'un homme debout. La majorité des œuvres comportaient une certaine forme d'écriture.

Quelques mois plus tard, ces récits ont été partagés dans le cadre de la campagne #DignityOfMyLabour, lors d'une discussion en groupe dans une librairie, avec un public comprenant des jeunes de la classe moyenne, des intervenants de la société civile, des militants des droits du travail et des membres des syndicats. Le sari a été dévoilé lors de l'événement par une défenseure de l'équité entre les sexes dans le travail domestique, formée dans le cadre du projet. Le sari continue d'être utilisé pour sensibiliser les gens sur la question du harcèlement sexuel chez les employées de maison.



Récit 2 : Des vidéos participatives pour raconter des histoires et passer à l'action au Brésil

L'utilisation de photos, d'affiches et de vidéos comme méthodes de collecte des données et de mobilisation des connaissances est également très prisée dans les projets de recherche liés aux problèmes des travailleurs informels et des collectivités partiellement analphabètes. Notre deuxième récit décrit l'utilisation de la vidéo participative entreprise par une équipe composée de chercheurs de l'Université de Victoria, au Canada et de partenaires locaux à São Paulo, au Brésil, sur la collecte des déchets et le recyclage dans les bidonvilles (Hall, 2015).

Dans le cadre d'un projet participatif de gestion durable des déchets, l'Université de Victoria et l'Université de São Paulo ont collaboré avec des coopératives de recyclage, des gouvernements municipaux et des ONG du Brésil pour appuyer l'organisation des recycleurs informels en renforçant les entreprises coopératives, le microcrédit, la commercialisation collective, les politiques publiques inclusives et la pratique d'une économie solidaire.

L'objectif précis de la recherche participative au moyen de vidéos était de rendre les moyens de subsistance et les capacités de ces recycleurs visibles aux yeux de leurs gouvernements locaux, en améliorant l'accès à la politique publique et en participant davantage aux discussions qui s'y rattachaient. Ce processus révèle des aspects critiques de la recherche axée sur les arts visuels, comme la représentation, le pouvoir et la vulnérabilité, et met en lumière des stratégies de création d'un environnement approprié au moyen d'une approche participative. Il suscite également la réflexion sur les possibilités qu'il renferme et sur les

défis associés aux mesures politiques collectives et aux changements sociaux.

Les ramasseurs de déchets sont l'une des populations les plus démunies et les plus vulnérables au Brésil (et dans le monde en général). L'économie informelle dans laquelle ils travaillent est caractérisée par des travaux peu rémunérés à petite échelle, très exigeants, non réglementés et non enregistrés qui sont souvent effectués par des personnes ou des groupes de familles. Les ramasseurs de déchets sont souvent confrontés à une exclusion sociale et économique sévère, marginalisés et affaiblis, et sans citoyenneté officielle ou voix politique dans le processus décisionnel.

À São Paulo, il y a environ 13 000 ramasseurs et recycleurs, dont environ 8 000 sont organisés en coopératives fournissant de l'emploi, des conditions de travail améliorées et une éducation environnementale accrue. Les principaux problèmes rencontrés par ce secteur sont la pauvreté, la stigmatisation, les risques pour la santé, les accidents, l'exploitation par les intermédiaires et un manque général d'estime de soi. Leurs travaux sont souvent associés à des risques, à des environnements insalubres, à des activités criminelles, à l'itinérance, au chômage, à la pauvreté et au sous-développement.

Bien qu'il contribue de façon significative à la société et à l'environnement, ce secteur est rarement reconnu par le gouvernement et la collectivité en général. L'attitude prépondérante du secteur de gestion des déchets officiel à l'égard du recyclage informel est négative; il le considère comme une arrière-cour, non hygiénique et incompatible de façon générale avec des systèmes de gestion des déchets modernes. Ces points de vue ont tendance à perpétuer la discrimination contre le recycleur informel et mène souvent à des politiques d'exclusion concernant ce secteur dans la gestion des déchets solides.



Avant la production

Une série de trois ateliers a été mise en œuvre en 2008 dans le but de renforcer les capacités des recycleurs des coopératives quant à l'utilisation de la technologie multimédia en tant que stratégie visant à améliorer les occasions de réseautage communautaire, à stimuler la sensibilisation et les études des programmes de recyclage, et par le fait même, à contribuer à la croissance personnelle et collective. La réflexion et le débat collectifs ont été facilités dans les groupes de discussion utilisant des techniques axées sur les arts, par exemple le fait de dessiner et de cartographier pour réfléchir à de grands thèmes importants pour les participants. Les thèmes qui en sont ressortis portaient généralement sur la santé au travail, la validation et la reconnaissance des services, la durabilité

environnementale et l'éducation, l'égalité entre les sexes, la coopérative et le développement des entreprises, etc. Après l'atelier sur les thèmes, les groupes ont préparé la séquence de leurs récits en utilisant des scénarimages, qui décrivaient chaque scène et rôle. Chaque scénario de vidéo était unique; toutefois, trois grands thèmes étaient toujours présents : 1) la reconnaissance des capacités des *catadore/as* (nom portugais des hommes et des femmes qui recueillent des matériaux recyclés dans les rues) à fournir des services collectifs de porte à porte, 2) le besoin de soutien public, et 3) la rémunération des travaux effectués par les *catadore/as*.

Production

Les groupes se sont ensuite séparés, se sont partagé les caméras, le cas échéant, et ont filmé plus de 100

heures d'images en tout. Ils ont rempli une grille avec des détails sur les images filmées (pour les aider à modifier conjointement les scènes plus tard). Ils ont été encouragés à tirer de grandes quantités d'images et à garder la coupe, le séquençement et la continuité pour plus tard, à l'étape du montage, un élément important de la formation sur la vidéo participative. Les groupes ont ensuite décidé qui dirigerait, jouerait un rôle, filmerait et poserait des questions. Dans la majorité des cas, chaque personne a eu la possibilité d'essayer chaque rôle. La production a eu lieu à divers endroits, principalement dans chacune des coopératives et des collectivités environnantes. Les clips comprenaient des entrevues avec d'autres membres des coopératives et des propriétaires de résidences et d'entreprises et, dans de nombreux cas, ils comprenaient l'accompagnement des *catadore/as* dans leur travail quotidien, qui consiste à recueillir des matériaux, à les traiter et à travailler avec les entreprises.

Après la production

La visualisation de la séquence vidéo est un aspect important du projet de vidéo participatif. Les participants peuvent alors examiner ce qu'ils ont filmé et ce que les autres ont filmé et, au cours de ce processus, se faire une nouvelle idée des enjeux, qui feront l'objet d'autres tournages. La visualisation du contenu, à mesure que le projet progresse, est au cœur du projet de vidéo participatif. Cette démarche ouvre des canaux de communication à l'échelle locale, fait la promotion du dialogue et de la discussion, et permet de lancer un échange d'idées dynamique sur les façons de résoudre les problèmes. Outre la visualisation des clips sélectionnés à partir des travaux de chaque groupe, des copies complètes de toutes les images brutes ont été distribuées à chaque groupe. Durant la phase de postproduction, les groupes ont eu l'occasion de voir à plusieurs reprises les images et les commentaires. Après avoir consacré des mois à l'édition collaborative,

notre équipe de recherche communautaire a pris des dispositions pour rencontrer les groupes et tenir des séances de rétroaction. Cette mesure a permis aux groupes de voir la séquence de clips, avec de la musique et des titres, et d'apporter de derniers changements à la vidéo. L'achèvement de tout le processus de modification et de publication des quatre dernières vidéos a pris environ 12 mois.

La mobilisation des connaissances et son impact

Après avoir été produites et approuvées de façon consensuelle, les vidéos ont été présentées à des intervenants clés. Des discussions ont eu lieu sur la façon d'utiliser les vidéos pendant les réunions, sur qui serait présent à celles-ci, sur les résultats potentiels et sur les stratégies visant à évaluer l'efficacité des vidéos participatives en vue d'apporter des changements politiques. Une méthodologie a été élaborée conjointement et des questions d'entrevue ouvertes ont été préparées pour les groupes de discussion. Trois groupes de discussion dans trois régions métropolitaines du Brésil ont été organisés. Des dirigeants des coopératives, des représentants de municipalités et des représentants du gouvernement, provenant de différents ministères, y compris ceux du bien-être social, du développement économique et des services environnementaux et même un maire ont participé aux groupes de discussion.

Dans les trois études de cas, les représentants du gouvernement ont suggéré l'utilisation des vidéos en tant qu'outils pour communiquer avec d'autres ministères du gouvernement, le secteur des affaires et les programmes de sensibilisation du public. Dans l'ensemble, les réponses du gouvernement aux vidéos étaient positives et sympathiques, malgré certains défis associés aux programmes politiques et à la bureaucratie (p. ex. : contraintes budgétaires dans la fourniture de soutien aux coopératives).

Récit 3 : Des immigrantes utilisent la création parlée (du type *spoken word*) à Toronto

Les immigrantes de la ville de Toronto ont de la difficulté à accéder aux services de base; les recherches précédentes, entreprises sans leur participation active, n'ont pas permis de cerner les principaux enjeux de manière appropriée. Une équipe de recherche locale dirigée par le Centre of Learning and Development, un organisme communautaire, a entrepris un projet de recherche participatif qui utilisait des méthodes axées sur les arts.

En 2019, les femmes formées dans le cadre de l'Immigrant Women Integration Program (IWIP) ont présenté des constats liés à leurs besoins par l'entremise d'une étude qu'elles ont planifiée et réalisée elles-mêmes. Elles ont présenté leurs constats, qui portaient sur leurs besoins et sur la durabilité, à l'hôtel de ville de Toronto. Mahlikah Awe:ri, une artiste de création parlée primée, a agi à titre de formatrice sur la méthodologie axée sur les arts.

Le public était formé de membres de la collectivité, d'organismes environnementaux sans but lucratif et de membres du conseil municipal. Plus de 70 personnes ont assisté à l'événement. Le public a indiqué à l'IWIP qu'il avait été impressionné par les talents d'oratrices des participantes. Le public s'est senti interpellé par le contenu de la présentation parce que les présentatrices étaient elles-mêmes des femmes provenant de la communauté. Les participantes à la formation de l'IWIP ont eu la possibilité de créer un espace sûr pour tenir des discussions au moyen de conversations modérées. Elles ont pu nouer des liens avec les organes de changement dans la ville. Elles ont communiqué avec des représentants de la ville, qui leur ont recommandé des subventions communautaires auxquelles elles étaient admissibles.

Les coordonnateurs de projet ont indiqué qu'il était très bénéfique que la formation ait été donnée par une artiste de la création parlée, qui pouvait aider les participantes à rédiger leurs présentations sous une forme analogue au récit et les aider à intégrer des éléments visuels et d'autres formes d'art à leur présentation.

Récit 4 : Assemblées citoyennes et engagement communautaire à l'égard de la santé en Afrique du Sud

Dans la province de Free State, en Afrique du Sud, une étude réalisée en partenariat entre une université locale et le ministère de la Santé a été entreprise pour comprendre comment les collectivités peuvent assumer une plus grande responsabilité en matière de santé. Un projet de recherche-action participatif a été mené de façon collaborative avec des travailleurs de la santé locaux, des membres de la collectivité et des universitaires. Le défi consistait à communiquer les renseignements recueillis au moyen de la recherche à une communauté environnante beaucoup plus vaste. La participation a été organisée au moyen d'une plateforme d'apprentissage collaborative rurale, dans les collectivités de Trompsburg et de Springfontein, dans le district de Xhariep, dans la province de Free State, en Afrique du Sud. Le projet de recherche participatif a mobilisé des agents de santé communautaires, des étudiants à la Faculté des sciences de la santé de l'Université du Free State et des organismes de soutien en matière de santé qui travaillent sur la prévention du VIH et du SIDA.

Le public visé comprenait d'autres membres des collectivités de Trompsburg et de Springfontein, des travailleurs et des représentants du gouvernement régional et local, des travailleurs des soins de santé communautaire des cliniques locales et d'autres étudiants et chercheurs de l'université.

L'approche de mobilisation des connaissances qu'ils ont choisie consistait à créer une foire de la santé dans le centre communautaire local. Les résultats de l'étude ont été présentés par ceux et celles qui ont participé à l'étude au moyen d'une série de stands, d'expositions, d'affiches et de discussions informelles. Les problèmes de santé couverts comprenaient le diabète, la tuberculose, l'hypertension, les troubles de l'alimentation, et l'assainissement et l'eau potable. L'intention était de sensibiliser les gens à ce que les membres de la collectivité pouvaient faire eux-mêmes pour améliorer leur propre santé.

Tout ce qui a découlé de la plateforme d'apprentissage collaborative rurale axée sur un processus d'apprentissage par l'action, de la recherche participative avec un grand nombre d'intervenants et de la foire de santé, en tant que stratégies de mobilisation des connaissances, a entraîné des répercussions considérables. Ces stratégies ont accru la sensibilisation aux problèmes de santé et de mieux-être locaux et aux expériences vécues de tous les partenaires dans le partenariat communauté-université. Elles ont permis la création conjointe des connaissances requises pour que la communauté prenne possession de divers aspects de la responsabilité en matière de santé. Elles ont entraîné la création de groupes de soutien à l'apprentissage dans divers domaines de risque pour la santé. C'était donc un moyen efficace de mobiliser toute une collectivité pour relever les défis liés aux soins de santé. Ces stratégies ont également généré des données utiles pour le ministère de la Santé et du Développement social. Enfin, tous les partenaires concernés ont appris comment et pourquoi utiliser la recherche participative communautaire.

Conclusions

Notre engagement auprès de chercheurs qui mènent des études axées sur l'action, l'endroit

et la communauté, par l'entremise de notre Chaire UNESCO en recherche communautaire et responsabilité sociale dans l'enseignement supérieur, donne lieu à un vaste programme de recherches et d'activités de mobilisation des connaissances, issues d'une variété de contextes, dont nous pouvons nous inspirer. Il y a plusieurs leçons à tirer de nos travaux à ce jour.

Premièrement, il est essentiel de comprendre que la mobilisation des connaissances n'est qu'un élément dans un cadre de la démocratie du savoir plus large. Il y a des risques lorsqu'on tente d'envisager la mobilisation des connaissances comme une entité indépendante ou qui peut être prévue hors des autres dimensions de la création et de l'utilisation des connaissances pour favoriser l'action ou le changement.

Deuxièmement, la recherche participative communautaire offre une approche unique de la construction, de la conservation et de la collecte des connaissances adaptées aux situations locales, qui intègrent la réflexion sur la mobilisation des connaissances dès le début des travaux avec la population.

Troisièmement, chose évidente, mais étonnamment rare, il est crucial que la recherche participative communautaire, et la mobilisation des connaissances qui y est intégrée, fassent participer les chercheurs, les membres de la collectivité (avec leurs connaissances concrètes des luttes et de la survie), ainsi que les décideurs et d'autres intervenants, pour que le changement réel puisse se produire.

Et enfin, après plusieurs années de recherche transformatrice et de mobilisation, nous sommes convaincus de la puissance des arts; pour représenter les connaissances, pour partager les connaissances, pour lier les connaissances cognitives et affectives, pour le cœur et pour l'espoir.

Références

Clover, D. (2011). « Successes and Challenges of Feminist Arts-based Participatory methodologies with homeless/street-involved women in Victoria », *Action Research*, 9(1), 12-26.

Commission européenne (2016). *Science with and for Society, Work Programme 2016-17*, (https://ec.europa.eu/research/participants/data/ref/h2020/wp/2016_2017/main/h2020-wp1617-swfs_en.pdf).

Commission européenne (2020). *Responsible Research and Innovation*. (<https://ec.europa.eu/programmes/horizon2020/en/h2020-section/responsible-research-innovation#Article>)

Hall B. L., Tandon R. et Tremblay C., (2015). « *Strengthening Community University Research Partnerships: Global Perspectives* ». Victoria et New Delhi : Université de Victoria et PRIA.

Hall, B. L. et Tandon, R. (2017), « Decolonization of knowledge, epistemicide, participatory research and higher education » in *Research for All*, Vol 1 No 1 pp 6-19.

Hall, B. L. et Tandon, R., (2019). « *Knowledge democracy: Opening our doors to all knowledge systems* », Humanistic Futures of Learning, UNESCO

CRSH, 2018, (<https://www.sshrc-crsh.gc.ca/funding-financement/programs-programmes/definitions-fra.aspx>)

CRSH, 2017, (https://www.sshrc-crsh.gc.ca/funding-financement/policies-politiques/knowledge_mobilisation-mobilisation_des_connaissances-fra.aspx#a1)

Tandon R., Hall B. L., Lepore W. et Singh W. (2016 a). « *Knowledge and Engagement: Building Capacity for the Next Generation of Community Based Researchers* ».

Tandon R., Singh W., Clover D. et Hall B. L. (2016 b). « *Knowledge Democracy and Excellence in Engagement* », IDS Bulletin.

Tandon R. (2018). « *Societal Engagement in Higher Education: Pathways to SDGs* », Sustainable Development Goals: Actors & Implementation – A Report from the International Conference, GUNi (http://www.guninetwork.org/files/guni_sdgs_report.pdf)

UNESCO Chair CBR-SR (http://unescochair-cbrsr.org/pdf/K4C_flyerMay2018_new.pdf)

The background of the slide is an abstract composition of various shades of gray and black, featuring sharp, angular geometric shapes that resemble folded paper or crystalline structures. A solid blue rectangular overlay covers the bottom right portion of the image, serving as a background for the text.

05

Connaissances insulaires :
construire une communauté
d'îles par la mobilisation des
connaissances

James E. Randall Laurie Brinklow Marlene Chapman

Chaire UNESCO en études insulaires et durabilité,
Université de l'Île-du-Prince-Édouard, Charlottetown,
Île-du-Prince-Édouard

► Résumé

Le présent document part de l'hypothèse selon laquelle les îles font partie intégrante de la géographie, de l'histoire et de l'identité canadiennes et que la mobilisation des connaissances sur les îles est trop souvent négligée ou mal comprise.

Ces connaissances informelles et situationnelles sont souvent combinées à des connaissances formelles et théoriques afin d'accroître la résilience par des moyens qui peuvent être appliqués plus largement dans différents contextes.

Il donne un aperçu des types de connaissances reliées aux îles sur le territoire canadien et à proximité, des caractéristiques et de la circulation de ces connaissances ainsi que des défis qui y sont associés. Ce faisant, il vise à susciter un dialogue sur la manière dont la mobilisation des connaissances insulaires nous aide à relever les grands défis auxquels sont confrontées nos îles ainsi que la société en général. Les observations donnent à penser que si la plupart des connaissances insulaires sont informelles et sous-évaluées, elles sont primordiales au maintien de communautés insulaires viables. Ces connaissances informelles et situationnelles sont souvent combinées à des connaissances formelles et théoriques afin d'accroître la résilience par des moyens qui peuvent être appliqués plus largement dans différents contextes. Ce document recommande que davantage d'efforts soient déployés pour étendre et renforcer les réseaux insulaires afin que les ressources et les histoires soient partagées et que la formation sur la valeur de la mobilisation informelle des connaissances soit améliorée. Il recommande aussi aux gouvernements de réduire les coûts de transport des îliens, de renforcer la gouvernance locale et d'examiner les politiques et programmes dans une perspective insulaire avant de les adopter.

Contexte et objectifs

Le Canada est une nation d'îles qui font partie de notre passé et de notre présent économique, culturel et environnemental. Non seulement le Canada compte plus d'îles que tout autre pays, mais

il possède également le plus long littoral au monde (Ronström, 2013; Suthren, 2009). On retrouve, sur le territoire canadien, des milliers d'îles le long de nos côtes atlantique et pacifique, la plus grande île d'eau douce du monde (l'île Manitoulin), des dizaines de milliers d'îles dans le système des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent, une des plus grandes îles urbaines (Montréal) et plus de 36 000 îles dans l'Arctique canadien (Sitwell, 2006). Ce sont des lieux de vulnérabilité et de résilience, de désespoir et de créativité (Hay, 2013). Bien que délimités par leur géographie, les îliens partagent souvent le sentiment d'être géographiquement et psychologiquement séparés du reste du continent et que cette séparation a une incidence sur leurs moyens de subsistance, leurs institutions, leur identité, leur capacité à accéder au savoir et à le communiquer, ainsi que leur insularité (Lowenthal, 2007).

De la même manière que les îles sont physiquement séparées du continent, le savoir insulaire peut également être difficile à transmettre aux autres communautés insulaires et aux utilisateurs publics, privés, à but non lucratif, universitaires et communautaires de ce savoir. Ce document donne un aperçu des types de connaissances produites au sujet des îles sur le territoire canadien et à proximité ainsi que des caractéristiques et de la circulation de ces connaissances. Il fournit également une perspective de première main des défis auxquels sont confrontées les communautés et les organisations insulaires qui veulent mobiliser ces connaissances. L'objectif de ce document est de fournir des informations aux fins d'un dialogue sur la manière dont la mobilisation des connaissances insulaires nous aide à relever les principaux défis auxquels nos îles sont confrontées et à tirer des enseignements pour la société en général.

Survol de la mobilisation des connaissances dans la littérature

La mobilisation des connaissances en général

Les définitions de la mobilisation des connaissances sont nombreuses et nuancées. Au cœur de chacune d'elles se trouve l'idée selon laquelle la recherche doit être transformée en actions au sein de la communauté et, ce faisant, bénéficier aux utilisateurs de ces connaissances et à la société en général (Bennet et coll., 2007; Hall, Walsh, Greenwood et Vodden, 2016; Heisler, Beckie et Markey, 2019; Réseau Impact Recherche Canada, 2019; Conseil de recherches en sciences humaines, 2019). Bien que la mobilisation des connaissances soit le terme le plus souvent utilisé au Canada, la terminologie pour désigner le fait de convertir la recherche en actions varie considérablement, et on parle aussi de transfert, de diffusion, d'application, d'adaptation et d'échange des connaissances. On observe également une tendance à l'adoption d'approches de plus en plus réciproques qui s'inscrivent dans la mobilisation des connaissances, dont l'engagement communautaire, de l'érudition engagée, de la coproduction et de la recherche communautaire (Bennet et coll., 2007; Hall et coll., 2016; Heisler, Beckie et Markey, 2019; Schuetze et Inman, 2010; Réseau Impact Recherche, 2019). Heisler et ses collaborateurs (2019) distinguent l'engagement de la mobilisation, affirmant que l'engagement est axé sur l'échange de connaissances tandis que la mobilisation comprend la participation du public, un langage accessible et l'utilisation d'un ensemble de stratégies et d'outils de communication, dont les médias sociaux, l'infographie, les brochures, les images, les récits, les balados et bien plus encore.

La mobilisation des connaissances dans le contexte des petites îles

Partout sur la planète, les petites régions rurales et éloignées ont toujours été transformées par des forces qui échappent à leur contrôle, telles que la mondialisation, le néolibéralisme et les changements climatiques (Vodden, Douglas, Markey, Minnes et Reimer, 2015). Alors que toutes les communautés et nations sont confrontées à des menaces en raison du développement non durable, nombre d'études donnent à penser que les petites îles sont relativement plus vulnérables à ces menaces (Briguglio, 1995; Foley, 2018). Elles sont ainsi victimes des circonstances et ont souvent été jugées en fonction de ce qui leur manque (Baldacchino, 2007; Gough, Bayliss-Smith, Connell et Mertz, 2010). Récemment, dans la foulée des travaux précurseurs d'Epeli Hau'ofa (1998, 1994) en Océanie, une idéologie compensatoire a émergé parmi les chercheurs et les îliens. Selon cette école de pensée, si les îles présentent des caractéristiques qui les rendent vulnérables, leurs habitants possèdent des connaissances et des compétences considérables qui les rendent, eux et les îles où ils habitent, plus résilients que ce que le discours dominant (colonial) nous a laissé croire (Baldacchino, 2008; Malm, 2007; Ratter, 2018). Ces caractéristiques comprennent une agilité économique et politique, des réseaux sociaux denses et cohérents, un profond attachement au lieu, à l'environnement et à la mer, et des relations solides avec les lieux et les peuples avoisinants (Campbell, 2009; Kelman et Khan, 2013). Toujours selon cette vision, les îliens seraient des producteurs et des détenteurs de connaissances plutôt que des sujets de recherche. Le présent document soutient que ces caractéristiques sont associées, à la fois positivement et négativement, aux types de connaissances créées et mobilisées sur les îles ainsi qu'à leurs caractéristiques.

Les îles ont parfois été considérées comme des laboratoires insulaires vivants, des versions réduites et simplifiées d'environnements plus vastes qui permettent d'analyser des phénomènes naturels et sociaux. Dans cette optique, les îliens sont des spécimens plutôt que des acteurs ou des agents (Gillespie, 2007). Bien que séduisant par sa simplicité, ce lieu commun comporte des défauts conceptuels et empiriques. Quel que soit leur emplacement, les îles peuvent être parmi les lieux les plus connectés du monde, et la multiplicité de leurs liens avec le monde extérieur constitue une caractéristique déterminante des sociétés insulaires (Baldacchino, 2007; Gaini et Neilson, 2020; Stratford, 2003). En outre, bien qu'il existe une incroyable et parfois déconcertante diversité de sociétés et d'écosystèmes dans les îles du monde (Gillis et Lowenthal, 2007; Hay, 2013), les habitants des petites îles partagent souvent un ensemble commun d'expériences, de valeurs et de liens avec leur environnement. L'adjectif « petit » est intentionnellement défini de manière subjective. Comme le mentionne Péron (2004), une île est « [...] assez petite pour que ses habitants aient la conscience permanente d'être sur une île » (p. 114). Cette « insularité » peut transcender la culture locale, le temps et l'espace (Conkling, 2007). Si les lieux sont des recueils de récits au sein des géométries de pouvoir plus larges de l'espace (Massey, 2005), et que toutes les connaissances sont spatiales (Turnbull, 1997), alors la présence et le rôle de l'eau dans la vie des îliens et leur perception de la frontière entre l'eau et la terre ont une influence sur leurs connaissances. Les îles sont peut-être en effet des dépositaires de nouveautés et des sites d'action (Baldacchino, 2007), des caractéristiques qui ont des implications bien précises pour la mobilisation des connaissances (Baldacchino et Veenendaal, 2018).

Les connaissances traditionnelles et autochtones sont souvent déterminantes pour définir les communautés insulaires et maintenir leur résilience en réponse aux événements extérieurs. La capacité des îliens à anticiper et à réduire les risques, à résister aux dangers naturels et aux événements extrêmes et à vivre durablement en utilisant les connaissances traditionnelles en dépit de la mondialisation et de la modernisation a été largement documentée, en particulier sur les îles d'Océanie (Campbell, 2009; Clarke, 1990; Cohen et Foale, 2011; Malm 2001; Weir, Dovey et Orcherton 2016). Les mêmes mécanismes s'appliquent aux insulaires confrontés aux impacts de la météo et des changements climatiques (Lefale, 2010). Les recherches ont également démontré que les îliens de certaines régions intègrent les connaissances et pratiques traditionnelles et locales à la science et à la technologie occidentales dans une optique de durabilité accrue (Finucane et Keener, 2015; Hiwasaki, Luna et Shaw, 2014; Kelman et Khan, 2013; Lauer et coll., 2013). Il existe de nombreux autres exemples où les connaissances traditionnelles, la gestion coutumière des ressources, un leadership compétent et des institutions sociales se combinent aux observations et aux modèles scientifiques pour créer une plus grande résilience climatique et maintenir la biodiversité (McMillen et coll., 2014). L'idée qu'il est possible d'apprendre des contextes locaux, et que l'espace, les relations spatiales et les structures de pouvoir sont intégrés dans la production de connaissances peut rendre les îles particulièrement importantes pour tous les lieux confrontés à des défis écologiques, sociaux et économiques (Petzold et Ratter, 2019).

Méthodologie

Rédigé sous la conduite de l'Institute of Island Studies de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard, ce document de réflexion est basé sur

une approche mixte (Cresswell et Clark, 2017; Tashakkori et Teddlie, 2010). Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, nous avons résumé la littérature évaluée par les pairs portant sur la mobilisation des connaissances en général, ainsi que sur la mobilisation des connaissances au sujet des petites îles. Cette dernière recherche a été replacée dans le contexte des caractéristiques souvent associées aux petites îles. Ensuite, faisant appel au réseau de praticiens et d'universitaires participant à la production et à la diffusion des connaissances dans le domaine des études insulaires, y compris ceux qui sont affiliés à des organisations gouvernementales et à but non lucratif et ceux qui travaillent dans les universités, nous avons organisé une série d'entrevues individuelles et trois groupes de discussion virtuels. Grosso modo, les groupes de discussion représentaient la côte atlantique (y compris la Nouvelle-Angleterre), les îles d'eau douce des Grands Lacs et de la voie maritime du Saint-Laurent ainsi que les îles de la côte pacifique. Plusieurs participants de régions américaines avoisinantes ont participé aux groupes de discussion. Compte tenu des délais serrés, nous n'avons pas pu inclure les habitants des îles de l'Arctique dans ce projet. Il s'agit d'une lacune qui devra être comblée dans le cadre d'engagements et de recherches futurs. Nous avons posé les grandes questions suivantes aux participants aux groupes de discussion : 1) Quels types de connaissances concernant votre île vous ou votre organisation produisez-vous et comment sont-elles mobilisées ou diffusées? 2) Quels sont les publics visés par ces connaissances? 3) Quels sont les défis que vous rencontrez pour communiquer ces connaissances à vos publics cibles? Enfin, le projet de document a été diffusé à un public international beaucoup plus large et a été révisé sur la base des commentaires de 52 participants.

Analyse

Les types de connaissances

Il existe un large éventail de connaissances produites, selon les personnes qui les produisent et les lieux où elles se trouvent. Le premier type de connaissances est plutôt théorique ou conceptuel. Par exemple, les établissements universitaires produisent des études basées sur la recherche, ou elles peuvent collecter et interpréter des données qui sont rendues accessibles par un laboratoire d'analyse (par exemple, le laboratoire d'analyse régional de l'Université Memorial ou la série de données statistiques annuelles de l'Island Institute du Maine, interprétées à l'échelle d'îles spécifiques). Les produits de ces connaissances sont des rapports, des livres, du matériel audiovisuel, des balados ou des billets de blogue. Les études peuvent prendre la forme de valeurs officielles ou d'exercices de repérage des ressources pour identifier et établir des priorités propres à l'espace. Les connaissances peuvent également être résumées sous forme d'inventaires : des espèces, des écosystèmes, de l'hydrologie ou des connaissances sur le climat.

Ensuite, il y a des connaissances procédurales, comme celles sur le fonctionnement des communautés ou les types de politiques qui pourraient s'avérer nécessaires. Par exemple, la Bay of Islands Community Association sur l'île Manitoulin produit un bulletin en ligne intitulé *Resilient Manitoulin* pour renseigner les gens sur les questions progressistes. L'hebdomadaire numérique et imprimé *Manitoulin Expositor*, avec une bannière qui annonce « Publié chaque semaine sur la plus grande île d'eau douce du monde », offre des nouvelles locales essentielles et critiques, y compris les plus récentes annonces de santé publique sur l'évolution de la pandémie de COVID-19 sur l'île. La page Facebook des habitants de l'île Pelée est utilisée pour recueillir des informations auprès des résidents et des

visiteurs sur le service de traversier, les festivals de musique et le tourisme en général. Ces informations peuvent ensuite servir à la recherche de financement ou à l'élaboration de politiques.

Enfin, il y a les connaissances situationnelles, informelles ou tacites qui sont générées au sein de la communauté, soit le type de savoir avec lequel nous vivons et que nous utilisons au quotidien. Ces connaissances sont le plus souvent transmises verbalement. Elles concernent des expériences partagées ou des faits tenus pour acquis. Un participant a fait remarquer qu'il s'agit du « type de connaissances qui sont souvent cachées et se transmettent de génération en génération, comme la manière de réparer un filet ou de fabriquer des casiers à homards ». Il peut aussi s'agir de connaissances sur les moyens de « réutiliser les choses » dans un souci de praticité et en faisant preuve de créativité et de talent insulaire. Ce savoir comprend les connaissances culturelles et artistiques partagées au sein de la communauté ou de la famille. La transmission de l'art du violoneux ou de motifs de courtpointe au fil des générations et dans le respect des traditions en est un exemple. Bien que souvent écartées par les universitaires et les décideurs des gouvernements centraux, ces formes de connaissances sont peut-être les plus courantes et les plus importantes, puisqu'elles façonnent la vie des îles.

Comment les connaissances sont-elles transmises?

Pour les chercheurs et les universitaires, les connaissances sont transmises dans les salles de classe par le biais de l'enseignement, soit en face à face, en ligne ou sur d'autres plateformes d'apprentissage. Les chercheurs comptent généralement sur les publications pour diffuser leurs découvertes, qu'il s'agisse de revues ou de livres scientifiques, ou encore de publications ou

de magazines spécialisés. Par exemple, l'Island Studies Press de l'Institute of Island Studies de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard publie des ouvrages savants destinés à un public populaire. Les universitaires peuvent présenter leurs travaux dans des conférences, traditionnellement à d'autres universitaires, mais plus fréquemment à des publics mixtes composés de décideurs politiques, de praticiens, d'ONG, de groupes communautaires et de membres du grand public. Un participant a déclaré qu'au lieu d'un « appel à contributions », les organisateurs de conférences font circuler un « appel à témoignages ». De cette manière, les décideurs politiques, les praticiens, les ONG, les groupes communautaires et le grand public savent que leurs connaissances sont tout aussi pertinentes que celles produites par les universitaires. Ces rencontres deviennent ainsi un échange de connaissances à double sens (voire plus). L'apprentissage par les pairs est également crucial. Comme l'a dit un participant, « les gens sont beaucoup plus réceptifs à l'apprentissage entre pairs qu'aux universitaires qui leur disent comment faire les choses ». Même l'utilisation de l'expression « mobilisation des connaissances » crée un fossé qui marginalise, intentionnellement ou non, les membres de ces communautés. L'un des participants de la côte Pacifique a fait remarquer que les étudiants de son établissement sont exposés à la fois au savoir traditionnel autochtone et au savoir scientifique. Ainsi, toutes les communautés et toutes les perspectives sont entendues. Le blogue [Islands Revival](#), en Écosse, est un bon exemple. Il présente des témoignages d'un revirement de situation démographique sur les petites îles, des témoignages qui se sont avérés plus exacts et plus influents que les données démographiques nationales.

Les établissements insulaires diffusent également leurs résultats de recherche de plusieurs manières, notamment par le biais de :

- Séances sur les politiques avec le gouvernement;
- Forums publics pour les décideurs politiques et le grand public;
- Séries de conférences;
- Médias traditionnels (presse écrite et audiovisuelle) ou publication de leurs propres journaux ou bulletins d'information; sites Web, balados et blogues;
- Médias sociaux (par exemple, Facebook, Twitter, Instagram);
- Téléconférences, assemblées annuelles en personne, courrier électronique, échanges sur Zoom ou Slack;
- Webinaires;
- Séances de formation;
- Réseaux de collaboration où ils servent d'agents de liaison et de porte-parole.

Les canaux informels de transmission des connaissances sont particulièrement importants sur les petites îles. Plusieurs participants ont évoqué l'importance du traversier comme lieu et temps pour échanger au quotidien les connaissances tacites « nécessaires » entre résidents. Les traversiers ont aussi un rôle à jouer en tant que porte d'entrée en transmettant des informations aux touristes sous forme de brochures et de publicités. D'autres ont mentionné l'importance des interactions à l'arène ou au restaurant local, des babillards des épiceries locales ou des marchés fermiers, des bulletins d'information imprimés et numériques, des médias sociaux et des sites Web, ainsi que des récits oraux entendus à la maison, par hasard ou lors de rencontres régulières dans la communauté,

ou encore à l'occasion de festivals de contes.

D'autres encore ont évoqué l'importance des chefs communautaires informels (pas nécessairement les dirigeants élus) qui semblent toujours savoir ce qui se passe dans la communauté et qui sont les courroies de transmission de connaissances, qu'il s'agisse de savoir quand auront lieu les funérailles d'une personne ou qui a besoin d'un chauffeur pour se rendre à un rendez-vous médical.

Les assemblées publiques locales étaient également des moyens importants de transmettre des connaissances, tout comme les concerts et les soirées dansantes, les expositions d'artistes et d'artisans locaux, les lancements de livres publiés localement, les festivals musicaux et culinaires, et les activités expérientielles comme la pêche des coques, la pêche en haute mer ou la chasse à la dinde et au faisan. Les veillées funéraires, les activités de financement et les soupers communautaires étaient d'importants lieux culturels et géographiques de transmission des connaissances. Bien que nombre de ces modes traditionnels de transmission des connaissances restent essentiels sur les petites îles, les moteurs de recherche sur Internet tels que Google et les plateformes de médias sociaux comme Facebook sont devenus des moyens de plus en plus importants pour accéder à des connaissances et les échanger. Comme l'a déclaré un participant : « L'insularité a été transformée par la facilité d'accès, et les îliens sont devenus plus conventionnels ».

Les publics visés par les connaissances

Les publics auxquels s'adressent les connaissances dépendent à nouveau de la personne qui les produit et du lieu où elles sont produites. Les publics comprennent les responsables et les décideurs gouvernementaux, les élus, les administrateurs des villes, les partenaires industriels, les ONG, les étudiants et le grand public, qui peut comprendre à la fois les habitants et les non-habitants de l'île,

soit « ceux qui rêvent de devenir îliens ». Les publics comprennent aussi les visiteurs, car beaucoup de ces îles dépendent du tourisme.

Nous devons également nous rappeler qu'il existe un échange mutuel entre l'université et la communauté, et que la cocréation de connaissances est souvent un objectif de la recherche ou de la production de connaissances. L'objectif d'un établissement insulaire en particulier est « de diffuser le savoir universitaire et d'intégrer le savoir communautaire » en servant de conduit plutôt que de générateur (c'est-à-dire en favorisant le mouvement des connaissances dans les deux sens plutôt que dans un seul sens). Le mandat d'un autre établissement est de « servir de pont entre l'université et la communauté ». Il y a ensuite les consommateurs des produits créés, tels que les acheteurs de livres sur les îles ainsi qu'à l'extérieur, les abonnés aux bulletins d'information, les lecteurs, les observateurs, les auditeurs et les participants sur les médias sociaux, où il s'agit souvent d'une communication à double sens.

Les défis de la mobilisation des connaissances

Le manque de ressources a souvent été cité comme un défi pour la mobilisation des connaissances dans les communautés insulaires. Ces ressources peuvent être monétaires. Par exemple, certaines îles ne perçoivent pas leurs propres taxes, et il peut être difficile de convaincre les administrations continentales ou les résidents saisonniers d'investir de l'argent ou des infrastructures pour une population insulaire plus petite. Même les îles qui étaient autrefois riches en capital social et culturel constatent que l'offre de ces ressources humaines n'est pas infinie. Cela est d'autant plus vrai que les jeunes îliens aspirent à faire des études ou à travailler ailleurs et que la population insulaire vieillit. Par conséquent, il reste moins de personnes pour effectuer le travail rémunéré et encore moins

pour faire du bénévolat. Les personnes qui restent finissent donc par porter de nombreux chapeaux et s'épuiser en raison d'une surcharge de travail.

Sur beaucoup d'îles, un petit groupe de personnes peut assumer plusieurs rôles, tandis que de nombreuses autres contribuent peu au bien-être social de la communauté (par exemple, les visiteurs et les propriétaires de chalets saisonniers qui laissent leurs maisons vacantes une grande partie de l'année). En effet, les fluctuations saisonnières des publics (estivants, propriétaires de résidences secondaires, résidents à l'année) entraînent des attentes différentes et des froids entre les groupes, c'est-à-dire de la tension insulaire/extérieur. « Dans une petite communauté où tout le monde se connaît, il y en a toujours quelques-uns qui ne sont pas d'accord et avec qui il est difficile de travailler. C'est ainsi dans la plupart des petites communautés, mais quand vous les mettez sur une île, ce phénomène est amplifié », a remarqué un participant. Les communautés très unies peuvent être des lieux de commérage; et parfois, des informations erronées circulent localement. Cette tension entre îliens et gens de l'extérieur se voit amplifiée par la pandémie actuelle de COVID-19.

L'idée de savoir à qui appartiennent les connaissances, qui participe au processus et qui a accès au savoir peut également constituer un défi. Cela peut être d'autant plus pertinent lorsqu'il s'agit du savoir autochtone, ou des connaissances et des attentes des résidents permanents par rapport aux résidents saisonniers. Comme l'a déclaré un participant, « les îliens de longue date ont des connaissances différentes de celles des nouveaux arrivants, qui pourraient vouloir changer l'île pour en faire ce qu'ils veulent ». Un autre participant a fait remarquer que les connaissances sont si souvent expérientielles, étant ancrées dans la communauté et l'environnement locaux, que la transmission de ces connaissances en ligne et l'utilisation des médias

sociaux peuvent ne pas fournir une compréhension complète et adaptée au lieu, en particulier en raison du manque d'accès à Internet haute vitesse. Le défi consiste alors à mobiliser les connaissances de manière efficace et efficiente pour soutenir les priorités des îliens, dont beaucoup sont négligées au profit des priorités concurrentes des visiteurs.

Dans certains cas, la langue et la culture peuvent être un enjeu, les minorités et les communautés autochtones ayant le sentiment d'être marginalisées sur leur propre île. Le manque de communication entre les groupes peut être un défi, en particulier lorsqu'il s'agit de construire et de maintenir la cohésion sociale ou de rivaliser pour des ressources limitées.

Les défis à relever en matière de mobilisation des connaissances sur les îles comprennent notamment la nécessité de convaincre les décideurs du continent de la valeur et de la légitimité des connaissances informelles, en particulier lorsqu'il existe une dynamique de pouvoir île/continent ou rural/urbain. Les connaissances informelles et situationnelles sont souvent perçues par les décideurs politiques comme manquant de crédibilité par rapport aux données quantifiables. Au sein de la communauté insulaire, il peut y avoir un certain scepticisme envers les résidents ou les experts arrivés de l'extérieur. « Je suis très sensible au fait que dès qu'une personne se positionne comme "l'expert gouvernemental venu du continent", elle ne sera plus invitée à revenir. Notre devise informelle est "pour les îliens, par les îliens" », a déclaré un participant. En même temps, l'adaptation de connaissances extérieures pour résoudre les problèmes des îles (tels que les changements climatiques ou les logements abordables) peut ne pas être efficace; tout se joue sur une échelle différente sur une île. Un îlien a fait remarquer : « Nous sommes à la pointe du progrès et c'est en grande partie épuisant pour nous. Nous n'avons pas d'exemples tout prêts à citer pour un

public insulaire». En ce qui concerne la planification du tourisme, Stoddart et coll. (2020) qualifient certains de ces défis de «lacunes en matière de collaboration».

Mobiliser les gens pour qu'ils agissent sur la base des connaissances produites peut s'avérer un défi, surtout si un sentiment d'apathie s'est installé. Selon un représentant d'une organisation insulaire, «présenter les données et les résultats de la bonne manière, afin qu'ils trouvent un écho auprès des gens et qu'ils en retirent un bénéfice pour eux-mêmes, peut être un défi». Cela est particulièrement important lorsque les connaissances sont informelles. «Nous avons tendance à faire abstraction de la nature transitoire du savoir. Il est tout aussi important d'avoir ces conversations autour d'un café chez Tim Hortons. Elles sont parfois plus efficaces que les modes de communication universitaires», a affirmé un autre participant.

Discussion

Les connaissances produites sur les îles par les îliens sont souvent exclues parce qu'elles sont en grande partie informelles et verbales, ou ne sont pas destinées à être diffusées à des publics extérieurs. Cela ne rend pas ces connaissances moins importantes que les connaissances «classiques» publiées par les universitaires ou converties en politiques par les ministères. En fait, parce qu'il est ancré dans le contexte local tout en tirant profit des technologies modernes (lorsque cela est approprié), le savoir insulaire a permis à ces communautés insulaires de devenir encore plus résistantes aux pressions extérieures au fil des siècles. Des exemples sur diverses îles ont démontré que les connaissances locales ont toujours été essentielles pour mieux comprendre comment maintenir des écosystèmes et des réseaux sociaux sains, s'adapter aux changements climatiques, créer des occasions

économiques et favoriser le bien-être. Perdre, ignorer ou dénigrer ces connaissances rend ces communautés plus vulnérables et passe sous silence des leçons et des stratégies essentielles qui ont de la valeur pour d'autres communautés.

Du point de vue d'un observateur externe, la mobilisation des connaissances sur les îles peut être considérée comme plus longue et difficile à déchiffrer (Young et Waterhouse, 2015). Cependant, du point de vue d'un îlien, il n'est pas du tout difficile de rassembler les connaissances locales puisqu'elles existent tout autour de nous. Inversement, les connaissances du continent ne sont pas toujours applicables aux petites îles. Les approches génériques ou prescriptives s'avèrent généralement inefficaces dans ces contextes (Lowe, 2015). Les gouvernements, les décideurs politiques et les nouveaux arrivants qui pensent pouvoir transférer leurs stratégies, leurs politiques et leurs attentes dans un environnement insulaire et obtenir les mêmes résultats sont généralement mal informés ou mal orientés. Même s'ils ont accès à des informations locales, celles-ci peuvent être jugées non pertinentes.

Comme nous l'avons déjà indiqué, la mobilisation des connaissances sur les îles est également entravée par le manque de ressources. Ce problème ne se limite pas à un simple manque de fonds. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont souvent inadaptées pour répondre aux besoins économiques et sociaux des communautés insulaires éloignées, peu peuplées et ayant de petites économies d'échelle. Cette situation est souvent aggravée par la nature des liaisons de transport vers le continent, y compris les services de traversier, la prise de décision non locale conduisant à un service sporadique et coûteux qui ne reflète pas les besoins locaux. Toutes ces caractéristiques de la vie insulaire font qu'il est difficile d'attirer et de retenir les entreprises et une main-d'œuvre qualifiée, ainsi que de diffuser des informations qui permettent

une prestation de services efficace et optimale aux habitants et aux visiteurs. Il y a souvent trop peu de personnel rémunéré et de bénévoles disponibles pour s'engager et fournir les services publics et sociaux dont la plupart des communautés ont besoin pour se maintenir. Les insulaires peuvent se targuer d'un taux de bénévolat et de participation civique parmi les plus élevés. Cependant, si les mêmes personnes sont constamment appelées à se porter volontaires, cela conduit à de l'épuisement et à des tensions. Cette situation est aggravée dans les communautés ayant une faible population à longueur d'année et où les estivants et les touristes peuvent avoir des attentes qui dépassent la capacité des secteurs bénévole et rémunéré.

La nature des économies et de la mobilité insulaires façonne la diffusion des connaissances. Si certaines connaissances sont transmises aux parties prenantes externes grâce à des conférences, à des recherches publiées et aux plateformes de médias sociaux, les vecteurs de transmission des connaissances se présentent le plus souvent sous les formes suivantes :

- 1) les touristes et les estivants qui visitent les îles;
- 2) les nouveaux arrivants ou « ceux venus de loin » qui s'installent sur les îles et
- 3) les îliens qui partent puis reviennent avec de nouvelles idées, de nouvelles compétences et de l'argent. Tous ces groupes peuvent être perçus avec une certaine ambivalence, voire de la suspicion par ceux qui ont toujours vécu sur l'île. Bien que certains îliens apprécient les avantages économiques que leur apportent les gens venus d'ailleurs, ils s'inquiètent toujours de la façon dont ces nouvelles idées et valeurs risquent de changer leur propre mode de vie et celui de leurs enfants. Par conséquent, les objectifs principaux des établissements insulaires doivent être d'éduquer les visiteurs sur la culture et la géographie insulaire locale, de renseigner les nouveaux venus sur le mode de vie insulaire, mais aussi d'informer les îliens sur la valeur des connaissances de l'extérieur, en particulier

celles provenant d'autres îles. Il ne faut pas oublier dans cette discussion les résidents qui s'installent sur des îles plus tard dans leur vie, embrassant et appréciant des éléments de la vie insulaire d'une façon qui n'est pas exprimée par les résidents nés sur les îles.

Recommandations et prochaines étapes

La mobilisation des connaissances prend différentes formes selon les îles. Par conséquent, les recommandations suivantes ne seront pas toutes applicables de la même manière à toutes les îles et à toutes les parties prenantes. Elles peuvent toutefois servir de point de départ pour un engagement et une discussion plus approfondis.

Pour les organismes de financement et les organisations insulaires

1. Développez des réseaux insulaires pour l'échange de connaissances : Une « approche insulaire » du développement durable doit être adoptée par les décideurs. Par conséquent, plutôt que d'imposer des stratégies continentales aux îles sans tenir compte du contexte culturel local, il faut créer et promouvoir des structures de gouvernance, des TIC et des mécanismes de mise en réseau de la recherche qui permettent de tisser des liens entre les décideurs de différentes îles afin qu'ils puissent échanger des solutions « insulaires » à des défis similaires. Bien qu'il n'y ait aucune garantie qu'une stratégie élaborée sur une île réussisse automatiquement ailleurs, les réseaux d'échanges insulaires doivent être plus solides et plus complets. Deux exemples européens peuvent servir de modèles utiles : la Commission des îles de la Conférence des régions périphériques maritimes et la Fédération des petites îles européennes. À Hawaii, le Marine

Climate Corps, affilié à l'Université d'Hawaii, a mis en place des réseaux de connaissances locaux qui renforcent la confiance entre les communautés et les établissements de recherche.

2. Soutenez les mécanismes informels de mobilisation des connaissances : Reconnaissez le rôle et la valeur des connaissances informelles, traditionnelles et autochtones qui ont toujours été essentielles au bien-être des îliens, et adoptez et opérationnalisez ces connaissances en les associant, lorsqu'il est approprié de le faire, aux technologies modernes pour amplifier cette diffusion. L'importance de la mobilisation des connaissances informelles et de l'apprentissage basé sur le lieu pour répondre aux besoins des communautés insulaires doit être enseignée dans les écoles, les universités et les ministères gouvernementaux, et être reflétée dans les critères d'évaluation des subventions de recherche et des contrats gouvernementaux. En ce qui concerne les programmes de recherche, il convient de travailler davantage sur l'accès des décideurs politiques et des bailleurs de fonds à des connaissances insulaires situationnelles. Si les connaissances situationnelles, qu'elles soient autochtones ou de nature informelle ou traditionnelle, améliorent la vie des îliens, comment surmonter les obstacles à la valorisation et à l'opérationnalisation de ces connaissances sous forme de programmes et de services qui servent au mieux les communautés?

Pour les gouvernements

1. Réduisez les frais de déplacement et de communication des îliens : Les îliens sont souvent confrontés à des frais de déplacement plus élevés, ce qui les désavantage par rapport aux communautés continentales similaires et crée un obstacle à la diffusion des connaissances. Par exemple, l'Île-du-Prince-Édouard est la seule province canadienne où tout le monde doit payer pour sortir de l'île. Par conséquent, un nombre croissant de gouvernements

ont offert des tarifs réduits aux îliens voyageant par traversier, par pont ou par avion entre les îles ou à destination et en provenance du continent (par exemple, les archipels des Orcades et des Shetland en Écosse, les îles croates, les îles Canaries en Espagne, les îles suédoises, les îles danoises ou sont appliqués des tarifs routiers équivalents). Au Canada, les gouvernements fédéral et provinciaux semblent réticents à adopter des politiques similaires. Des recherches supplémentaires sur les impacts des coûts élevés des transports et des communications sur les petites communautés insulaires doivent être menées, et les administrations locales devraient examiner les modèles utilisés ailleurs et faire pression sur les ordres supérieurs de gouvernement pour qu'ils adoptent des politiques semblables.

2. Renforcez la gouvernance locale : Les communautés se méfient des experts externes qui viennent leur dire ce qu'elles doivent faire. Cependant, elles ont souvent besoin d'un soutien technique et en capital humain pour que leurs priorités puissent être entendues et mises en œuvre, et pour renforcer les capacités au niveau local. Elles apprécient également les experts qui sont sensibles aux besoins et aux contextes des îles. Selon un des principes de la mobilisation des connaissances communautaire, c'est la communauté qui décide du programme de recherche. Cela signifie que les ordres de gouvernement les plus élevés devraient fournir ces soutiens, tout en prenant ensuite du recul pour permettre à la communauté locale d'exprimer sa volonté. De petits montants de financement de démarrage, combinés à l'accès à de la formation et aux efforts rémunérés et non rémunérés des îliens, peuvent grandement contribuer à résoudre les problèmes locaux et à fournir des modèles à suivre pour d'autres communautés. Le centre Leslie-Harris de l'Université Memorial de Terre-Neuve est un excellent exemple d'une organisation insulaire qui suit cette approche. Le programme

Fragile Communities en Islande donne également aux communautés locales un plus grand pouvoir de décision (Kokorsch et Benediktsson, 2018).

3. Adoptez une perspective insulaire des politiques : On peut tirer de nombreuses leçons sur l'autonomisation des petites îles en tournant le regard vers l'Union européenne. Par exemple, l'Écosse et la Croatie ont officiellement adopté une perspective « insulaire » pour toutes leurs politiques et leurs lois. Cela signifie qu'avant d'être promulgué, tout nouveau texte législatif doit être examiné en fonction des répercussions qu'il aura sur les îles dans leurs domaines d'application respectifs. Sur les îles grecques de la mer Égée, le gouvernement national a reconnu la situation particulière des îles et mis sur pied le programme ASTERIAS pour améliorer les services publics insulaires (Karkatsoulis et Moustakatou, 2002). Sur chaque île, il a créé des bureaux du citoyen dotés de personnel local. Ces lieux servent de points de service uniques pour tous les besoins des îliens en matière de services publics. Il leur a également fourni un service Internet gratuit. Bien que nous devions être prudents quant à la surbureaucratization de ce processus, les autorités d'Amérique du Nord pourraient souhaiter adopter l'esprit, sinon la formulation et la structure de ces lois et politiques. Il est important que cette approche centrée sur les îles soit liée à la recommandation précédente visant à renforcer la gouvernance locale. Une approche axée sur une « perspective insulaire », mais mise en œuvre par des analystes de politiques du centre/continent perpétue le problème puisqu'elle impose des politiques aux îles au lieu de favoriser des politiques conçues avec ou par elles.

Dernières réflexions

Pour la plupart des gens, les îles ne revêtent une importance qu'au moment de prendre leur retraite ou d'organiser un voyage pour les prochaines vacances annuelles. Même dans ces cas, les images véhiculées

par l'industrie du tourisme créent des perceptions idéalisées des îles et des îliens. De même, comme une grande partie du savoir insulaire est informel, il peut être exclu des politiques et de la formation. En laissant une place égale au savoir insulaire et aux autres formes de savoir, nous pouvons parvenir à une meilleure compréhension des peuples et des lieux insulaires.

Ce document a bénéficié de la contribution de 52 participants et examinateurs du Canada et du monde entier, témoignant de l'esprit si souvent associé aux îliens : une volonté de mettre à contribution et de partager leurs connaissances malgré les difficultés liées à l'actuelle pandémie de COVID-19 dans leurs foyers, leurs lieux de travail et leurs communautés. Nous les remercions pour leur contribution.

Références

- Baldacchino, G.** « Introducing a world of islands », dans G. Baldacchino (Éd.), *A world of islands*, Charlottetown, Î.-P.-É., Island Studies Press, 2007, p. 1-29.
- Baldacchino, G.** « Studying islands: on whose terms? Some epistemological and methodological challenges to the pursuit of island studies », *Island Studies Journal*, vol. 3, n° 1 (2008), p. 37-56.
- Baldacchino, G., et W. Veenendaal,** « Society and community », dans G. Baldacchino (Éd.), *The Routledge international handbook of island studies: A world of islands*, Londres, Routledge, 2018, p. 339-352.
- Bennet, A., D. Bennet, K. Fafard, M. Fonda, T. Lomond, L. Messier et N. Vaugeois.** *Knowledge mobilization in the social sciences and humanities*, Frost, WV, Mqi Press, 2007.
- Briguglio, L.** « Small island developing states and their economic vulnerabilities », *World Development*, vol. 23, n° 9 (1995), p. 1615-1632.

Campbell, J. « Islandness: Vulnerability and resilience in Oceania », *Shima*, vol. 3, n° 1 (2009), p. 85–97.

Clarke, W. C. « Learning from the past: Traditional knowledge and sustainable development », *The Contemporary Pacific*, vol. 2, n° 1 (1990), p. 233–253.

Cohen, P. et S. Foale. « Fishing taboos: Securing Pacific fisheries for the future », *SPC Traditional Marine Resource Management and Knowledge Information Bulletin*, n° 28 (2011), p. 3–13.

Conkling, P. « On islanders and islandness », *The Geographical Review*, vol. 97, n° 2 (2007), p. 191–201. Sur Internet : <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1111/j.1931-0846.2007.tb00398.x>

Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH). *Lignes directrices pour une mobilisation des connaissances efficace*, gouvernement du Canada, 17 juin 2019. Sur Internet : https://www.sshrc-crsh.gc.ca/funding-financement/policies-politiques/knowledge/mobilisation-mobilisation_des_connaissances-fra.aspx

Creswell, J. W., et V. L. P. Clark. *Designing and conducting mixed methods research*, Thousand Oaks, États-Unis, Sage Publications, 2017.

Finucane, M. I., et V. W. Keener, « Understanding the climate-sensitive decisions and information needs of island communities », *Journal of the Indian Ocean Region*, vol. 11, n° 1 (2015), p. 110–120.

Foley, A. M. « Climate impact assessment and “islandness” : Challenges and opportunities of knowledge production and decision-making for small island developing states », *International Journal of Climate Change Strategies and Management*, vol. 10, n° 2 (2018), p. 289–302.

Gaini, F., et H. P. Nielsen (Éd.) *Gender and island communities*, Londres, Routledge, 2020.

Gillespie, R. G. « Oceanic islands: Models of diversity », dans S. A. Levin (Éd.), *Encyclopedia of Biodiversity*, Amsterdam, Elsevier, 2007, p. 1–13.

Gillis, J. R., et D. Lowenthal. « Introduction », *The Geographical Review*, vol. 97, n° 2 (2007), p. iii–iv.

Gough, K. V., T. Bayliss-Smith, J. Connell et O.

Mertz. « Small island sustainability in the Pacific: Introduction to the special issue », *Singapore Journal of Tropical Geography*, n° 31 (2010), p. 1–9. Sur Internet : <https://doi.org/10.1111/j.1467-9493.2010.00382.x>

Hall, H. M., J. Walsh, R. Greenwood et Vodden, K. « Advancing innovation in Newfoundland and Labrador: Insights for knowledge mobilization and university-community engagement », *Journal of Community Engagement and Scholarship*, vol. 9, n° 1 (2016), p. 4.

Hau’ofa, E. « Our sea of islands », *The Contemporary Pacific*, vol. 6, n° 1 (1994), p. 148–161, 1994. Sur Internet : <http://hdl.handle.net/10125/12960>

Hau’ofa, E. « The ocean in us », *The Contemporary Pacific*, vol. 10, n° 2 (1998), p. 391–410. Sur Internet : <http://hdl.handle.net/10125/13234>

Hay, P. « What the sea portends: A reconsideration of contested island tropes », *Island Studies Journal*, vol. 8, n° 2 (2013), p. 209–232.

Heisler, K., M. Beckie et S. Markey. « Expectations and realities of engaged scholarship: Evaluating a social economy collaborative research partnership », *Journal of Community Engagement and Scholarship*, vol. 4, n° 1 (2019), p. 4.

Hiwasaki, L., E. Luna et R. Shaw. « Process for integrating local and indigenous knowledge with science for hydro-meteorological disaster risk reduction and climate change adaptation in coastal and small island communities », *International Journal of Disaster Risk Reduction*, vol. 10 (A) (2014), p. 15–27.

Karkatsoulis, P., et V. Moustakatou. « Coping with ‘islandness’: Providing services to the citizens of the Greek islands through the “ASTERIS” programme », dans T. Bovaird, E. Löffler et S. Parrado-Díez (Éd.), *Developing local governance networks in Europe*, Baden-Baden, Nomos, 2002, p. 197–215.

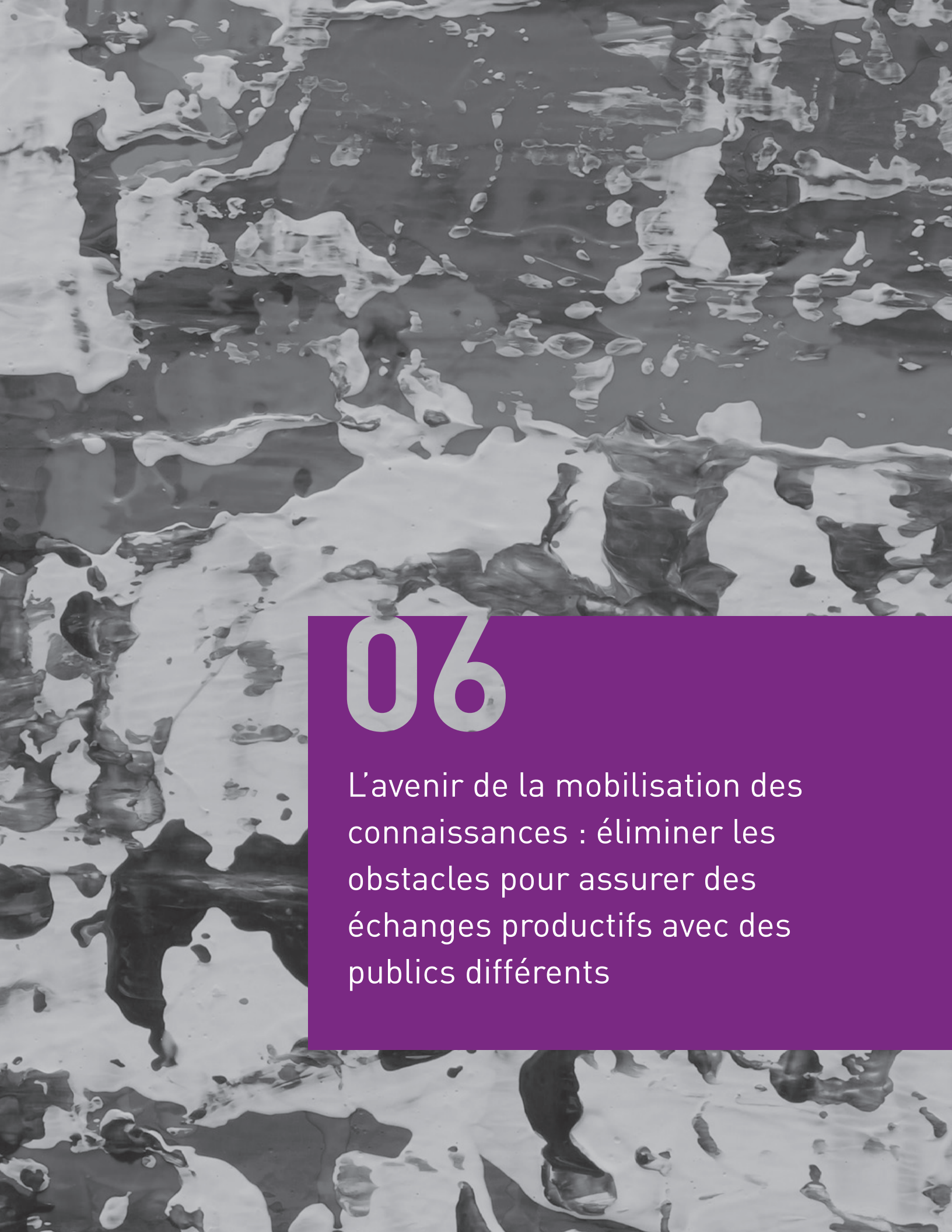
- Kelman, I., et S. Khan.** « Progressive climate change and disasters: Island perspectives », *Natural Hazards*, vol. 69, n° 1 (2013), p. 1131–1136.
- Kokorsch, M. et K. Benediktsson.** « Where have all the people gone? The limits of resilience in coastal communities », *Norsk Geografisk Tidsskrift-Norwegian Journal of Geography*, vol. 72, n° 2 (2018), p. 97–114.
- Lauer, M., S. Albert, S. Aswani, B. S. Halpern, L. Campanella et D. La Rose.** « Globalization, Pacific islands, and the paradox of resilience », *Global Environmental Change*, vol. 23, no 1 (2013), p. 40–50.
- Lefale, P. F.** « Ua 'afa le Aso Stormy weather today: Traditional ecological knowledge of weather and climate. The Samoa experience », *Climatic change*, vol. 100, n° 2 (2010), p. 317–335.
- Lowe, M. E.** « Localized practices and globalized futures: Challenges for Alaska coastal community youth », *Maritime Studies*, vol. 14, n° 1 (2015), p. 6.
- Lowenthal, D.** « Islands, lovers, and others », *Geographical Review*, vol. 97, n° 2 (2007), p. 202–229.
- Malm, T.** « The tragedy of the commoners: The decline of the customary marine tenure system of Tonga », *SPC Traditional Marine Resource Management and Knowledge Information Bulletin*, no 13 (2001) p. 3–13.
- Malm, T.** « No island is an 'island': Some perspectives on human ecology and development in Oceania », dans C. L. Crumley et A. Hornborg (Éd.), *The world system and the earth system: Global socioenvironmental change and sustainability since the Neolithic account*, Londres, Routledge, 2007, p. 268–279.
- Massey, D.** *For space*. Londres, Sage, 2005.
- Mcmillen, H. L., T. Ticktin, A. Friedlander, S. D. Jupiter, R. Thaman, J. Campbell, J. Veitayaki, T. Giambelluca, S. Nihmei, E. Rupeni et coll.** « Small islands, valuable insights: Systems of customary resource use and resilience to climate change in the Pacific », *Ecology and Society*, vol. 19, n° 4 (2014), p. 44.
- Péron, F.** « The contemporary lure of the island », *Tijdschrift voor economische en sociale geografie*, vol. 95, n° 3 (2004), p. 326–339.
- Petzold, J., et B. Ratter.** « More than just SIDS: Local solutions for global problems on small islands », *Island Studies Journal*, vol. 14, n° 1 (2019), p. 3–8.
- Ratter, B. M.** « Island vulnerability and resilience », dans B. Ratter, *Geography of Small Islands*, Cham, Suisse, Springer, 2018, p. 173–199.
- Réseau impact recherche Canada.** *Mobilisation des connaissances*, 26 juillet 2019. Sur Internet: <http://researchimpact.ca/fr/mobilisation-des-connaissances/>
- Ronström, O.** « Finding their place: Islands as locus and focus », *Cultural Geographies*, vol. 20, n° 2 (2013), p. 153–165.
- Schuetze, H., et P. Inman.** (Éd.) *The community engagement and service mission of universities*, Leicester, Royaume-Uni, Institut national d'éducation permanente pour adultes, 2010.
- Sitwell, O. F. G.** « Île », dans *l'Encyclopédie canadienne*, 2006. Sur Internet : <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/island>
- Stoddart, M. C., G. Catano, H. Ramos, K. Vodden, B. Lowery et L. Butters.** « Collaboration gaps and regional tourism networks in rural coastal communities », *Journal of Sustainable Tourism*, vol. 28, n° 4 (2020), p. 625–645.
- Stratford, E.** « Flows and boundaries: Small island discourses and the challenge of sustainability, community and local environments », *Local Environment*, vol. 8, n° 5 (2003), p. 495–499.
- Suthren, V.** *The Island of Canada: How three oceans shaped our nation*, Toronto, Thomas Allen Publishers, 2009.
- Tashakkori, A., et C. Teddlie** (Éd.). *Sage handbook of mixed methods in social et behavioral research*, Thousand Oaks, Sage, 2010.

Turnbull, D. « Reframing science and other local knowledge traditions », *Futures*, vol. 29, n° 6 (1997), p. 551–562.

Vodden, K., D. J. Douglas, S. Markey, S. Minnes et B. Reimer (Éd.). *The theory, practice and potential of regional development: The case of Canada*, Londres, Routledge, 2019.

Weir, T., L. Dovey Et D. Orcherton. « Social and cultural issues raised by climate change in Pacific island countries: An overview », *Regional Environmental Change*, vol. 17, n° 4 (2016), p. 1017–1028.

Young, W., Et D. Waterhouse. *Knowledge translation plan*, Victoria, Colombie-Britannique, Island Health, 2015. Sur Internet : <https://www.islandhealth.ca/sites/default/files/2018-05/island-health-knowledge-translation-plan.pdf>



06

L'avenir de la mobilisation des connaissances : éliminer les obstacles pour assurer des échanges productifs avec des publics différents

Liette Vasseur Jocelyn Baker

Chaire UNESCO sur la viabilité des
communautés : du local au global
Université Brock, St. Catharines, Ontario

Contributions

Université Brock : Colin Rose; Allison Glazebrook; Lissa Paul;
Michael Armstrong; Dan Dakin; Lauryn Carrick.

Université de l'Île-du-Prince-Édouard : Don Desserud; Omeasoo
Wahpasi; Gary Evans; Jim Randall; Laurie Brinklow.

Université Wilfrid Laurier : Alison Blay-Palmer; Amanda Di Battista;
Jonathan Crush; Alistair D. Edgar; Caroline Franklin; Bryce Gunson;
Karli Imhoff Malcher; Sean Lockwood; Madeline Loughheed; Cherie
Mongeon; Shawna Reibling; Andrew Spring; Nick Skinner.

Médias : Jim Day, *The Guardian*; Paul MacNeill, *The Eastern Graphic*
et *The West Prince Graphic*; Allison O'Brien, anciennement de *The*
Cadre, journal étudiant de l'UPEI; Dave Atkinson, journaliste à la
pige; Angus Scott, *Star Metroland Media*; Doug Draper, *Niagara at*
Large et anciennement le *St. Catharines Standard*; Jack Custers,
YourTV (Cogeco); Melinda Cheevers, *Niagara This Week*; Penny Coles,
Niagara Local; Kevin Nielsen, *Global News*; Catherine Thompson,
Waterloo Region Record; Steven Howard, *CBC Radio*.

► Résumé

La mobilisation des connaissances (MC) est une composante importante qui devrait être incluse dans tous les efforts de recherche pour veiller à ce que les résultats et l'information se rendent à des publics non universitaires.

Dans le cadre de cette recherche, nous nous sommes également penchés sur les pistes de solution pour communiquer le travail des chercheurs aux intervenants non universitaires, au public et aux médias, et ce, de manière efficace et en temps opportun.

L'objet du présent document de réflexion était d'examiner l'état actuel de la MC dans les universités et de cerner les forces, les faiblesses et les trajectoires futures de la MC. Les points de vue des chercheurs universitaires, du personnel de communication dans les universités, et des médias publics ont été examinés afin de définir les possibilités d'accroître l'efficacité de la MC. Dans le cadre de cette recherche, nous nous sommes également penchés sur les pistes de solution pour communiquer le travail des chercheurs aux intervenants non universitaires, au public et aux médias, et ce, de manière efficace et en temps opportun. Nos conclusions laissent entendre qu'il existe de nombreuses possibilités d'améliorer la MC à l'intérieur des universités canadiennes et au-delà. Les pistes de solution comprennent :

1. accroître la capacité des ressources humaines et financières liées à la MC dans les universités;
2. améliorer les possibilités de formation et de réseautage entre les chercheurs, le personnel de communication et les médias afin de promouvoir les collaborations et réduire les tensions;
3. offrir un meilleur soutien pour les médias afin de permettre un accès opportun et direct à l'expertise en recherche ainsi qu'une diffusion et une application efficaces de la recherche.

Introduction

La recherche et l'innovation en sciences humaines, sociales et naturelles sont les bases essentielles du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies et des Objectifs de développement durable (ODD) (Nations Unies 2015). L'atteinte des cibles des ODD exige l'excellence en recherche et en science. Cependant, à quoi ressemble vraiment l'excellence? Il s'agit d'une question posée par Moore et coll. (2016) et qui est approfondie par Vasseur et coll. (2018). Les deux reconnaissent qu'il existe de nombreuses variations du terme, et que la prudence associée au fait de souscrire à une définition stricte d'excellence exprimée en nombre de journaux publiés et de citations peut miner les fondements d'une recherche de qualité. La poursuite de l'excellence en recherche peut créer un climat de concurrence insoutenable et détourner l'attention de l'objet principal de la recherche, à savoir créer et mobiliser les connaissances afin de contribuer à une société mieux informée et permettre que tous puissent avoir accès à un avenir juste et inclusif (UNESCO, 2017).

À l'échelle mondiale, le nombre de chercheurs actifs a augmenté de 25 % au cours de la dernière décennie et demie, ce qui a donné lieu à une augmentation du nombre de publications spécialisées (Nations Unies, 2015). Cette croissance de la production universitaire s'accompagne d'un défi accru, celui de mobiliser de nouvelles connaissances et de traduire les principaux concepts et résultats de la recherche en messages clairs destinés aux différents publics de la recherche. Le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) défend l'importance de mobiliser les connaissances dans le cadre de son financement des projets de recherche. Cela découle de la compréhension de la nécessité de mieux communiquer la recherche, non seulement au public en général, mais aussi d'une façon permettant son

utilisation par des intervenants non universitaires pour une grande variété d'initiatives, y compris l'élaboration de politiques éclairées par la recherche (Cooper et coll., 2018). Au cours des dernières années, les trois organismes subventionnaires de la recherche (dont le CRSH, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie [CRSNG], et les Instituts de recherche en santé du Canada [IRSC]) ont commencé à prendre la MC au sérieux, comme en témoigne la ratification, en novembre 2019, de la [Déclaration de San Francisco sur l'évaluation de la recherche \(DORA\)](#), qui souligne l'importance du transfert de connaissances pour le bien commun et son accessibilité à tous, par l'intermédiaire d'un accès ouvert.

Malgré la reconnaissance mondiale croissante, la mobilisation des connaissances (MC) est souvent considérée comme un mot à la mode, et son sens et son application peut donner lieu à de la confusion (Ratkovic et coll., 2016). La MC, en tant que domaine émergent, est souvent taxée de jargon universitaire, dont les interprétations sont multiples et souvent contradictoires (Ratkovic et coll., 2016). Trouvant son origine dans le domaine des sciences de la santé dans les années 1970, la MC a suscité un intérêt général dans les années 1990 (Graham et coll., 2006). La MC est la pratique qui consiste à traduire les connaissances en action et comprend « toutes les activités, tous les produits et tous les services créés qui aident votre recherche à être utile et utilisée » (CFICE, 2014, par. 1). Une MC efficace repose sur les « relations entre les chercheurs et les partenaires des milieux non universitaires de telle sorte que la recherche et l'information fondée sur les faits permettent aux décideurs de comprendre les politiques publiques, les pratiques professionnelles et les autres champs d'applications, et de prendre des décisions éclairées dans ces domaines » (Réseau Impact Recherche Canada, 2020, par. 2). Souvent confondue avec la communication, définie comme

la pratique de l'échange d'information (Nisbet et Scheufele, 2009), la MC va au-delà de la distribution de l'information et comprend toute la portée des travaux, des activités et des produits de recherche qui facilitent l'application, la diffusion et l'utilisation de la recherche à l'intérieur et au-delà du milieu universitaire (CFICE, 2014).

Le CRSH définit la MC en termes généraux, en mettant l'accent sur la mobilisation intersectorielle (secteurs public, privé, sans but lucratif et communautaire), faisant appel aux chercheurs pour renforcer la contribution et l'incidence des sciences sociales, des sciences humaines et de la recherche interdisciplinaire sur l'avancement de la société au bénéfice du Canada et du monde (gouvernement du Canada, 2019). Puisque la MC devient de plus en plus une exigence des demandes de financement et des produits livrables des projets financés, le CRSH travaille en collaboration avec la Commission canadienne pour l'UNESCO et le réseau des chaires UNESCO en vue d'élaborer une série de documents de réflexion afin de montrer ce à quoi ressemble l'avenir de la MC au Canada.

L'objectif de ce document de leadership éclairé consiste à étudier les obstacles et les possibilités associés à la MC dans un certain nombre d'universités canadiennes. Le document se penche également sur les relations entre les chercheurs universitaires, les professionnels des communications des universités (y compris les relations publiques, le personnel de communication, les services du marketing et le personnel de MC), de même que les médias locaux et nationaux (journaux papier, journaux en ligne, radio et télévision). Enfin, il décrit des pistes de solution que les universités peuvent étudier pour tenir un meilleur dialogue avec les médias.

Le contexte actuel

Les pratiques traditionnelles en matière de MC ont tendance à mettre l'accent presque exclusivement sur la diffusion des connaissances sans réfléchir réellement à leur adoption et à leur utilisation (Vancouver Strategic and Integrated Research, 2020). Cependant, la recherche actuelle laisse entendre qu'il existe un besoin de réfléchir au-delà de la distribution de l'information et se penche sur des approches qui ont recours à une variété de techniques et d'outils afin de mobiliser tous les partenaires communautaires pour faciliter le transfert des connaissances et les traduire en action (Vancouver Strategic and Integrated Research, 2020; Cooper, 2015; Cooper et coll., 2018). L'objectif ultime de la MC devrait être de renforcer les liens entre la recherche et le processus décisionnel fondé sur des données probantes à l'échelle internationale, nationale, régionale, locale, voire individuelle. La MC peut accroître le rôle des données de recherche (c.-à-d. les résultats de la recherche), facilitant ainsi le renforcement de la capacité pour un public mieux éduqué, et permettant d'influencer le développement des politiques et la pratique. Par l'intermédiaire d'une MC efficace, notamment par un contact direct avec des publics précis, la sensibilisation du public et la compréhension des questions peuvent être améliorées et les résultats de recherche importants peuvent être rendus plus facilement accessibles. La société peut devenir habilitée à participer activement à la planification, au processus décisionnel et à la mise en œuvre des mesures.

Les données de recherche, par elles-mêmes, sans contexte social, culturel, économique ou environnemental ne suffisent pas à modifier les attitudes et les comportements (McCluskey et Lovarini, 2005). Les données de recherche présentées et situées dans leur contexte et illustrées à l'aide d'expériences personnelles contribuent à un

renforcement des connaissances plus efficace (Cooper, 2015). Communiquer les résultats de recherche au moyen d'histoires personnelles, d'interactions individuelles et par la mobilisation communautaire sont des stratégies à impact élevé et efficaces dans la pratique (Cooper et coll., 2018). Cependant, compte tenu de la pression élevée associée au climat de « publier ou périr » qui règne dans le milieu universitaire, les chercheurs ont tendance à recourir à des approches moins chronophages à l'égard de la MC, comme la publication dans des journaux universitaires, la rédaction de rapports et la participation à des conférences professionnelles. En conséquence, les résultats de recherche importants sont rarement accessibles à la société civile, aux secteurs privé et public, ou aux décideurs politiques. À l'heure actuelle, dans les universités, peu de chercheurs reçoivent une formation sur la MC. D'ailleurs, les universités ont des structures internes et une capacité faible pour partager et disséminer les résultats des recherches (Cooper, 2015), et ce, même si la Recommandation concernant la science et les chercheurs scientifiques de 2017 de l'UNESCO, qui a été endossée par le Canada, souligne l'exigence selon laquelle la recherche doit être ouverte et accessible à tous (UNESCO, 2017).

Très peu d'institutions possèdent des services consacrés à la MC et, lorsqu'ils existent, ils ont tendance à ne pas être multidisciplinaires, la collaboration et le réseautage avec d'autres services, dont les communications, le marketing et les relations publiques, étant inexistantes (Cooper, 2015). Au lieu de cela, on bombarde les médias de communiqués de presse et les chercheurs leur envoient leurs articles scientifiques dans l'attente que cette information soit vulgarisée pour le grand public par des spécialistes des médias. Cependant, la MC est complexe; le jargon scientifique est souvent difficile à comprendre pour les courtiers

du savoir (c.-à-d. ceux qui comblent l'écart entre le public universitaire et le public non universitaire, par exemple les journalistes ou les membres du personnel des communications des universités). Il peut donc être mal interprété (Graham et coll., 2006). Pour éviter ces écueils, de nombreux chercheurs se fient uniquement aux médias sociaux afin de diffuser leurs résultats de recherche en croyant qu'ils ont fait leur travail (Edelstein et coll., 2012). Toutefois, l'ont-ils réellement fait? L'absence d'une application pour un public approprié peut donner lieu à une mauvaise interprétation, à de la confusion ou à de la frustration (Graham et coll., 2006). Selon le niveau de connaissances des médias sociaux du chercheur, on est susceptible de passer tout simplement à côté des publics cibles. En l'absence d'une bonne analyse de chaque étape de la MC (c.-à-d. les connaissances qui doivent être mobilisées, pour qui, par qui, de quelle façon et les répercussions souhaitées), les chercheurs, experts en communication et professionnels des médias devront composer avec des barrières et des obstacles pour cultiver des échanges productifs : le fondement même des stratégies de MC fructueuses (Graham et coll., 2006).

Le renforcement des collaborations relatives à la MC parmi les chercheurs, les services de communication et les médias pourrait offrir des avantages concrets pour le public, le gouvernement et les systèmes de gouvernance (Graham et coll., 2006; Cooper et coll., 2018). L'avenir de la MC devrait donc consister à étudier quels types de systèmes, de ressources, de relations et d'espaces sûrs peuvent être mis en place pour faciliter l'accès à la recherche et éliminer les obstacles quotidiens auxquels se butent les praticiens, les décideurs et les membres de la société qui ont besoin de cette information. D'abord, il est nécessaire d'examiner les pratiques, les barrières et les obstacles actuels au sein des institutions universitaires du point de vue des universitaires et des professionnels des communications. Deuxièmement, il faut identifier

les obstacles et les barrières qui empêchent les médias de communiquer efficacement les résultats de la recherche. Troisièmement, afin de combler le fossé entre les producteurs et les utilisateurs de connaissances tout en maximisant l'impact, il convient d'examiner des pistes de solutions pour renforcer les structures universitaires en place, notamment les capacités et les ressources nécessaires pour favoriser les partenariats et la collaboration.

Analyse

Des membres du corps professoral possédant des points de vue généraux principalement dans les sciences sociales et les sciences humaines ont été sélectionnés aux fins des entrevues et des groupes de discussion. Cet exercice comprenait des membres du corps professoral occupant un poste permanent ou menant à la permanence au rang de professeur adjoint, de professeur agrégé et de professeur, des membres du corps professoral contractuels et complémentaires, ainsi que des membres du personnel qui ont travaillé directement avec des chercheurs universitaires. Les participants représentaient une diversité de genres et d'horizons culturels (pour adhérer aux points de vue relatifs à l'équité, à la diversité et à l'inclusion [EDI]). Les experts en communication possédaient une expertise professionnelle en communication à différents niveaux et dans différents services au sein de chaque institution. Les participants des médias provenaient de médias indépendants communautaires, de la télévision, de la radio et des médias imprimés (locaux et nationaux), dont le niveau d'expertise allait de journaliste sur le terrain et éditeur en chef à directeur des programmes. Les contributions au processus du document de réflexion de la MC étaient volontaires et sont reproduites dans la section sur les contributions. Les questions suivantes ont été posées aux participants d'une façon non structurée.

Questions posées

On a posé aux chercheurs, aux professionnels des communications et aux médias un ensemble de questions adaptées à leur domaine de discipline et à leur expertise. Les questions comprenaient : Que signifie la MC pour vous? Qu'est-ce qui fonctionne et qu'est-ce qui ne fonctionne pas? Quels sont les obstacles et les barrières? Voir l'annexe A pour plus de détails sur les questions.

Points de vue des groupes de discussion et des entrevues

Chercheurs

Du point de vue des chercheurs, la MC est un terme professionnel courant à l'intérieur des institutions que l'on peut définir de façon très étroite comme : « Que faisons-nous avec nos conclusions? » La plupart des chercheurs ciblent principalement les publications à comité de lecture pour s'assurer qu'ils répondent aux attentes professionnelles de leur université ou de leurs pairs. Ils reconnaissent la nécessité d'être en mesure d'extraire les éléments de recherche qui auront un intérêt pour la société et pour le public qu'ils visent. Ils s'entendent sur le fait que même les points de vue historiques peuvent être intéressants s'ils sont présentés de façons pertinentes, par exemple pour montrer comment les études sur le genre au 18^e siècle peuvent éclairer le féminisme moderne.

Les chercheurs ont des motivations nombreuses et différentes pour mobiliser les connaissances, dont l'impératif éthique de partager la recherche au-delà de l'université, le service professionnel, la mesure de l'incidence, la publication, la participation à des conférences pour élargir les réseaux et l'avancement de la recherche. L'élargissement du lectorat et de la jouissance d'une réputation florissante constituent

également des facteurs importants; comme l'a fait valoir un contributeur, une personne ayant une réputation établie et un accès aux médias aux fins d'entrevue sera plus susceptible d'être invitée pour une discussion avec des décideurs politiques. La plupart des chercheurs qui mobilisent les connaissances pensent à l'avance à leurs publics cibles, ce qui les aide à déterminer ce qu'ils doivent mobiliser et la façon de s'y prendre.

Les chercheurs ont mentionné qu'ils ont recours à une gamme de ressources pour mobiliser les connaissances : médias sociaux, sites Web, baladodiffusions, conférences, ateliers, journaux universitaires, rapports et chapitres de livres. Ils ont toutefois été nombreux à reconnaître que les livres, voire les exposés de politique, sont rédigés d'une manière conventionnelle, car c'est de cette façon qu'ils ont appris à le faire et avec laquelle ils sont à l'aise. Les ressources non conventionnelles signalées comprennent des journaux et des médias indépendants tels que *The Conversation*, des baladodiffusions et des éditoriaux.

Lorsqu'on les a questionnés sur la réussite de la MC, les réponses des chercheurs ont été variées. Bien qu'il soit possible d'obtenir un certain nombre de citations pour un article ou le nombre de visualisations dans Facebook, ils sont peu mesurés d'indiquer clairement si ceux-ci ont eu une incidence quelconque sur la société. En ce qui concerne ce qui a bien fonctionné relativement à la MC, la plupart des chercheurs sont d'accord sur le fait que les services de communication de leur université accomplissent un travail adéquat pour transmettre l'information à la communauté, mais estiment que les processus universitaires standards ne fonctionnent plus bien. Certaines conférences universitaires, souvent considérées par les chercheurs comme un type de MC, par exemple, ont vu leur fréquentation diminuer et les possibilités de réseautage diminuer.

Les chercheurs reconnaissant que la mobilisation et l'interaction personnelle sont des éléments essentiels à la réussite des stratégies de MC. Ils reconnaissent également que le contexte de la recherche est important, ce n'est pas aussi simple que d'envoyer un gazouillis ou de faire une publication dans les médias sociaux. L'information doit être transposée dans une forme que les gens comprendront. Un participant a mentionné une situation où personne au niveau communautaire n'avait lu ses documents publiés, mais que lorsqu'il a été interviewé à la radio, les gens ont entendu parler de la recherche et ont alors commencé à en parler. Les médias communautaires peuvent constituer un moyen efficace de joindre la communauté locale.

Les obstacles et les barrières associés à la MC signalés par les chercheurs comprennent le manque de temps et, plus particulièrement, de ressources financières. L'idée d'acheminer la recherche dans les lieux publics a suscité des réponses variées. Certains estiment que ce n'est pas leur travail et ont le sentiment que les personnes chargées de la mobilisation des connaissances doivent être des membres du personnel formés et non des membres du corps professoral, car les résultats de recherche doivent être adaptés de façon à rejoindre les bons publics. Les participants ont souligné que le financement ne pouvait pas couvrir entièrement de tels coûts. Dans d'autres cas, certains professeurs ont émis des réserves sur le travail de communication, estimant que la recherche complexe pouvait être simplifiée à l'excès et perdre ainsi de sa valeur. Ce ne sont pas tous les membres du corps professoral qui voient la valeur de la MC. Certains sont d'avis qu'elle ne s'harmonise pas avec l'évaluation de leur rendement par l'université. Dans la plupart des universités, la recherche représente 40 % des heures travaillées. Des professeurs ont mentionné que le temps consacré à la MC pouvait réduire le temps consacré à la recherche. Certains

chercheurs considèrent la crainte d'être mal cité ou de ne pas avoir le bon contexte de recherche comme un obstacle pouvant compromettre les réputations universitaires. L'importance de la permanence et de l'avancement est aussi un enjeu critique, notamment pour les professeurs nouvellement embauchés.

Communications des universités

Les professionnels des communications ont souligné le fait que la MC est un terme universitaire qui ne se traduit pas bien au-delà de l'université. Par conséquent, ils comprennent l'importance de leur rôle en qualité de courtiers du savoir ou de vulgarisateurs pouvant combler l'écart entre les institutions universitaires et la communauté en général. Les experts en communication mettent l'accent sur la mobilisation des connaissances qui a un attrait et une pertinence pour la communauté. Ils considèrent qu'une partie de leur travail consiste à expliquer l'importance d'une recherche particulière. La promotion de l'université et de ses chercheurs est aussi une question représentant un grand intérêt pour eux.

Les experts en communication reconnaissent que les chercheurs sont avant tout formés pour effectuer de la recherche, non pour adapter cette recherche de façon à montrer son importance. Ils estiment que les chercheurs ont essentiellement reçu une formation pour poser des questions, puis se plonger dans la littérature et les données pour répondre à ces questions. Cette conception crée souvent des obstacles en ceci que les chercheurs ne comprennent pas toujours pourquoi leur recherche peut présenter un intérêt au-delà du milieu universitaire. La crainte de l'examen par les pairs et de la critique a également été signalée comme un obstacle éventuel à la mobilisation des résultats de recherche par l'intermédiaire des communications. Du point de vue des membres du personnel des communications, il est très difficile de tenter de savoir ce que les

chercheurs universitaires font, signalant que ces derniers devraient se montrer plus ouverts à établir un dialogue avec les communications.

Médias

Pour leur part, les médias voient le terme MC comme du jargon universitaire aliénant, peu propice à faciliter les échanges sur les faits et la collaboration. Certains ont souligné l'importance d'établir une relation de confiance. Il existe une perception selon laquelle les universités sont intimidantes et qu'elles érigent une barrière institutionnelle, notamment compte tenu des écarts socioéconomiques et éducatifs dans certains quartiers. Les médias estiment que, si les universités souhaitent se promouvoir elles-mêmes comme des lieux inclusifs, diversifiés et accessibles, leurs chercheurs devront apprendre à s'exprimer d'une façon non intimidante (référence à la tour d'ivoire).

Les médias partagent l'opinion des communications en ce qui a trait à la nécessité de se livrer à une communication narrative; ils s'intéressent aux histoires qui sont pertinentes pour la communauté, aux événements actuels qui peuvent avoir une incidence sur la vie quotidienne. Un spécialiste des médias a affirmé qu'il est nécessaire d'apporter quelque chose de nouveau ou de remettre en question les hypothèses habituelles. Cela peut être quelque chose d'inhabituel ou de bizarre. Il faut aussi s'arrimer aux intérêts de la communauté, ce qui peut être fait à l'échelle locale, nationale ou internationale. Toutefois, il a été noté que les communications et les médias vont souvent solliciter leurs contacts habituels, de sorte que la diversité des chercheurs et des types de recherche peut devenir limitée.

À l'instar des services de communications des universités, les médias ont aussi indiqué que la crainte des chercheurs d'être mal cités constituait un obstacle important. Les médias partagent également cette crainte, mais du point de vue opposé, à savoir être l'intermédiaire responsable d'une mauvaise

citation ou d'une mauvaise représentation. Ils peuvent consacrer des heures à essayer de comprendre la recherche, mais craignent de la comprendre de travers ou de la présenter de façon erronée. Ils savent que cela peut compromettre des possibilités futures ou porter atteinte à leur réputation ou à celle d'un de leurs employeurs.

L'absence d'un accès direct ou opportun à des experts en recherche a été désignée comme un obstacle important par les médias. Ils ont d'ailleurs exprimé leur frustration à l'égard des niveaux de bureaucratie auxquels ils se butent lorsqu'ils tentent d'obtenir les coordonnées d'un expert. Ils questionnent d'ailleurs les motivations expliquant cette difficulté à accéder aux experts, une situation susceptible de miner la confiance. Compte tenu du manque de ressources et du paysage changeant des médias, les journalistes produisent souvent plusieurs histoires en une seule journée. Lorsque les nouvelles valent la peine d'être signalées, le délai d'exécution peut être une question d'heures. L'accès à l'expertise doit être rapide et sans encombre, autrement, les échéanciers ne peuvent pas être respectés. Les médias ont besoin de listes de contacts fiables, car ils ne peuvent pas toujours faire appel à la même personne, question de crédibilité. Les médias préfèrent en effet avoir accès à une diversité d'opinions et d'expertises.

Discussion

Les résultats de la présente étude laissent entendre qu'il existe une déconnexion entre les chercheurs, les experts en communication et les médias en ce qui a trait à la compréhension des rôles dans le spectre de la MC. Nos conclusions s'harmonisent avec celles de Nonaka et de Toyama (2015) : la MC devrait être une configuration organique de nombreuses couches et de pièces mobiles, un processus dynamique nécessitant l'intégration et l'utilisation par de nombreux acteurs. Dans le milieu universitaire, on

observe un « ce n'est pas mon travail » catégorique, ce qui est compatible avec les conclusions de Cooper, de Rodway et de Read (2018). La plupart des universitaires estiment que cela ne fait pas partie de leur charge de travail et ce sentiment augmente parallèlement à la permanence et à la promotion, même si on a observé certaines exceptions chez ceux qui effectuent de la recherche communautaire. La position des chercheurs par rapport à la permanence peut exercer une influence sur les motivations liées à la MC, comme certains l'ont mentionné dans nos groupes ainsi que Cooper, Rodway et Read (2018).

Les experts en communication interagissent souvent avec un petit noyau de chercheurs qui participent à la MC. Par conséquent, la majorité des chercheurs peuvent entrer dans deux autres groupes : ceux qui aimeraient faire de la MC, mais qui ne savent pas comment, et ceux qui se concentrent sur la recherche et l'enseignement, mais qui ne voient aucunement la valeur de rendre les résultats de leur recherche accessibles ou qui estiment que ce n'est pas leur travail. Cette situation fait en sorte que les services des communications des universités se sentent frustrés et non respectés et, par conséquent, ils ont moins envie de discuter avec les chercheurs qui leur font sentir qu'ils ne sont qu'une étape dérangeante dans le cadre d'une demande de subvention qui doit être remplie. Cooper, Rodway et Read (2018) soulignent le rôle et l'importance des intermédiaires, comme les communications, dans le processus de MC. Il convient de souligner qu'un petit nombre de chercheurs sont excellents sur le plan de la MC et ceux-ci sont souvent ciblés par les services des communications des universités et les médias pour les entrevues et les autres activités médiatiques.

En ce qui a trait à la mobilisation des connaissances pour les médias, des données probantes laissent entendre que les chercheurs estiment que le travail des médias porte sur l'application de la recherche, à savoir prendre leur recherche et la transformer

en des récits accessibles au public. D'autre part, les médias indiquent très clairement qu'ils n'ont ni l'expertise ni le temps requis pour procéder à l'application des connaissances. L'application des connaissances, définie simplement comme la façon dont la recherche se transforme en pratique (Graham et coll., 2006), est un facteur important que de nombreux chercheurs ne comprennent pas entièrement. Les communications universitaires reconnaissent que cela fait partie de leur travail, mais les chercheurs doivent également accepter d'aider à éliminer le jargon.

Les réductions budgétaires dans les médias ont entraîné une réduction du nombre de journalistes spécialisés; toute chose trop technique et truffée de jargon peut se perdre dans le processus de vulgarisation, car les spécialistes des médias ne sont pas formés pour adapter une recherche complexe. Les chercheurs ont une perception erronée selon laquelle les revues à libre accès constituent une façon efficace de mobiliser les connaissances et que les médias peuvent accéder directement à ces articles. Les médias font toutefois valoir que les revues à libre accès sont tout de même compliquées et remplies de jargon universitaire, elles ne sont donc pas accessibles. Ils soulignent également que les lancements de communiqués de presse, les groupes de discussion avec des spécialistes et les ateliers animés par des experts n'ont pas tendance à représenter une bonne utilisation du temps des médias, car ils ne contribuent pas à une communication narrative efficace.

La communication narrative est le fait de capter et de retenir l'attention du public, ce que l'on considère comme une étape essentielle du processus de MC (Bradford et Bharadwaj, 2015). Cependant, les médias vous signalent rapidement que vous n'avez qu'environ une minute pour le faire. Du point de vue des médias, les communiqués de presse des universités ont tendance à mettre l'accent sur « un

chercheur fait de la recherche » ou « un chercheur réalise une percée » et ne sont pas la base d'histoires captivantes. Si les communiqués de presse pouvaient transformer le récit en quelque chose de plus captivant et le présenter d'un point de vue différent, par exemple « un chercheur aide une famille », cela présente une tout autre histoire. Le fait d'être en mesure de se sentir concerné par l'histoire d'une façon pertinente est un élément important de la MC. Dans de nombreux cas, il ne s'agit pas simplement d'énoncer les faits, mais plutôt de trouver une façon d'amener les lecteurs à agir. Bradford et Bharadwaj (2015) soulignent également l'apport d'un aspect positif ou réalisable aux nouvelles. Tout le monde n'a pas la capacité de raconter une histoire, et nos données montrent l'importance de s'appuyer sur les communications universitaires pour relayer une histoire de manière à ce qu'elle soit compréhensible et racontable.

Les critères de financement de la recherche peuvent également exercer une influence sur les stratégies de MC. Si la recherche est liée à des critères pour la MC, celle-ci doit donc être effectuée, mais l'apparence qu'elle prend peut varier grandement. Le financement de la recherche semble être un motivateur et un facteur importants des efforts liés à la MC, mais les attentes des bailleurs de fonds sont souvent floues ou vagues, ce qui mène à des interprétations incohérentes. Lorsque les subventions ne sont assujetties à aucune exigence, les efforts liés à la MC s'adressant au grand public ont tendance à tomber au bas de l'ordre des priorités. En outre, les échéanciers relatifs aux résultats de recherches nécessaires pour le public ou les médias ne s'harmonisent pas avec les cycles de financement des subventions, ou avec les échéanciers et les horaires des résultats. Par exemple, une étude de trois ans portant sur le rétablissement des terres humides pourrait ne pas produire les résultats de façon à influencer à temps les décisions

d'investissements d'une municipalité en matière de conservation. Les événements actuels peuvent évoluer rapidement, et les cycles de politique sont courts; aucun de ces aspects ne s'harmonise bien avec une recherche complexe. Il peut être difficile de faire en sorte que les décideurs politiques intègrent la recherche d'une façon significative, notamment si le langage utilisé est trop difficile à comprendre. Par conséquent, les demandes de subvention exigent souvent des stratégies liées à la MC, mais de telles exigences prennent souvent la forme d'une case à cocher ou d'une question qui ne nécessite rien de plus qu'une description vague pour s'acquitter de cette obligation.

Prochaines étapes

Pour les universités

La mobilisation des connaissances reste un terme souvent vague pour les chercheurs, en partie parce qu'il ne fait pas partie de leur formation. Un premier élément de solution pourrait consister à introduire la communication scientifique, y compris la mobilisation des connaissances, auprès des étudiants diplômés afin qu'ils soient mieux équipés à l'avenir pour y faire face. D'une certaine manière, le 3MT (3-Minute Talk) peut être un premier pas vers un intérêt accru pour essayer de savoir comment décrire une recherche complexe en quelque chose de plus simple.

La MC reste souvent un terme vague pour les chercheurs, en partie parce qu'il ne fait pas partie de leur formation. Un premier élément de solution pourrait consister à introduire la communication scientifique, y compris la MC, aux étudiants diplômés afin qu'ils soient mieux outillés à l'avenir pour y faire face. D'une certaine façon, les conversations ou présentations du type Ma thèse en 3 minutes pourraient être une première étape pour aider à mettre en valeur l'importance de communiquer de façon simple une recherche complexe. Les universités

devraient être encouragées à accroître le nombre d'ateliers et de formation portant sur de telles activités, y compris les stratégies de MC. Cela peut aider les étudiants diplômés à intégrer cet aspect dans les entreprises professionnelles futures, que ce soit au sein du corps professoral, ou au sein du secteur privé, gouvernemental ou de la société civile – tous ces secteurs ont besoin des principes liés à la MC dans une certaine mesure. Il convient de souligner que la MC ne se limite pas aux chercheurs universitaires; la terminologie change plutôt selon le discours.

Compte tenu des difficultés éprouvées par les chercheurs pour expliquer leur recherche et de la frustration des services des communications des universités, il semble que les universités pourraient vouloir se pencher sur la façon dont les ressources pour la formation, le réseautage et le renforcement de la collaboration entre le corps professoral et l'université peuvent appuyer la capacité du personnel à renforcer la MC. Les universités auraient peut-être intérêt à tourner leur regard vers l'extérieur du « sentier » universitaire traditionnel et à se pencher sur ce que font les Autochtones et d'autres cultures pour s'inspirer d'une autre vision et innover en matière de communication narrative et de partage des connaissances. « Fondamentalement, la recherche raconte une histoire. En tant que chercheur, j'écoute des histoires à travers des entrevues et des groupes de discussion, je réfléchis à ces histoires et je les interprète, puis je deviens aussi un conteur au fur et à mesure que je partage ces histoires, de même que mes propres expériences et mes propres idées, à différents publics » (Christensen, 2012, p. 232). Cela veut également dire que les universités doivent examiner attentivement de quelle façon la MC est gérée au sein de leur institution. Comme nous l'avons observé dans certains cas, lorsque chaque corps professoral, service ou centre possède son propre personnel, il peut y avoir une mauvaise compréhension et de la confusion relativement à la façon dont les médias peuvent approcher

les universités. Même si cela peut présenter un avantage important dans certaines circonstances, il faut une plus grande coordination, en veillant à ce que toutes les parties soient bien conscientes des activités des autres groupes. L'idée d'un agent de liaison en matière de collaboration pour travailler avec l'ensemble des divisions pourrait être une solution valable. Comme le signale Christensen (2012), l'objectif devrait être de faire en sorte que « ces histoires aient un sens pour d'autres personnes, pour leur montrer les liens qui existent entre les grands enjeux et la vie des gens » (p. 232). Un autre instrument pour la MC, qui est aussi une approche adoptée par certains chercheurs en psychologie environnementale, est l'utilisation d'anecdotes. On les qualifie souvent d'histoires ayant un but précis. Celles-ci ont tendance à être très courtes tout en étant extrêmement efficaces.

Il existe toutefois un besoin immédiat de mieux communiquer les rôles et les responsabilités de toutes les personnes participant au processus de MC, y compris le rôle des institutions universitaires, des chercheurs, des services des communications des universités, des médias et des organismes subventionnaires de la recherche. Lorsqu'il existe un soutien institutionnel adéquat, on devrait enjoindre les chercheurs à recourir aux bureaux des médias, aux communications et aux experts en MC. Ces intervenants possèdent les compétences nécessaires, pensent aux publics, et savent comment organiser et structurer le contenu de la recherche afin d'aider à rendre accessibles les connaissances. Il est nécessaire de promouvoir cette expertise, ce qui peut être fait dans le cadre d'ateliers de formation formels ou informels. Bien qu'il existe déjà certaines ressources en matière de MC et de communication dans certaines universités, on observe un manque d'uniformité considérable entre les universités canadiennes et, dans certains cas, ces ressources fonctionnent en silos. En ce qui concerne les médias,

il est nécessaire d'établir de meilleurs liens, non seulement avec les services des communications des universités, mais aussi avec les autres agents au sein de celles-ci, y compris un lien direct avec certains chercheurs; cela aidera à établir et à renforcer la relation de confiance. Il est tout aussi nécessaire pour les professeurs des facultés et les universités de réévaluer la manière dont la titularisation et la promotion sont évaluées, car la MC ne fait pas partie de leurs mandats et n'est donc pas reconnue lors de la préparation des dossiers.

Le respect mutuel, l'inclusion, la diversité et l'accessibilité sont des exigences essentielles dans toutes les institutions universitaires au Canada. L'instauration d'espaces communs sécuritaires, où les collaborations peuvent s'épanouir, devrait être une priorité. Les chercheurs et les experts en communication peuvent bénéficier d'une meilleure compréhension du rôle de chacun dans le processus de MC. Si les chercheurs sont informés de la nécessité de mobiliser les connaissances et s'ils peuvent mieux aider les services des communications à scinder les questions complexes en quelques concepts clés, cela pourrait renforcer les collaborations. Cela peut à son tour créer des possibilités de développement professionnel pour les chercheurs, qui peuvent apprendre à raconter leurs histoires de manière accessible, tout en amplifiant leur propre voix en tant qu'experts dans leur domaine. Tous les chercheurs devraient être en mesure d'élaborer une explication de leur recherche en termes simples et de la présenter en une minute. Une communauté universitaire informée et respectueuse permettra de former des chercheurs et du personnel de soutien de plus haut calibre. Les capacités à contribuer activement à la MC devraient faire partie des aspects considérés dans le cadre de l'évaluation des performances académiques, quel que soit le stade de titularisation du chercheur

Pour les médias et les services des communications des universités

Il faudrait prévoir une liste à jour des chercheurs universitaires et des experts, comprenant les noms et les coordonnées permettant aux médias de les joindre directement, pour assurer l'accès à un ensemble d'experts plus diversifié et permettre un rapprochement plus facile entre les histoires et les chercheurs. Même si certaines universités préparent régulièrement de telles listes, il y a généralement peu de diversité parmi les chercheurs. En cas d'absences, d'autres personnes-ressources devraient être disponibles pour assurer une réponse rapide aux demandes d'information. Lorsque cela est possible, les listes des personnes-ressources devraient être sur le Web afin de permettre aux utilisateurs de les retrouver rapidement et efficacement. Il faudrait prendre soin de tenir une base de données à jour, de supprimer les noms lorsqu'ils ne sont plus pertinents (c.-à-d. tenir compte des congés sabbatiques et des départs à la retraite).

La tenue de forums de réseautage en personne pour permettre aux décideurs politiques, aux chercheurs et aux médias d'établir des liens et leur donner des possibilités de discuter d'un point de vue différent pourrait accroître les collaborations, les synergies et les gains d'efficacité liés à la MC. Des stratégies non conventionnelles en matière de MC devraient être poursuivies avec le soutien des agents responsables de la MC et des experts en communication. Il faut notamment faire appel à des membres du corps professoral qui ont la réputation de sortir des sentiers battus conventionnels en ce qui a trait à la MC. Par exemple, *The Conversation* est une excellente ressource à utiliser; elle n'exige pas les mêmes compétences en rédaction qui sont requises pour les grands médias. De manière semblable, les baladodiffusions exigent un niveau de compétence et de ressources auquel de nombreux membres du corps professoral n'ont pas directement accès.

Cependant, les services des communications et les bureaux de MC représentent d'excellents appuis institutionnels.

Pour les organismes de financement

Il serait essentiel pour le CRSH et les autres organismes subventionnaires de la recherche de préciser leurs attentes en matière de MC dans les demandes de financement. La plupart des chercheurs estiment qu'il est suffisant pour eux d'expliquer le nombre de publications citées ou le nombre de présentations faites dans le cadre de conférences. À l'heure actuelle, il y a peu de systèmes de surveillance, voire aucun, pour évaluer la stratégie de MC autre que le rapport à la fin du projet (le cas échéant). Quelques autres organismes de financement, essentiellement au niveau provincial, par exemple le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario (MAAARO), exigent une stratégie liée à la MC et une partie considérable du budget de recherche peut y être affectée. Les organismes de financement devraient réfléchir à la proportion d'une subvention qui devrait être allouée à la MC et exiger qu'une stratégie de MC soit approuvée.

Il subsiste toujours certains défis en ce qui a trait aux échéanciers relatifs à la MC, ainsi que la recherche qu'il est possible d'utiliser à cette fin à court et à long terme. Dans la plupart des cas, il faut du temps pour achever une recherche (notamment lorsqu'une recherche doctorale en fait partie); par conséquent, les résultats pourraient ne pas être publiés à l'intérieur du cycle de financement. Du financement pourrait toujours être nécessaire une fois la bourse terminée pour communiquer les résultats de la recherche. Il serait donc souhaitable d'envisager qu'une partie distincte du budget puisse être économisée pour une période maximale de deux ans après la fin de la subvention de recherche. L'autre défi qui concerne les organismes de financement, de

même que les universités et les chercheurs, consiste à évaluer l'efficacité de la MC. Bien que le présent document n'ait pas abordé directement cet aspect, il peut constituer une considération importante dans la réflexion sur l'excellence de la recherche.

Dernières réflexions

Les considérations qui se dégagent de la présente étude suggèrent que beaucoup peut être fait par les universités, les médias ainsi que les organismes subventionnaires de la recherche afin d'améliorer le processus de MC. Ce qui ressort clairement de ces discussions est que la MC en est toujours à sa phase préliminaire pour la plupart des chercheurs, ce qui s'explique par une formation limitée, les critères attendus relativement à la titularisation et à l'avancement professionnel, ainsi que par l'absence d'exigences dans les demandes de financement actuelles. Les universités ont un rôle à jouer pour renforcer les compétences relatives à la MC, tout en trouvant parallèlement une façon de mieux concevoir des communications qui appuient stratégiquement les chercheurs et qui aident les médias à créer des liens avec les chercheurs. Il existe de multiples pistes de solutions à explorer. Des outils et des stratégies spécifiques devront notamment être développés pour aider à accroître et à diversifier les capacités et les partenariats en matière de MC au sein de chaque communauté universitaire.

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et la Commission canadienne pour l'UNESCO pour leur soutien financier, ainsi que toutes les personnes qui ont pris le temps de revoir le présent document de réflexion.

Références

- Baskaran, A.** 2017. UNESCO Science Report: Towards 2030. Institutions and Economies, p. 125-127.
- Bradford, L. E., et Bharadwaj, L. A.** 2015. Whiteboard animation for knowledge mobilization: a test case from the Slave River and Delta, Canada. *International Journal of Circumpolar Health*, 74(1), 28780. [doi :10.3402/ijch.v74.28780](https://doi.org/10.3402/ijch.v74.28780)
- CFICE.** 2014. Community First Impacts of Community Engagement. Extrait de : <https://cfice.wordpress.com/2014/11/24/so-what-the-heck-is-knowledge-mobilization-and-why-should-i-care/>
- Christensen, J.** 2012. Telling stories: Exploring research storytelling as a meaningful approach to knowledge mobilization with Indigenous research collaborators and diverse audiences in community-based participatory research. *The Canadian Geographer / Le Géographe canadien*, 56(2), p. 231 à 242. [doi :10.1111/j.1541-0064.2012.00417.x](https://doi.org/10.1111/j.1541-0064.2012.00417.x)
- Cooper, A.** 2015. A Tool to Assess and Compare Knowledge Mobilization Efforts of Faculties of Education, Research Brokering Organizations, Ministries of Education, and School Districts. *Brock Education Journal*, 25(1). [doi :10.26522/brocked.v25i1.441](https://doi.org/10.26522/brocked.v25i1.441)
- Cooper, A., Rodway, J., et Read, R.** 2018. Knowledge Mobilization Practices of Educational Researchers Across Canada. *Articles*, 48(1), p. 1 à 21. [doi :10.7202/1050839ar](https://doi.org/10.7202/1050839ar)
- Edelstein, H., Shah, S., et Levin, B.** 2012. Mining for data: Assessing the use of online research. *International Journal of Humanities and Social Science*, vol. 2, n° 9, p. 1 à 12.
- Graham, I. D., Logan, J., Harrison, M. B., Straus, S. E., Tetroe, J., Caswell, W., et Robinson, N.** 2006. Lost in knowledge translation: Time for a map? *Journal of Continuing Education in the Health Professions*, vol. 26, n° 1, p. 13 à 24. [doi :10.1002/chp.47](https://doi.org/10.1002/chp.47)

Gouvernement du Canada. 2019. Définition de « Mobilisation des connaissances » du Conseil de recherches en sciences humaines. Extrait de : <https://www.sshrc-crsh.gc.ca/funding-financement/programs-programmes/definitions-fra.aspx#km-mc>

Mallidou, A. A., Atherton, P., Chan, L., Frisch, N., Glegg, S., et Scarrow, G. 2018. Core knowledge translation competencies: a scoping review. *BMC Health Services Research*, 18(1). doi :10.1186/s12913-018-3314-4

McCluskey, A., et Lovarini, M. 2005. Providing education on evidence-based practice improved knowledge but did not change behaviour: a before and after study. *BMC Medical Education*, vol. 5, n° 1. doi:10.1186/1472-6920-5-40

Moore, S., Neylon, C., Paul Eve, M., O'Donnell, D. P., et Pattinson, D. 2017. Erratum: "Excellence R Us": university research and the fetishisation of excellence. *Palgrave Communications*, vol. 3, n° 1. doi :10.1057/palcomms.2017.10

Nisbet, M. C., et Scheufele, D. A. 2009. What's next for science communication? Promising directions and lingering distractions. *American Journal of Botany*, vol. 96, n° 10, p. 1767 à 1778. doi :10.3732/ajb.0900041

Nonaka, I., et Toyama, R. 2015. The Knowledge-creating Theory Revisited: Knowledge Creation as a Synthesizing Process. *The Essentials of Knowledge Management*, p. 95 à 110. doi :10.1057/9781137552105_4

Ratkovic, S., Mogadime, D., et Spencer, T. 2016. Knowledge Mobilization in Canadian Educational Research: Identifying Current Developments and Future Directions. *Brock Education Journal*, vol. 25, n° 1. doi :10.26522/brocked.v25i1.484

Réseau Impact Recherche Canada. 2020. Définitions de « Mobilisation des connaissances ». Extrait de : <http://researchimpact.ca/fr/mobilisation-des-connaissances/>

Rapport de l'UNESCO sur la science. 2016. Vers 2030. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Paris : Éditions UNESCO, 2015, 820 p.

UNESCO. 2017. Recommendation on Science and Scientific Researchers. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000366770>.

Nations Unies. 2015. Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Extrait de : <https://sustainabledevelopment.un.org/post2015/transformingourworld/publication>

Vancouver Strategic and Integrated Research. 2020. Knowledge Mobilization is Key to Canada's Economic Future. Extrait de : <https://vancouverstrategicresearch.ca/knowledge-mobilization-is-key-to-canadas-economic-future/>, accessed 01/04/2020

Vasseur et coll. 2018. Reflection Paper on Excellence in Research, the Canadian Commission for UNESCO.

Annexe A : Questions pour le groupe de discussion et d'entrevue

Questions à l'intention du corps professoral

1. Connaissez-vous le terme « mobilisation des connaissances »? Qu'est-ce que cela signifie pour vous?
2. Dans votre domaine, quelles connaissances voulez-vous mobiliser? Pourquoi?
3. Pensez-vous à l'avance à vos publics cibles et en quoi cela peut avoir une incidence sur votre stratégie de MC?
4. Quelles ressources utilisez-vous actuellement pour vos efforts de MC?

5. Dans le passé, avez-vous réussi à mobiliser vos recherches? Comment avez-vous mesuré cette réussite?
6. Qu'est-ce qui a bien fonctionné?
7. Qu'est-ce qui n'a pas bien fonctionné?
8. Y a-t-il des obstacles et des barrières liées à la façon dont vous vous livrez à la mobilisation des connaissances et, dans l'affirmative, quels sont-ils?
9. Votre université assure-t-elle un soutien institutionnel pour la MC? Dans l'affirmative, ce soutien est-il adéquat?
10. Pour être efficace, de quelle mesure de soutien souhaiteriez-vous bénéficier et de la part de qui/ de quel endroit?
11. Quelles sont les autres possibilités ou structures internes nécessaires pour combler l'écart entre les producteurs de connaissances et les utilisateurs de connaissances afin de maximiser l'impact de la recherche?
12. De quelle façon pourriez-vous être mieux appuyés dans vos efforts de mobilisation des connaissances?

Questions à l'intention des experts en communication

1. Connaissez-vous le terme « mobilisation des connaissances »? Qu'est-ce que cela signifie pour vous?
2. Quels sont les domaines de recherche qui vous intéressent de la part des chercheurs? Pourquoi?
3. Quels résultats de recherche attirent habituellement votre attention et pour quelle raison?
4. En tant que professionnel des communications, de quelle information avez-vous besoin de la part des chercheurs pour communiquer efficacement l'information au public?

5. Quels sont les principales barrières ou les principaux obstacles liés au fait de travailler avec des chercheurs et des universités?
6. De quelle façon les universités et les chercheurs peuvent-ils mieux mobiliser les médias afin de communiquer leur recherche au public?
7. Avez-vous d'autres idées qui pourraient améliorer la MC et les échanges avec les universités?

Questions à l'intention des médias

1. Connaissez-vous le terme « mobilisation des connaissances »? Qu'est-ce que cela signifie pour vous?
2. Quels sont les domaines de recherche qui vous intéressent de la part des universités? Pourquoi?
3. Quels résultats de recherche attirent habituellement votre attention et pour quelle raison?
4. En tant que professionnel des médias, de quelle information avez-vous besoin de la part des chercheurs pour communiquer efficacement l'information au public?
5. Quels sont les principales barrières ou les principaux obstacles liés au fait de travailler avec des universités?
6. De quelle façon les universités et les chercheurs peuvent-ils mieux mobiliser les médias afin de communiquer leur recherche au public?
7. Avez-vous d'autres idées qui pourraient améliorer la MC et les échanges avec les universités?



07

La mobilisation des connaissances
comme vecteur de profonds
changements sociaux

Benno Werlen Joanne Kauffman Karsten Gaebler

Chaire UNESCO pour la compréhension
internationale de la durabilité
Université de léna, léna, Allemagne

En collaboration avec la Commission allemande pour l'UNESCO



German Commission
for UNESCO

► Résumé

Le présent document de réflexion vise à cerner les principaux enjeux et les nouvelles stratégies entourant la production et la mobilisation des connaissances, le but étant d'induire à l'échelle mondiale une croissance durable.

Le présent document pose donc une série de considérations stratégiques ascendantes qui tiennent compte de caractéristiques régionales et culturelles aussi diversifiées que spécifiques.

On y explique entre autres que les changements sociaux importants représentent à la fois l'objectif et le contexte des initiatives de mobilisation des connaissances à venir. Le document est divisé en deux parties : nous présenterons d'abord le contexte où a lieu la mobilisation des connaissances au XXI^e siècle, en mettant en évidence la nécessité de cette démarche et les obstacles pouvant l'entraver. Pourquoi est-elle aussi urgente à l'heure actuelle, et quels éléments font barrière? Nous présenterons ensuite de nouvelles stratégies visant à surmonter les contraintes à la mobilisation des connaissances. Puisant dans nos expériences de recherches pragmatiques sur la durabilité, nous présentons ici trois thèmes centraux pour l'établissement de stratégies pouvant guider l'avenir de la mobilisation des connaissances : la collaboration avec la communauté; les réformes institutionnelles et organisationnelles; et la formation et l'apprentissage. Ces suggestions sont inspirées d'entrevues menées avec quinze experts en sciences naturelles et en sciences sociales et humaines (chercheurs, administrateurs scientifiques et leaders éclairés) de partout dans le monde. Le présent document pose donc une série de considérations stratégiques ascendantes qui tiennent compte de caractéristiques régionales et culturelles aussi diversifiées que spécifiques.

Introduction

La science – entendue comme la recherche systématique de connaissances –, à l'image de toute institution sociale, s'inscrit dans de vastes contextes socioculturels, temporels et spatiaux. Les tendances sociales contemporaines, notamment la révolution numérique et la montée inquiétante de la politique « post-vérité », modifient elles aussi les conditions de la recherche, de l'enseignement et de la résolution de problèmes pour le bien commun. Il est particulièrement pertinent de tenir compte de cette évolution dans les sciences sociales et humaines, disciplines où on s'intéresse aux manières de s'adapter à ces changements et de les comprendre, de les façonner et d'y réagir. Si les sciences naturelles sont essentielles à l'appréhension des problèmes qui guettent les sociétés à l'échelle biophysique, c'est en intégrant les sciences sociales et humaines aux démarches de recherche et aux processus décisionnels que l'on peut trouver et adopter des solutions efficaces. Les réponses à la pandémie actuelle de COVID-19 sont d'ailleurs de bons exemples de cette thèse.

Pour freiner la propagation, il faut essentiellement modifier des routines et des pratiques bien ancrées et caractérisant nos réalités sociales, économiques et culturelles. Pensons par exemple aux différentes mesures de confinement et aux consignes de sécurité et d'hygiène individuelle (comme le port du masque) mises de l'avant : ces stratégies sont directement associées aux pratiques et à la culture. Pour que la population y adhère, les connaissances qui étayaient ces mesures doivent être compréhensibles, applicables et arrimées à ce que la population pense et fait au quotidien plutôt que de reprendre la logique disciplinaire et le jargon abstrait du monde universitaire.

Comme l'a démontré la pandémie, ce genre d'appels aux changements de comportements reposent sur la compréhension des routines et du quotidien ainsi que de leurs contextes socioculturels, temporels et spatiaux, ne serait-ce que pour pouvoir cerner les limites et les conséquences imprévues de solutions que l'on croit universelles. Les sciences humaines et sociales peuvent apporter ce genre d'éclairage. S'alliant à ce qu'on appelle parfois les « sciences dures », les experts de ces domaines sont bien placés pour jouer un rôle de premier plan au sein de projets transdisciplinaires portant sur les problèmes complexes et « tortueux » auxquels l'humanité est actuellement confrontée.

Les approches intégrées et participatives de recherche universitaire qui mettent de l'avant des changements sociaux visant à assurer la pérennité planétaire sont souvent associées au concept de « sciences de la durabilité ». Pour que ces travaux puissent se développer par-delà les frontières délimitant traditionnellement les secteurs universitaires, il faut adopter une vision axée sur la pratique, améliorer la communication des connaissances, et – plus important encore – produire des connaissances précises. Afin de faire face aux enjeux mondiaux (changements climatiques, perte de biodiversité, etc.), il faut tisser de nouveaux maillages et concevoir de nouvelles approches de recherche, notamment la conclusion de partenariats novateurs avec des acteurs sociaux œuvrant hors du milieu de la recherche traditionnel. Si l'on veut résoudre des problèmes ancrés dans les pratiques du quotidien, il est nécessaire de s'éloigner de la logique disciplinaire pour tenter une compréhension plus holistique et intégrée de ces réalités et de leur rapport aux problèmes plus généraux. Il est facile d'imaginer que ce genre de démarche influence directement l'organisation interne de la recherche universitaire : les disciplines reposent sur des théories et des méthodes bien établies (et largement défendues),

sur des cultures d'enseignement particulières et sur des repères d'évaluation en place depuis longtemps. Les chercheurs collaborant avec des acteurs externes doivent s'adapter à un nouveau rôle de partenaire et d'apprenant dans le contexte de production de connaissances, et mettre en place des plateformes permettant un dialogue authentique. De tels échanges exigent en outre que la population soit rompue à la complexité et supposent l'existence d'un espace public ouvert aux opinions diverses. C'est là que la mobilisation des connaissances entre en jeu. La présente analyse se penche sur le besoin de méthodes novatrices de production et de déploiement des connaissances, de même que sur les éléments faisant obstacle à cette démarche, le but étant d'affronter les défis du monde moderne. Nous nous sommes concentrés sur l'apport indispensable de la recherche en sciences sociales et humaines à la production et à la mobilisation efficace des connaissances, qui ouvrent la voie vers un avenir meilleur et pérenne.

Partie I : L'environnement dynamique de la mobilisation des connaissances

Les tendances lourdes actuelles comme la (dé) mondialisation, le développement (non) durable et la révolution numérique influencent presque tous les aspects du quotidien et entraînent de profonds changements dans les sociétés. Pour répondre aux difficultés que posent ces tendances pour les collectivités et les individus partout sur la planète, nous devons repenser les manières de produire et de mobiliser les connaissances. Les modèles actuels sont souvent fondés sur une conception traditionnelle de l'organisation de la recherche universitaire et du rapport unissant le monde universitaire et la société. De nos jours, cependant, les chercheurs et

les professeurs d'université se retrouvent souvent dans de nouveaux environnements, au sens littéral comme figuré. Il est donc essentiel de comprendre dans un premier temps les nouvelles réalités auxquelles se heurtent la recherche et la mobilisation des connaissances au XXI^e siècle, dont les plus importantes sont les effets et les conséquences imprévues de la révolution numérique, la dégradation de la relation entre la société et les experts universitaires, et la transformation de la notion d'engagement civique.

La révolution numérique : un changement déterminant

La prolifération des technologies numériques s'est accompagnée d'occasions remarquables pour une partie de la population et a entraîné des changements fondamentaux dans la manière dont nous communiquons, percevons nos environnements et appréhendons les sphères sociales et les conditions naturelles. Dans notre environnement mondialisé, l'information est plus largement accessible que jamais, mais, hélas, beaucoup de ce contenu n'est ni véridique ni ancré dans la réalité. Si on convient de la puissance d'Internet, celle-ci n'est pas encore complètement comprise. La connexité mondiale et la disponibilité de l'information à l'échelle planétaire ne peuvent dissimuler le fait que les conditions naturelles, culturelles, sociales et économiques diffèrent toujours d'une région (voire d'un endroit) à l'autre, et que ces différences s'accompagnent de disparités considérables sur les plans de la richesse et du bien-être. La révolution numérique met en évidence les écarts économiques et sociaux, mais est aussi elle-même la source de nouvelles disparités. Cette réalité soulève de nouvelles questions quant aux inégalités en matière de justice et de technologie, dont il importe de tenir compte lorsqu'on utilise des technologies numériques pour produire et mobiliser des connaissances.

Du côté de l'exploitation des données, des technologies comme l'analyse des mégadonnées, l'intelligence artificielle ou l'apprentissage machine contribuent à la compréhension de phénomènes complexes et laissent espérer, pour les décideurs, des modèles et des outils prédictifs plus précis. Quel que soit le domaine, la recherche profitera d'une capacité de calcul grandement améliorée et de la disponibilité de grands ensembles de données. Ces facteurs permettent aussi d'améliorer notre compréhension des flux d'informations et de leur propagation. Outil puissant, la technologie numérique facilite la découverte de tendances à grande échelle qui nous étaient auparavant cachées. De plus, avec la communication numérique et le stockage massif de données, la distribution et le partage de l'information sont simplifiés, tout comme l'accès aux données (brutes) et la vérification de renseignements et de résultats de recherche. De manière générale, les technologies numériques ont rendu plus efficace la production de connaissances.

Cependant, en ce qui a trait aux effets des technologies numériques sur la société dans son ensemble, les concepts de société « axée sur les données » ou les visions utopistes de « démocratie de l'information » s'avèrent douteux. À mesure que ces technologies se fauillent dans notre quotidien, il devient évident que les algorithmes ne sont ni neutres ni objectifs. Ils peuvent servir les intérêts de grandes entreprises et de régimes autocratiques aussi bien financés que difficiles à contrôler ou de forces antidémocratiques obscures. Au vu de ces caractéristiques propres aux technologies numériques, nous devons miser sur les sciences sociales et humaines pour jeter un regard critique sur les modalités de génération des données par les utilisateurs, les biais inscrits dans les algorithmes et les vecteurs d'influence de ces technologies sur les décisions politiques et l'opinion publique.

Sachant que l'abondance d'information et la création de « chambres d'écho » ont souvent pour effet

de fragmenter et de déformer les connaissances sur le monde, les promesses des médias sociaux pour l'avenir de la mobilisation des connaissances sont ambiguës. Il est maintenant facile pour les chercheurs de s'adresser directement à un vaste public et aux décideurs. Or, il est évident qu'une logique dictée par « l'influence » ou par les mentions « j'aime » peut avoir des effets imprévus. Bien qu'à court terme, la propagation virale d'informations servant des programmes politiques ou des intérêts personnels puisse accroître l'influence de certains chercheurs et contribuer à la diffusion des connaissances, à long terme, cette pratique complique immensément l'application de pratiques scientifiques exemplaires et la rectification de résultats ou d'une explication.

Évolution du rapport entre science et société

Le rapport entre le monde universitaire et la société connaît actuellement des changements importants qui ont des conséquences considérables sur la mobilisation des connaissances. D'un côté, l'ensemble des connaissances sur les grands défis de la civilisation contemporaine s'est enrichi dans les dernières décennies et le financement public de la recherche a, dans certains domaines, atteint des sommets. De l'autre côté, la concurrence des plus féroce qui sévit dans le milieu de la recherche entraîne souvent des objectifs conflictuels et tend à favoriser les comportements non éthiques, ce qui peut affaiblir la solidarité au sein de la communauté universitaire. Combinée aux conséquences destructrices de la politique « post-vérité », la corporatisation du milieu universitaire est susceptible d'éroder la confiance du public envers les experts crédibles.

Parallèlement, on s'attend de plus en plus des chercheurs qu'ils se penchent sur des « problèmes concrets » et qu'ils produisent des connaissances applicables. Pour la résolution des défis sociétaux,

une interaction entre le monde universitaire, les sphères socioculturelles (économie, politique, arts, etc.) et le grand public est devenue essentielle. L'amélioration de la communication et la formulation des résultats de recherches en termes compris dans d'autres champs de compétence sont de la plus haute importance. La quête de l'attention du public et la diffusion d'expertise à de plus vastes auditoires ont par contre leurs propres contradictions. Par exemple, le fait de sensibiliser le public et de promouvoir les activités de rayonnement est incompatible avec les systèmes de mérite fondés sur la bibliométrie en vigueur à l'université et dans le milieu du financement de la recherche, et entrave le développement de carrière associé à l'un et à l'autre. Par ailleurs, en améliorant l'accessibilité des recherches pour le grand public, les chercheurs pourraient être tentés de masquer le caractère complexe, ambigu ou hypothétique des résultats. La diffusion de messages courts et percutants peut donc nuire à la tenue d'une discussion profonde dans la sphère publique et au développement d'une littérature de la complexité. La capacité de présenter des problèmes complexes clairement et de manière engageante reste une compétence plutôt rare dans le monde universitaire. De nombreux chercheurs ne comprennent que très lentement que la sensibilisation du public exige du professionnalisme, au même titre que la recherche comme telle. Les stratégies individuelles et collectives de mobilisation des connaissances devraient tenir compte de ces tendances et créer des environnements facilitant la communication avec le public et les décideurs, sans susciter d'attentes déraisonnables quant aux capacités des chercheurs ni diminuer leur expertise.

Transformation de la notion d'engagement civique

En cette ère où les défis mondiaux émergent rapidement, l'engagement individuel dans les

collectivités et les mouvements sociaux est plus important que jamais. Ce ne sont cependant pas tous les engagements civiques qui s'inscrivent dans un dialogue ou une négociation démocratique visant le bien commun. Les tendances actuelles – polarisation politique et sociale accrue, et popularité grandissante de visions du monde mutuellement exclusives dans plusieurs régions du globe – complexifient la prise en charge collective des problèmes contemporains. Même si beaucoup de gens sont préoccupés par les mêmes problèmes pressants à l'échelle locale et planétaire (particulièrement les jeunes, qui sont de plus en plus enclins à s'exprimer et à participer à des actions collectives), les voix qui alimentent la suspicion envers les instances politiques et qui discréditent les expertises crédibles reçoivent de plus en plus d'attention publique et proviennent parfois même des plus hauts échelons du pouvoir. La colère envers les « élites intellectuelles » qui disent aux gens quoi faire semble se propager parmi certains groupes, comme d'ailleurs une mentalité de contestation aveugle. Les programmes assortis de politiques uniformes et de stratégies descendantes culturellement inadaptées s'avèrent toujours plus inefficaces et minent la confiance à l'égard des solutions proposées à l'échelle régionale et locale.

Pour restaurer la confiance et susciter l'intérêt envers les défis planétaires et régionaux, il est essentiel que les chercheurs comprennent les nouvelles formes d'engagement politique. Devant des institutions politiques inertes et plus ou moins rigides, une culture participative parallèle a gagné en popularité ces dernières années. En partie alimentées par les technologies numériques – qui multiplient les occasions de diffuser de l'information, d'exprimer des préoccupations et d'organiser des mouvements sociaux –, ces nouvelles formes de protestation et d'activisme citoyen sont devenues des forces de changement que l'on ne peut ignorer. Ces mouvements fluides et parfois éphémères reposent

souvent sur des messages brefs et accrocheurs appelant à une action immédiate, un style contrastant avec la culture prévalant dans le milieu de la recherche, caractérisée par des délibérations de fond et un devoir de réserve. Alors que, partout dans le monde, des communautés locales et des mouvements sociaux se posent comme agents de changement, l'interaction entre l'instauration de politiques et la science transcende les limites du domaine politique traditionnel, et la collaboration d'agents organisés de la société civile, des citoyens et des communautés est indispensable à la démarche.

Partie II : La mobilisation des connaissances au XXI^e siècle

Pour réagir aux défis inhérents au XXI^e siècle, il faudra revoir les modèles actuels de production et de diffusion des connaissances. Les tendances favorisant la démocratisation et la diversification doivent être appuyées, non seulement pour atténuer les inégalités en matière de connaissance, mais aussi pour renforcer la diversité épistémique et les solutions aux problèmes mondiaux et régionaux. Le présent document soutient que trois questions méritent d'être étudiées attentivement pour une meilleure mobilisation des connaissances : la collaboration avec la communauté, la création de cadres de référence institutionnels et organisationnels (ou leur réforme), et la refonte de la formation et de l'apprentissage.

Mobilisation des connaissances sur le terrain : collaboration avec la communauté

La collaboration avec les communautés locales est maintenant une stratégie répandue lorsqu'il s'agit de répondre au besoin de la société en matière de méthodes d'examen formel des problèmes sociétaux. À la défense des recherches ancrées dans la communauté, on affirme souvent qu'en sensibilisant,

mobilisant et outillant le public pour l'inciter à agir, les chercheurs peuvent influencer la société plus directement, ce qui profite à tous. La collaboration des acteurs du milieu est souvent synonyme de soutien politique et de renforcement des liens de l'organisme de recherche avec le terrain. Ce genre d'engagement, qui excède le milieu universitaire, soulève cependant des questions quant aux moyens et aux stratégies visant à mobiliser des non-chercheurs, mais aussi quant à la compréhension même du rôle des chercheurs et des connaissances qu'ils peuvent produire. Pour que la collaboration avec une communauté fonctionne, il faut envisager la mobilisation des connaissances autrement que comme la transmission de contenu vers le public, et plutôt améliorer la production et la remise en question collectives des solutions aux problèmes.

De « voix de l'autorité » à véritable participant

Typiquement, une personne devient un chercheur en progressant dans un système qui récompense l'expertise, la spécialisation et l'originalité. Elle acquiert de la crédibilité dans le monde universitaire en s'imposant comme autorité dans un domaine particulier, quel que soit le degré de spécialisation. Le fait de repousser d'une manière ou d'une autre les limites de la connaissance est essentiel à l'introspection des chercheurs et représente une bonne stratégie d'avancement professionnel dans ce milieu. Si une lacune perçue dans le savoir sur un sujet donné est un facteur essentiel à l'entreprise de recherches, le manque de connaissances pertinentes ne peut expliquer tous les problèmes rencontrés hors de la sphère universitaire. Lorsqu'il est question de collaboration avec les communautés, le modèle du « brillant expert » communiquant son savoir aux profanes est virtuellement voué à l'échec. D'abord parce que les membres de communautés ont tendance à se considérer comme des experts de leurs propres us et coutumes et souhaitent être reconnus comme tels. En établissant, même

indirectement, une hiérarchie intellectuelle, on entrave la collaboration avec les communautés et on nuit sans doute aussi à une authentique compréhension des problèmes du terrain. Ensuite, parce que souvent, l'adoption de nouvelles habitudes et routines – ce qu'implique généralement la résolution d'un problème – n'est pas une question de connaissances factuelles, tout comme les décisions politiques ne découlent pas directement de ce type de savoir. La résolution de problèmes concrets doit donc passer par une compréhension des logiques sociales, culturelles, politiques ou économiques d'une communauté. Les chercheurs, quel que soit leur rôle dans un projet, doivent être ouverts à un dialogue authentique et accepter d'apprendre de non-experts dans une optique d'échange. L'authenticité est au cœur des rapports de confiance essentiels à une collaboration avec le milieu. Une telle transformation ne peut avoir lieu spontanément : elle doit être encouragée et récompensée par le système d'avancement professionnel en vigueur dans le milieu de la recherche. Il est essentiel que l'on établisse des environnements de recherche et des parcours professionnels où l'appréciation des connaissances d'autrui (et d'autres types de connaissances) est valorisée. Enfin, l'expérience acquise ailleurs qu'à l'université devrait être reconnue dans les carrières universitaires.

Entrer en relation avec les communautés

Le travail sur le terrain repose d'abord et avant tout sur l'établissement de relations de confiance dans la communauté. Pour être écoutée, l'entité abstraite qu'est « la science » doit s'incarner dans de vraies personnes, des visages humains. Les recherches transdisciplinaires ne peuvent avoir lieu sans travail de terrain et sans que l'on prenne le temps d'engager un dialogue. Les membres de la communauté seront bien plus enclins à participer à une recherche s'ils échangent avec un chercheur qu'ils connaissent et qui a un intérêt crédible envers leurs préoccupations.

L'expression voulant que « personne ne se souciera de l'étendue de vos connaissances si vous ne démontrez pas l'étendue de votre intérêt » illustre le besoin d'intégrité et de curiosité authentique dans une relation. Les chercheurs pourront tisser de tels liens de confiance si les valeurs qu'ils professent et si les faits qu'ils énoncent correspondent en tout temps à leur comportement. Avec le temps et grâce à cette authenticité, les chercheurs en viennent à nouer un lien avec la communauté et à connaître sa vie et son monde. Plus particulièrement, les chercheurs menant des recherches transdisciplinaires doivent s'intéresser à la perception sur le terrain du problème étudié, aux valeurs des membres de la communauté, à la perception qu'ont ces personnes d'elles-mêmes, ainsi qu'aux motivations, aux intérêts et aux émotions qui guident leurs actions. Le fait de s'intéresser ainsi à une communauté n'aide pas seulement à mieux comprendre le problème à l'étude, mais est aussi une démarche nécessaire à la transmission d'une expertise pertinente dans un langage compréhensible. Pour tisser un lien avec les communautés et trouver un terrain propice à la collaboration, il est capital de prévoir autant que possible dans les plans de recherche des périodes de rencontre – qui exigent du temps et qui sont plutôt imprévisibles –, et que ces moments ne soient pas vus comme un travail de préparation secondaire par rapport à la « vraie » recherche. Les chercheurs en sciences sociales et humaines sont bien placés et ont l'expérience nécessaire pour mener ce genre de démarche.

Récits et émotions

Lorsqu'ils échangent avec des acteurs de l'extérieur du milieu universitaire, les chercheurs ont souvent tendance à communiquer comme s'ils discutaient avec leurs pairs : ils tentent de fournir des renseignements ou d'étayer leurs assertions aussi exhaustivement que possible. Le grand public, par contre, est assez peu souvent convaincu par les seuls

chiffres ou faits. Pour mobiliser les connaissances, il faut organiser l'information pour permettre au public de l'appliquer à sa propre vie. La mise en récit peut servir cet objectif. Les histoires peuvent susciter des émotions, aider le public à comprendre les problèmes à l'étude et contextualiser un contenu qui, autrement, resterait abstrait. Les récits peuvent aider les gens à s'identifier à un problème et à voir le rôle qu'ils pourraient jouer dans sa résolution. Avec un récit positif évitant de susciter la crainte ou la culpabilité, on peut favoriser l'adhésion et renforcer le désir de changement. Le langage imagé et les structures narratives permettent de vulgariser des questions complexes et de jeter un pont entre le point de vue du spécialiste et le flou des expériences du quotidien.

Bien entendu, qui dit mise en récit ne dit ni tromperie ni couverture de faits encombrants. Une histoire ne doit pas dénaturer les résultats d'une recherche sérieuse. Ce besoin ne doit pas non plus inciter les chercheurs à produire des résultats susceptibles de concorder avec le récit voulu. Les chercheurs doivent plutôt compter sur cet outil pour stimuler l'imagination du public et trouver des solutions de concert avec lui. De la même façon, les chercheurs qui connaissent la mécanique narrative et la fonction que jouent les récits dans notre quotidien seront mieux outillés pour comprendre les histoires que se raconte la communauté et en tirer de précieux constats. Enfin, en utilisant cet outil pour expliquer une problématique, les chercheurs peuvent aider le public à mieux appréhender le caractère essentiel de leur travail pour la compréhension de notre monde et des conséquences qu'ont nos actions du quotidien.

Construire des réseaux et stimuler l'apprentissage mutuel

Si les problèmes qu'étudient les chercheurs en collaboration avec les communautés sont variés, et si les solutions ne sont pas facilement transférables, il n'en demeure pas moins que les processus de diffusion de connaissances entre

projets recèlent un immense potentiel encore inexploité. Souvent, les expériences menées et les résultats d'un travail transdisciplinaire collaboratif sont diffusés exclusivement dans des rapports de projet ou d'autres documents internes. Cette pratique empêche l'apprentissage mutuel entre le public et les chercheurs et inhibe la création de stratégies collaboratives de résolution de problème. Pour accélérer le développement de la recherche transdisciplinaire, il faut promouvoir une culture de partage des connaissances et investir dans des structures organisationnelles liant les communautés entre elles et constituant des plaques tournantes d'échange de savoir. Les centres d'action régionaux sont une bonne manière de favoriser ce genre de réseautage : en agissant comme « zone neutre », ils peuvent créer un pont entre le monde universitaire et le terrain. Ancrés dans le contexte social, culturel et économique d'une région, ces centres représentent un point d'entrée accessible à la population (qui peut s'y renseigner), et aux personnes intéressées et aux décideurs locaux (qui peuvent y échanger avec des experts). On peut aussi y présenter d'autres projets collaboratifs régionaux qui ont bien fonctionné. Enfin, ces centres peuvent lancer et orchestrer des projets ascendants ou créer du matériel de formation et de sensibilisation destiné à la population concernée.

Cadres de référence institutionnels et organisationnels : condition *sine qua non* d'une mobilisation efficace des connaissances

Pour promouvoir la mobilisation des connaissances en vue d'une transformation sociale profonde, on doit repenser les cadres de référence institutionnels et organisationnels de la recherche. Les institutions et les organismes soutenant les recherches formelles (universités, établissements d'enseignement, conseils, programmes de recherche et de financement, etc.) jouent un rôle déterminant dans l'écosystème de la production de connaissances. Cet

écosystème forme les chercheurs et détermine les thématiques prioritaires en canalisant les ressources, afin que les recherches soient susceptibles (ou non) de profiter à la société. Malgré le caractère particulier, autonome et protégé du milieu universitaire (sorte de tour d'ivoire), les institutions et les organismes de recherche font partie de la société et reflètent les valeurs sociales et des tendances plus vastes comme la financiarisation et l'accroissement des inégalités. En faisant la promotion de changements sociaux de fond, on ébranlera les structures établies et, inévitablement, on verra des gagnants et des perdants émerger dans le monde de la recherche. Nous n'avons cependant d'autre choix que de mettre en place de nouveaux systèmes incitatifs, des réseaux novateurs et interdisciplinaires, et une culture plus participative et introspective.

Établir de nouveaux systèmes de mérite

Les efforts visant à mobiliser les connaissances au bénéfice de la société et à recourir à des acteurs de l'extérieur du milieu universitaire sont rarement valorisés dans le monde de la recherche. La reconnaissance par les pairs, le financement ou l'avancement professionnel sont encore la plupart du temps accordés pour des travaux se situant dans les limites des disciplines traditionnelles. La hausse de l'évaluation de la performance des recherches fondée sur des indicateurs (surtout bibliométriques) a consolidé les facteurs qui incitent les chercheurs à éviter les risques, à rester dans leur champ disciplinaire et à favoriser les livrables à court plutôt qu'à long terme. Cette réalité s'applique particulièrement aux chercheurs en début de carrière. Ajoutons à cela la mécanique régissant l'obtention de postes ou de fonctions (donc, le gain d'influence) dans les organismes universitaires, qui suit souvent le système de mérite traditionnel. Il est difficile d'instaurer des innovations structurelles dans ces conditions, car les acteurs du milieu qui obtiennent leur pouvoir et se valorisent en se

conformant à des critères incitatifs traditionnels auront tendance à résister au changement.

La résolution des lacunes du modèle actuel, qui inhibe la mobilisation des connaissances, suppose une profonde transformation de l'écosystème de la recherche. Par exemple, il conviendrait d'élaborer des modèles de financement visant exclusivement la recherche inter ou transdisciplinaire (ou de bonifier considérablement ceux qui existent). La probabilité de financement d'un projet ne doit pas dépendre de son caractère mono, inter ou transdisciplinaire, mais de critères d'évaluation propres aux projets transversaux. Les processus d'évaluation devraient par ailleurs être revus afin d'éviter les biais disciplinaires des jurys. Précisons cependant que ces stratégies visent à favoriser la transdisciplinarité et non à désavantager les recherches traditionnelles ou monodisciplinaires. Elles ont pour objectif de rendre les concours plus justes et de faire en sorte que les propositions prônant une mobilisation des connaissances soient comparées avec des propositions semblables plutôt qu'avec des projets disciplinaires ou purement scientifiques. En ce qui concerne l'avancement et l'attribution de postes facultaires, l'expérience professionnelle acquise hors du milieu universitaire et les activités de rayonnement public devraient rehausser une candidature et non être considérées comme du « temps perdu » dans la course à l'obtention des postes. Pour être mis en place, ce changement exigera que l'on se distancie du biais (souvent à peine voilé) privilégiant les carrières universitaires pour accorder du mérite à d'autres types de parcours.

Mettre en place des réseaux thématiques de petite et de moyenne envergure

Les grands programmes de recherche internationaux sont souvent vus comme des outils efficaces pour mobiliser des chercheurs et promouvoir des recherches visant les problèmes (mondiaux) actuels, recherches qui profiteront largement à la

société. Ces initiatives visent à produire de nouvelles connaissances, mais aussi à sensibiliser le public et à influencer les programmes politiques avec des conclusions appuyées par des recherches solides. Ces entreprises ont toutefois leurs inconvénients. Souvent, par exemple, elles ont tendance à se transformer en grandes organisations alourdies par la bureaucratie. Puisque toutes les parties doivent s'entendre sur des positions communes, ces alliances ont aussi tendance à uniformiser les points de vue et à décourager la recherche de solutions audacieuses. Avec leur profil rappelant celui d'une société, ces organisations restent souvent à bonne distance du grand public et sont – contrairement à leurs véritables objectifs – détachées de la société. Les réseaux thématiques de petite et de moyenne envergure proposent quant à eux des solutions à certains de ces problèmes. Comme les membres du milieu universitaire ne peuvent échapper aux contraintes qui leur sont imposées (course à l'influence, aux publications, aux bourses de recherche, etc.), les plus petits réseaux peuvent offrir des espaces protégés, où l'on peut penser différemment sans craindre de compromettre un appui politique ou le financement d'un grand programme de recherche. Ces réseaux étant aussi plus indépendants des lignes directrices des politiques scientifiques (dictées, par exemple, par les organismes universitaires influents), les chercheurs y sont plus susceptibles de faire véritablement cohabiter différentes disciplines et cultures. Ils peuvent notamment être le lieu d'une collaboration plaçant sur un pied d'égalité les sciences naturelles et les sciences sociales et humaines (qui, selon les pratiques habituelles, sont simplement greffées à un programme déjà monté). Du côté des rapports avec le grand public, il est probable que les réseaux de petite et de moyenne envergure n'aient pas les ressources nécessaires pour mener des campagnes d'information et de sensibilisation d'envergure. Ce

facteur peut cependant s'avérer bénéfique en incitant les chercheurs à tisser des liens sur le terrain et à favoriser les approches ascendantes.

Adopter une culture plus démocratique

La réticence commune dans le milieu universitaire à faire un travail d'introspection quant à la démocratisation et à la diversité épistémique est étonnante, considérant que l'on entend souvent des demandes à ce sujet, particulièrement à propos des projets sur les sciences de la durabilité. En effet, au sein de la plupart des organismes scientifiques, on perçoit à peine la diversité des voix et l'acceptation de la différence, pas plus que l'on ne décèle d'effort constant visant à favoriser la participation à la résolution de problèmes concrets. Les universités, les établissements d'enseignement et les conseils scientifiques influencent la société de diverses manières (formation, production de connaissances, consultance et mobilisation du public), et aussi comme employeurs. Ils devraient donc être des acteurs de premier ordre dans la démocratisation, d'abord parce qu'ils représentent des espaces de socialisation politique qui contribuent à la culture démocratique – condition fondamentale à l'existence d'un système scientifique prospère et critique –, et parce qu'ils incarnent le concept de prise de décisions fondées sur des données probantes, qui est aujourd'hui mis à mal dans un nombre croissant de contextes politiques; et ensuite, parce que les processus sous-tendant la production et la mobilisation de connaissances bénéficieraient de structures plus démocratiques. Une meilleure diversité dans les processus de production de connaissances remet en question les hégémonies intellectuelles, et permet d'éviter les biais, ouvrant ainsi la porte à de nouvelles découvertes et questions de recherche. Comme l'abolition des limites séparant les disciplines ne peut être guidée que par la curiosité et le respect, il importe de pouvoir compter sur des ressources démocratiques permettant

la négociation et l'atteinte de compromis. Avec le temps, les efforts de mobilisation de connaissances gagneront en crédibilité (et auront de meilleures chances de succès) si les organisations qui en sont responsables adoptent des pratiques exemplaires.

Formation et apprentissage : outiller les agents de changement

La preuve n'est plus à faire : l'éducation est essentielle pour faire changer les choses et façonner les grands changements sociaux. Les établissements d'enseignement et les organismes à visée pédagogique aident les gens à comprendre le monde qui les entoure et contribuent à bâtir les capacités nécessaires pour engendrer des changements transformateurs. Or, les universités, les centres d'enseignement aux adultes, les bibliothèques publiques et les musées ne font pas qu'instruire des agents de changement potentiels : ils sont en soi des laboratoires de transformation, qui peuvent avoir des retombées sociales directes. Pour offrir des expériences d'apprentissage attrayantes qui correspondent à la « vraie vie » et faire en sorte que les gens veulent améliorer la société, les établissements et les organismes doivent remettre en question les méthodes traditionnelles d'organisation des connaissances et inciter les apprenants à porter attention à leur milieu immédiat. De plus, compte tenu des attaques populistes récentes contre la science et les décisions fondées sur des données probantes, il est impératif de promouvoir la littérature scientifique (c'est-à-dire la capacité de comprendre comment la recherche est utilisée pour trouver des solutions aux problèmes et produire des connaissances) et de faciliter le développement d'aptitudes de communication essentielles chez les apprenants et les (jeunes) chercheurs.

Promouvoir des approches intégrées

Généralement, un apprentissage de qualité ne repose pas seulement sur des disciplines ou des

matières, mais aussi sur l'exploration de questions qui ne peuvent être catégorisées sous une seule discipline. En effet, si les enfants et les adolescents, en particulier, montrent souvent peu d'enthousiasme pour l'histoire, la biologie, la physique ou les langues en soi, ils sont fascinés par les phénomènes curieux dont ils sont témoins au quotidien. Les jeunes ont tendance à se sentir très interpellés par les problèmes pressants, mais leur enthousiasme s'émousse lorsqu'ils les étudient dans le contexte d'une discipline spécialisée. Ainsi, les écoles et les universités tendent à « étouffer » l'intérêt naturel des apprenants pour les problèmes complexes en leur enseignant du contenu hyperspécialisé relevant de disciplines indépendantes les unes des autres, voire concurrentes. De plus, dans beaucoup d'endroits dans le monde, le marché de travail universitaire est axé sur les diplômes disciplinaires, ce qui renforce l'idée que les disciplines représentent une classification naturelle et essentielle.

La structure disciplinaire a comme avantages indéniables de développer les compétences d'analyse et de faire avancer les connaissances spécialisées ainsi que la recherche fondamentale. Or, ses désavantages deviennent apparents lorsqu'on se fonde uniquement sur les disciplines pour concevoir les institutions et les programmes d'études. Le découpage du monde en disciplines universitaires, et la concurrence qui se crée entre ces dernières, peut faire en sorte que les apprenants – y compris les chercheurs – ne cherchent pas à adopter le point de vue d'une autre discipline ni à analyser les liens interdisciplinaires. C'est particulièrement vrai dans le cas de la recherche de solutions aux problèmes mondiaux dits « tortueux » : il est capital que l'on puisse faire des analyses qui transcendent les disciplines et les catégories établies. Pour mobiliser les connaissances d'une façon plus intégrée, il est nécessaire de repousser les limites du savoir canonique morcelé, dans l'enseignement comme dans l'apprentissage. Par exemple, dans les

écoles, une plus grande importance devrait être accordée aux curriculums intégrés et aux approches qui reposent sur des thèmes ou des projets. Les autorités nationales et internationales responsables de l'évaluation des programmes devraient cesser de se concentrer sur les compétences associées à des disciplines en particulier, et plutôt créer des incitatifs pour renforcer la capacité des élèves à établir des liens entre les connaissances issues de différentes disciplines. Quant aux programmes d'enseignement supérieur, ils devraient favoriser une plus grande souplesse, afin que les étudiants ne soient pas tenus de suivre les parcours conventionnels déjà établis; les cheminements d'étude devraient plutôt suivre des modèles fondés sur les préférences et les motivations personnelles (le modèle proposé par Stanford pour l'apprentissage intentionnel est d'ailleurs une excellente référence en la matière). De plus, les programmes d'études devraient offrir des occasions d'apprentissage fondamental par le service, qui aideront les étudiants à mieux comprendre les problèmes complexes et transdisciplinaires. Enfin, les lieux d'apprentissage informel, dont les exigences curriculaires sont habituellement moins encadrées par l'État, offrent aux apprenants des occasions d'apprentissage intégré; c'est pourquoi ils devraient bénéficier d'un soutien important et être reconnus comme des éléments essentiels du système d'éducation.

Créer des laboratoires vivants

L'approche du laboratoire vivant est devenue populaire dans le milieu de l'enseignement supérieur, car elle permet aux étudiants et aux chercheurs de passer de la théorie à la pratique, en cherchant à régler des problèmes dans le « vrai monde » et en se familiarisant avec les dynamiques sociales ou économiques actuelles. De concert avec les autorités, les entreprises, les organismes à but non lucratif et d'autres intervenants locaux ou régionaux, les étudiants et les chercheurs mettent au point des protocoles et des procédures pour produire conjointement des solutions concrètes ainsi que de

nouvelles connaissances. Les laboratoires vivants deviennent ainsi un lieu d'apprentissage tant pour les universitaires que pour les gens de la communauté. Si cette approche permet aux universités d'assumer des responsabilités sociales et de renforcer leurs liens avec la collectivité et la région, elle peut aussi leur procurer un avantage concurrentiel, en multipliant les débouchés professionnels de leurs diplômés. Il est donc étonnant que l'approche de laboratoire vivant soit rarement appliquée à l'organisation de recherche en tant que telle. Comme les universités exploitent (habituellement) un grand nombre de bâtiments et d'infrastructures, consomment beaucoup d'énergie et de matériaux, et sont à la fois des employeurs et des carrefours de formation, elles sont souvent confrontées aux mêmes problèmes et défis qui se présentent dans les autres secteurs de la société. Pour trouver des solutions à ces problèmes, il serait profitable à l'ensemble de l'organisation que le campus soit transformé en laboratoire vivant, dont la responsabilité serait équitablement partagée entre le corps professoral, le personnel administratif et les autres employés. D'une part, l'université économiserait de précieuses ressources et ferait des gains d'efficacité, car elle se servirait des capacités de recherche pour optimiser les activités sur le campus et améliorer le bien-être de son personnel. D'autre part, en favorisant à l'interne des innovations qui correspondent à de grands objectifs sociaux, les universités deviendraient des vecteurs de changement au sein de la société, ce qui les rendrait plus attrayantes (aujourd'hui et demain) aux yeux des étudiants, des professeurs et du personnel. Autrement dit, en mobilisant les connaissances à même leurs installations, les universités et les organismes de recherche pourraient considérablement accroître leur authenticité, ce qui aurait pour effet de rendre plus crédibles leurs futures recommandations concernant de grands changements sociaux.

Améliorer la littérature scientifique

Bien que la recherche jouisse d'une visibilité publique fortement accrue et que la science soit de plus en plus présente dans la culture populaire, il est apparent – surtout durant les crises sociales – qu'il y a encore, étonnamment, une grande méconnaissance des pratiques de recherche et des résultats d'études solides, et même du scepticisme à l'égard de connaissances scientifiques irréfutables. Pour que la société profite des nouvelles connaissances avérées, il faut réduire l'incertitude et l'ignorance, et encourager le grand public à faire davantage confiance à la science. Cette réalité, qui se reflète dans tous les secteurs de l'éducation, repose sur une conception profondément enracinée du rôle de la preuve, du raisonnement et de la notion d'autorité dans la sphère publique. Pour favoriser une meilleure compréhension des pratiques fondamentales de la recherche universitaire, c'est-à-dire pour améliorer la littérature scientifique, on ne doit pas chercher à susciter une confiance aveugle dans les conclusions de travaux savants; il faut plutôt renforcer les compétences de base pour que les gens puissent mieux comprendre et évaluer les résultats des études ou les déclarations (publiques) d'experts. Autrement dit, on veut aider les citoyens à se familiariser davantage avec le milieu de la recherche. Pour se faire, il faudra notamment briser le stéréotype du chercheur en sarrau blanc qui travaille en retrait, une image souvent véhiculée dès l'école primaire. Qui plus est, il faudra remettre en question l'idée que les experts fournissent des « preuves » et des solutions formelles et inattaquables pour tous les problèmes, quelle que soit leur nature. En somme, la littérature scientifique revient davantage à connaître les limites de l'approche de recherche que ses possibilités.

Pour bâtir ces capacités, il faut d'abord nuancer le concept général de « science », afin qu'il inclue les sciences sociales et humaines et que celles-ci soient considérées comme des approches distinctes, mais

de statut égal. On doit se défaire des représentations unilatérales réduisant la science aux « sciences dures », par exemple en augmentant les démarches de promotion des théories, méthodes et études propres aux sciences sociales et humaines auprès du public ou des décideurs. La multiplication des interactions entre les chercheurs et les profanes lors d'événements publics et dans le cadre d'initiatives ciblant des groupes désavantagés sur le plan de l'instruction pourrait aider à éliminer certaines réserves. Par ailleurs, les chercheurs, les attachés de presse des universités, les journalistes et les autres personnes qui participent à la diffusion des résultats des recherches doivent apprendre à présenter davantage la discussion et la réfutation comme étant des aspects essentiels du processus de recherche, afin que les questions à l'étude soient bien comprises et approfondies. La transparence quant aux débats entre les chercheurs et aux processus de négociation dans le milieu universitaire est cruciale : c'est ce qui aidera à dissiper les doutes dans l'esprit du grand public lorsqu'il est confronté à des déclarations et à des conclusions d'études contradictoires. Certes, la littérature scientifique ne suffira probablement pas à elle seule à faire une plus grande place aux données probantes dans le processus décisionnel, car elle ne se traduit pas directement en actions « désirables d'un point de vue scientifique ». Il demeure tout de même essentiel de comprendre le fonctionnement de base du milieu scientifique pour s'attaquer aux problèmes complexes d'aujourd'hui.

Enseigner de manière judicieuse la communication entourant les problèmes complexes

Une idée souvent avancée pour accroître l'influence de la recherche universitaire sur la société serait de mieux former les chercheurs sur le plan de la communication. Si bon nombre de chercheurs sont encore mal à l'aise de s'adresser à de grands auditoires, il est de plus en plus accepté que de bonnes compétences en communication sont

indispensables de nos jours, tant pour la mobilisation des connaissances que pour l'avancement professionnel des chercheurs. À cause de la montée des médias sociaux et de la démocratisation de l'accès aux médias qui en a découlé, les chercheurs ont davantage intérêt à faire des efforts pour diffuser leurs travaux; il y a même aujourd'hui des « scientifiques vedettes », qui sont passés maîtres dans l'art de capter l'attention et ont conquis un grand nombre d'abonnés. Ce phénomène, conjugué aux initiatives qui visent à positionner davantage les universités et autres institutions de recherche en tant que marques, crée une pression d'implication publique et de présentation d'une « bonne image ». Cette pression se fait même sentir chez les chercheurs en début de carrière, à qui l'on demande de plus en plus de suivre des formations en communication. On ajoute d'ailleurs peu à peu des cours de ce domaine aux programmes d'études.

S'il n'y a rien de mal en soi à comprendre les rouages de la communication (mise en récit et formulation d'un discours facile à comprendre), on constate une tendance douteuse, soit celle de considérer la communication comme un vulgaire instrument. Compte tenu des dynamiques complexes de notre société (de l'information) numérique, il semble nécessaire de promouvoir la compréhension des rapports fondamentaux entre l'approche de recherche, les médias et la société. Une bonne communication au sujet d'un problème complexe devrait donner lieu à un dialogue, et non à un discours unilatéral. De plus, une meilleure compréhension des bonnes pratiques de communication peut aider à sensibiliser le public à la complexité de la recherche et à prévenir certains effets secondaires non intentionnels causés par la diffusion publique. Puisqu'il est facile d'attirer considérablement l'attention des lecteurs en rédigeant des titres simples et accrocheurs, certains chercheurs pourraient être tentés de faire fi des

pratiques scientifiques standard en camouflant les subtilités du débat entre les chercheurs ainsi que le caractère incertain de leurs résultats – ce qui nuirait à tout le milieu de la recherche universitaire à long terme. Pour éviter cette pratique, on doit enseigner les principes de la communication de façon judicieuse, en tenant compte des enjeux pratiques ainsi que des questions fondamentales en matière de sociologie et d'éthique.

Conclusion

Les changements qui s'opèrent à l'échelle mondiale, comme la révolution numérique, et les tendances et les événements, comme le développement (non) durable, les changements climatiques et la pandémie qui sévit actuellement, viennent modifier les conditions de la recherche, de l'enseignement et de la recherche de solutions pour le bien commun. Ces facteurs ont une incidence considérable sur tous les secteurs de la recherche universitaire, mais en particulier sur les sciences sociales et humaines. Nous savons qu'il faudra modifier nos comportements à tous les échelons de la société pour surmonter les défis et les crises de notre époque. Mais pour que ces changements se produisent, il faut comprendre les conditions socioculturelles, temporelles et spatiales qui régissent nos comportements et nos actions au quotidien, et intégrer ces connaissances au processus de recherche de solutions. Puisque les sciences sociales et humaines visent précisément à comprendre ces conditions, les chercheurs de ces disciplines doivent jouer un rôle central dans la mobilisation des connaissances à venir pour obtenir des résultats plus pérennes.

Dans le présent document, nous avons traité de grands enjeux et de stratégies nouvelles qui permettraient de produire et de mobiliser de nouvelles connaissances. Pour intégrer les

enseignements de la science de la durabilité et de la recherche pragmatique, nous recommandons de centrer tout effort futur de mobilisation de connaissances sur les pratiques quotidiennes et les comportements individuels. Les points clés qui sont ressortis des entretiens avec 15 leaders éclairés de partout dans le monde indiquent qu'il est nécessaire de différencier le plus possible les aspects culturels, sociaux et régionaux dans la recherche ainsi que dans la formulation de recommandations politiques et de solutions. Les différents points que nous avons soulevés peuvent être regroupés en trois catégories : augmentation de la participation communautaire; réformes institutionnelles et organisationnelles; et formation et apprentissage.

Dans l'ensemble, nous soutenons dans le présent document que l'inclusion et la mobilisation de connaissances intégrées ne doivent pas être simplement des mots-clés : ces concepts doivent réellement être mis en pratique. Et pour que cela soit possible, on doit créer des milieux de recherche qui préviennent la polarisation et favorisent la solidarité entre les chercheurs de tous les domaines, et entre les chercheurs formés dans les universités et les acteurs non-académiques de la communauté en général. Il s'agit là d'un défi gigantesque pour la communauté scientifique au sens large, et en particulier pour les chercheurs universitaires.

Plus précisément, pour faire en sorte que les chercheurs soient portés à l'avenir à appliquer les stratégies de mobilisation des connaissances proposées, il faudra apporter des changements considérables dans le milieu de la recherche universitaire en tant que tel, notamment :

1. Élargir l'idée que l'on se fait du scientifique, afin qu'il ne soit plus une voix autoritaire mono-disciplinaire, mais un véritable partenaire dans la production de connaissances;

2. Restructurer le système d'avancement de carrière dans les universités pour inciter les chercheurs à devenir de véritables partenaires de la production de connaissances pour la communauté en général;
3. Créer des occasions et des tribunes pour favoriser l'engagement des partenaires non universitaires dans l'étude de problèmes complexes et la mise au point de solutions qui ont une incidence sur la vie quotidienne;
4. Promouvoir des réseaux de recherche thématiques de petite et de moyenne envergure ancrés dans les centres d'action régionaux afin de tenir compte de la diversité régionale dans la recherche de solutions.

Ces changements dans les attitudes et les perceptions individuelles et au sein des institutions prépareront le terrain pour la mobilisation des connaissances à venir, qui sera nécessaire pour mettre en place les changements sociaux requis afin de régler les problèmes mondiaux les plus pressants.

Remerciements

Nous tenons à remercier les personnes suivantes qui ont accepté de s'entretenir avec nous et de nous donner leur avis sur l'avenir de la mobilisation des connaissances. Les conclusions présentées dans ce document, cependant, sont exclusivement celles des auteurs, et ne reflètent pas la position officielle des personnes ou des institutions mentionnées.

Carlos Álvarez-Pereira (Espagne), ingénieur et entrepreneur, membre du comité exécutif du Club de Rome

Howard Blumenthal (É.-U., Université de Pennsylvanie), producteur média et auteur, fondateur du projet de citoyenneté mondiale Kids on Earth

Mathieu Denis (Canada/France), historien, responsable scientifique du Conseil international des sciences (CIS), ancien directeur général du Conseil international des sciences sociales (CISS)

P^r Mamadou Diawara (Mali/Allemagne, Université Goethe de Francfort-sur-le-Main), anthropologue, fondateur et directeur de Point Sud Bamako : centre de recherche sur le savoir local, directeur adjoint de l'Institut Frobenius, recherches en anthropologie culturelle

P^r Anthony Giddens (R.-U., membre de la Chambre des lords britannique), sociologue, ancien directeur de la London School of Economics

P^{re} Helena Henriques (Portugal, Université de Coimbra), paléontologue, directrice du Centre d'action régional portugais de l'Année internationale de la compréhension du monde (AICM)

Garry Jacobs (É.-U./Inde, WAAS), chercheur en sciences sociales, président et chef de la direction de la World Academy of Art & Science (WAAS), président du conseil d'administration du World University Consortium

P^r Sebastian Lentz (Allemagne), géographe, directeur de l'Institut de géographie régionale de Leibniz (Leipzig), vice-président de l'Association allemande Leibniz et directeur du projet Mission Statement for Knowledge Transfer

P^r Luiz Oosterbeek (Portugal, Institut polytechnique de Tomar), archéologue, titulaire de la Chaire UNESCO en sciences humaines et gestion de l'intégration du patrimoine culturel, secrétaire général du Conseil international de la philosophie et des sciences humaines (CIPSH)

P^{re} Maria Paradiso (Italie, Université de Milan Statale), géographe, présidente de la section des sciences sociales de l'Academia Europaea, fondatrice et présidente de la Commission de l'UGI sur le bassin méditerranéen

Ana Persic (Croatie/France, UNESCO), écologiste, cheffe de section par intérim, Section des politiques et partenariats scientifiques, Division des politiques scientifiques et du renforcement des capacités de l'UNESCO, ancienne spécialiste des sciences au bureau de l'UNESCO à New York et spécialiste de programme du Programme sur l'homme et la biosphère de l'UNESCO

P^r Thomas Reuter (Australie, Institut asiatique de l'Université de Melbourne), anthropologue culturel, ancien directeur du World Council of Anthropological Associations, membre du conseil d'administration de la World Academy of Art & Science (WAAS) et de FutureEarth en Asie

P^{re} Ingelore Scheunemann (Brésil, coordinatrice de la Chaire Polo Morro Redondo UNESCO en sciences humaines et gestion de l'intégration du patrimoine culturel), microbiologiste et immunologiste, présidente de la Conférence internationale HERITY, ancienne coordonnatrice de la section Science et société de CYTED – programme ibéro-américain pour le développement des sciences et de la technologie

Pr Paul Shrivastava (É.-U./Inde, Université d'État de Pennsylvanie), économiste, chef du développement durable à l'Université d'État de Pennsylvanie et directeur de l'Institut du développement durable, ancien directeur général de FutureEarth

Lucilla Spini (Italie), bioanthropologue, chercheuse en développement durable et courtière en sciences et politiques ayant plus de 15 ans d'expérience à l'ONU (UNESCO, FAO et UNU) et en tant qu'auxiliaire ou boursière de recherche dans des universités (p. ex. Université McMaster, Canada)



Commission
canadienne
pour l'UNESCO



Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada

Canada

